



HAL
open science

EXCIPIENT. EXpérimentations CItoyennes, Passeurs d'Initiatives, et ENgagements dans la Transition agricole et alimentaire

Laurence Granchamp, Claire Lamine, Karim G.E. Berthomé, Martina Tuscano

► **To cite this version:**

Laurence Granchamp, Claire Lamine, Karim G.E. Berthomé, Martina Tuscano. EXCIPIENT. EXpérimentations CItoyennes, Passeurs d'Initiatives, et ENgagements dans la Transition agricole et alimentaire. Ministère de la Transition écologique et solidaire; Gis Démocratie et participation; Programme Cit'In - Expérimentations démocratiques pour la transition écologique; Université de Strasbourg; INRAE; AgroParisTech. 2021. hal-04004070

HAL Id: hal-04004070

<https://hal.science/hal-04004070v1>

Submitted on 24 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



EXCIPIENT

EXpérimentations CItoyennes, Passeurs d'Initiatives, et ENgagements dans la Transition agricole et alimentaire

LAURENCE GRANCHAMP, CLAIRE LAMINE, KARIM BERTHOME, MARTINA TUSCANO



Table des matières

Introduction générale.....	3
1. Cadrage théorique et état de l'art	5
1.1 Démocratie alimentaire et transition écologique.....	5
1.2. Pragmatisme et écologies sensibles.....	7
2. Rapport d'activités et présentation des terrains.....	10
2.1. Rapport des activités en commun.....	11
2.2. Rapport d'activité sur les terrains.....	12
2.1. Bugey-Genevois-Jura (Est) : Forum Agri-citoyens	13
Présentation de l'expérimentation locale	13
2.2. Strasbourg : (Nord-Est) Cartographie sensible	19
Présentation de l'expérimentation locale : la cartographie sensible.....	19
2.3. Les Terrain Sud : Ardèche, Provence Verte et Mouans Sartoux	25
Les Projets Alimentaires Territoriaux.....	26
Des initiatives territoriales jonglant entre justice sociale et transition alimentaire.....	30
3. Contributions du projet Excipient aux questions de recherche de Cit'in	33
3.1 Les formes de l'agir citoyen :	34
La fabrique de la transition alimentaire dans les territoires : des mécanismes d'enrôlement à l'épreuve des attachements	34
3.2 Essaimage, maillage et mise en visibilité des expériences	39
Structure et processus de maillage : point, ligne, aire, réseau	40
Maillage « interne » et « externe »	43
La posture et le rôle du chercheur dans le maillage	44
3.3. Gouvernances - Articulation entre initiatives citoyennes et politiques publiques ou institutions	45
4. Conclusion	48
4.1. Introduction.....	48
4.2. Objectifs initiaux du projet et terrains engagés	50
4.3 Hypothèses initiales, méthodes, réalisations et reformulations au fil du projet	51
4.4. Apports majeurs du projet.....	52
4.1. Maillage et essaimage	53
4.2. Mobilisation des acteurs et gouvernance des projets territoriaux.....	53
4.3. Expérimentations sociales autour de l'accessibilité et de la justice sociale.....	54
4.4. Ecologie sensible – approches sensibles	56
4.5. Conclusion et perspectives de recherche ultérieure.....	58
Productions scientifiques	66

Table des tableaux et illustrations

Carte 1 : Localisation des terrains	11
Tableau 1 : caractérisation des terrains de recherche par équipe	10
Tableau no.2 : comparatif et grille d'analyse de quatre expérimentations pour la transition écologique (Granchamp, Lamine, Berthomé et Tuscano, in Dumat et al., 2020)	37
Tableau no. 3 : Analyse de la notion de maillage, Marie Houdard, 2019.	40
Tableau 4 : Eléments de base de différenciation et de recoupement entre les terrains	51
Tableau 5 : Postures analytique et transformative dans des expérimentations sociales	55
Schéma 1 : importance relative des trois questions de recherche sur les différents terrains	33
schéma 2: Eléments de maillage des initiatives dans le quartier de Hautepierre	41
Schéma 3 : Equilibre des acteurs dans la gouvernance de trois projets successifs.....	47
Schéma 4: « Démocratie alimentaire et justice alimentaire : des débats scientifiques et citoyens à contextualiser »	49

Introduction générale

Au sein du Programme Cit'In, le projet Excipient a la particularité de rassembler trois équipes qui partagent l'objectif d'explorer des chemins de la transition écologique à partir d'initiatives qui se rapportent à la transition dans - et par - les systèmes agri-alimentaires territoriaux.

Autrement dit, **nous nous sommes attachés à explorer comment des initiatives citoyennes, mais aussi associatives et des collectives locales, dans des contextes hétérogènes, visent (explicitement ou implicitement) l'évolution des systèmes agri-alimentaires locaux par des actions collectives ; et comment ces transformations peuvent contribuer à la transition écologique de manière plus large.**

Notre projet avait adopté comme focale commune la notion de *démocratie alimentaire*, dont nous avons cherché à identifier les différentes formes et traductions à travers les cas étudiés.

Nous sommes en effet partis des conclusions de travaux antérieurs dans le domaine des "alternative" ou "civic food networks" (réseaux alimentaires alternatifs) ou portant sur la démocratie alimentaire (Hassanein 2003; Lang 2005; Renting, Schermer, et Rossi 2012) qui montrent *les enjeux, pour ces réseaux et initiatives, de l'élargissement de la participation citoyenne au-delà de groupes favorisés ou déjà relativement sensibilisés*. Aussi, nos trois équipes se sont-elles données pour objectif d'analyser comment les expérimentations et initiatives très diverses que nous avons observées, qui touchent effectivement d'autres publics (populaires, ruraux), suscitent un élargissement de la participation citoyenne autour des questions alimentaires et agricoles, dans quelle mesure elles contribuent à l'avènement de nouvelles formes de citoyenneté, de nouveaux modes d'implication ou nouvelles expériences démocratiques, et en quoi l'ensemble contribue – ou non - à la définition de chemins de la transition écologique plus démocratiques.

Toutes les initiatives et expérimentations étudiées ne se réfèrent pas à la justice sociale ou la "justice alimentaire", en revanche toutes peuvent être analysées au prisme de la démocratie alimentaire. Dans la suite de ce rapport, nous proposons un état de l'art de cette notion polysémique en montrant qu'elle s'inspire de différentes sources théoriques, issues de différents contextes culturels. Les variations de sens repérables sur le plan théorique le sont également sur le plan empirique. Ainsi, à partir de cet état de l'art, peut-on relever que les différentes expérimentations ou initiatives que nous avons observées combinent chacune les différents sens que recouvre la démocratie alimentaire : selon les cas, ce seront les questions de justice alimentaire et d'accessibilité, ou les questions participatives, ou d'action collective locale, qui seront centrales.

Dans le cadre du programme Cit'In, notre projet a la particularité de proposer des analyses qui ne proviennent pas d'une unité de lieu ou d'un seul type d'initiatives : il aurait par exemple été plus aisé de n'étudier que les Défis familles à alimentation positive ou que les Projets alimentaires territoriaux, qui sont deux dispositifs dans lesquels les citoyens ont la possibilité de s'investir et qui ont connu un certain succès en termes de diffusion. Nous avons misé au contraire sur l'hétérogénéité des cas, en nous efforçant de dégager des éléments (processus, fonctions, fonctionnements) transversaux, afin de dégager à partir de cette hétérogénéité des pistes de recherche et/ou de compréhension plus larges des chemins démocratiques de la

transition. Ce choix méthodologique est en adéquation avec une conception de la transition écologique ayant pour objectif de faire tenir ensemble cette forte hétérogénéité.

Ce qui relie nos cas, c'est d'abord qu'ils se rapportent à des questions d'alimentation et d'agriculture, et sont localisés (mis en œuvre à des échelles territoriales). Mais ils sont situés dans des régions différentes, conduits par des collectifs d'acteurs de nature, de taille et de composition diverses, à des échelles elles aussi variables. Ils comportent tous des dispositifs participatifs formalisés.

Dans quelle mesure cette mosaïque d'initiatives et d'expérimentations peut-elle informer les chemins de la transition ? C'est ce que nous nous attacherons à développer dans ce rapport, à travers trois questions : (1) celle de l'agir citoyen et des formes de mobilisation ou d'enrôlement, dans l'analyse de laquelle nous introduisons l'idée d'approche par le sensible; (2) celle du maillage-essaimage à travers laquelle nous analysons les processus et possibilités de diffusion des expérimentations; (3) celle des modalités de gouvernance, ou autrement dit comment sont construits, renforcés ou fragilisés les possibilités d'expression démocratique dans les expérimentations, notamment lorsqu'elles s'institutionnalisent ou lorsqu'elles interagissent avec des acteurs publics.

Si la démocratie alimentaire a constitué une focale qui s'est avérée efficace pour nous rassembler, il y a un second élément annoncé dans notre projet qui a pris de l'ampleur et suscité un fort investissement commun de recherche dans le déroulement du projet : il s'agit des "approches sensibles". Inspiré au départ des approches pragmatistes qui ont réintroduit dans les analyses sociologiques le rôle des attachements et des émotions (Centemeri 2015), nous avons élargi notre construction méthodologique et théorique en y intégrant les apports de travaux d'anthropologues (notamment Ingold 2013) et de sociologues (Peroni et Roux 2006; Rosa 2018), construisant une approche originale, et qui a fait l'objet d'échanges entre les membres de l'équipe. Nous revenons dans le développement de ce rapport sur les fondements théoriques (1^{ère} partie) et la façon dont nous les avons mobilisés sur nos terrains (2^e et 3^e partie).

Afin d'ancrer la problématique, la première partie de ce rapport propose un état de l'art sur la question de la démocratie alimentaire et de la justice sociale, et situe notre approche théorique à l'interface du pragmatisme et de l'écologie du sensible.

Dans la deuxième partie nous présentons les différents cas et rapportons les activités menées sur chacun des terrains et en commun. Nous tenons à souligner l'important investissement tout au long du projet des trois équipes afin de croiser nos approches et nos observations, en intégrant des moments collectifs réguliers au cours des trois années du projet¹.

Dans la troisième partie, nous développons les éléments d'analyse tirés de nos cas d'étude qui nous permettent d'instruire les questions de recherche du programme Cit'In, que nous avons fait nôtres (évoquées plus haut).

Enfin, la partie finale du rapport, destinée à devenir un chapitre d'ouvrage, reprend les principaux résultats tirés du projet, en nous efforçant de répondre à la question de savoir comment ces dispositifs et expérimentations peuvent favoriser la démocratie alimentaire, et

¹ Initialement prévu pour 2 ans, le projet a été impacté par la crise sanitaire, comme la plupart des projets du programme Cit'In. Nous avons débuté fin 2018, et la fin des activités programmées date de fin 2020, mais des prolongements des projets sont en cours, selon les terrains.

comment celle-ci constitue un vecteur d'une transition écologique inclusive, qui fait tenir ensemble une diversité de formes d'engagements et d'initiatives.

1. Cadrage théorique et état de l'art

1.1 Démocratie alimentaire et transition écologique

Polysémique et complexe, la notion de démocratie alimentaire tend cependant à s'imposer dans le champ des sciences sociales en rassemblant les travaux qui analysent le système alimentaire « dominant » de façon critique. Ces derniers soulignent comment à différents stades (production, distribution, consommation) les systèmes alimentaires qui se sont mis en place au cours du 20^e siècle, génèrent non seulement des effets négatifs sur l'environnement mais aussi des inégalités et des injustices sociales et environnementales, que ce soit localement, en des lieux multiples ou « globalement ».

La façon dont les chercheurs abordent la « démocratisation » des systèmes alimentaires aujourd'hui (voir (Bornemann et Weiland 2019; Hassanein 2003; Renting et al. 2012)) ne se limite pas à une question d'accessibilité de la nourriture pour des populations affectées par des crises économiques et sociales ou marginalisées.

La référence à la "démocratie" est mobilisée de différente manière selon les espaces culturels (Europe, Amérique du Nord et Brésil principalement) et renvoie à des conceptualisations distinctes, relevant en partie du rôle qu'ont joué les mouvements sociaux, les chercheurs et les acteurs publics dans la conceptualisation de cette notion dans ces différents espaces².

Aux Etats-Unis d'Amérique, ce débat provient dans une large mesure d'une critique de l'accessibilité sociale aux programmes alimentaires et de la dépendance de ces derniers vis-à-vis de modèles de production non-écologiques comme de produits agro-alimentaires jugés peu sains (surplus agroindustriels pour les pauvres) ; ils dénoncent également l'incapacité de ces programmes à renforcer l'autonomie des consommateurs qu'ils abordent comme un problème de justice sociale. L'influence du cadre théorique de la justice environnementale fait que l'accent est particulièrement mis sur les inégalités spatiales dans l'accès à l'alimentation (concept de "désert alimentaire") (Horst 2017; McClintock, Souldard, et Paddeu 2018).

Le Brésil a été le site d'un débat pionnier sur le droit à l'alimentation, posé comme un enjeu démocratique, en termes de citoyenneté. Ce débat, initialement porté par des mouvements sociaux, a donné lieu à des innovations institutionnelles, notamment dans le cadre de la politique « fome zero » (Fernandes da Luz et Maluf 2019); Lamine, 2020 ;(Pinton et Yannick 2019)). Dans le contexte de pauvreté rurale, le Brésil a été pionnier dans une approche systémique reliant les questions agraires et alimentaires, la lutte contre la pauvreté des agriculteurs et l'accès à l'alimentation des travailleurs pauvres à l'échelle locale ou territoriale.

A la fois aux Etats-Unis et au Brésil, a également émergé un débat autour de l'intersectionnalité de l'injustice alimentaire, les questions de race, de genre, de classe tendant

² Voir Lamine et al., 2020.

à renforcer les inégalités d'accès à l'alimentation, certains travaux soulignent en outre la nécessité de développer des approches dé- ou anti-coloniales, (Granchamp 2019; Santos 2016) notamment sous l'influence des débats internationaux portés par la *political ecology* (Kepkiewicz et al. 2015).

Dans le contexte européen, on retrouve comme aux Etats-Unis un débat ancien sur l'accessibilité limitée des programmes alimentaires et la critique des politiques publiques (Dubois de Labarre et Crenn 2019; Paturel et Carimentrand 2018), mais on trouve davantage de travaux focalisés sur les formes alternatives de production et la nécessité de les soutenir, ainsi que de renforcer les liens entre producteurs et consommateurs d'une façon que l'on pourrait qualifier "d'optimiste" (Lamine, 2020). Cela correspond notamment à un ensemble de travaux portant sur les AFN (*alternative food networks*) : ces travaux défendent l'idée qu'il faut agir sur deux volets principaux : la « reconnexion » entre producteurs et consommateurs (la disjonction voire opposition des intérêts des uns et des autres constituerait un pilier du capitalisme), et la « relocalisation » ou autrement dit, la mise en œuvre d'initiatives à l'échelle locale et/ou à taille humaine. L'hypothèse étant que ce lien avec le « local » (qui peut être très variable dans sa définition) favorise une « proximité » et une équité, qui ne va cependant pas de soi, comme l'ont montré divers travaux (Goodman, DuPuis, & Goodman, 2011).

Dans le contexte européen, la conceptualisation de la démocratie alimentaire insiste sur deux aspects : la capacité de choix et de participation, la possibilité d'avoir voix au chapitre dans la définition des systèmes alimentaires comme le revendiquent par exemple des mouvements sociaux tels que ceux associés dans la déclaration de Nyeleni autour de la *souveraineté alimentaire* ; et la dimension normative-légale du « droit à l'alimentation » (Paturel et Ramel 2017).

D'une part dans le premier cas, le fait même d'en appeler à une démocratisation des systèmes alimentaires, souligne combien une grande part des industries agroalimentaires tend à s'abstraire de tout contrôle citoyen, par l'opacité des réseaux de circulation, l'absence de transparence sur les produits utilisés ou sur l'équité quant à la répartition de la valeur ajoutée. Et d'autre part, les travaux autour du *droit à l'alimentation* (De Schutter 2014) se distinguent de la conceptualisation en termes de justice alimentaire (Chiffolleau et Loconto 2018; Lohest et al. 2019). Dans le même temps, nombre de travaux européens tentent d'articuler les deux dimensions en portant l'attention sur les interdépendances entre consommateurs et producteurs, alimentation et agriculture. Dans cette perspective, quelques auteurs suggèrent de remplacer la justice alimentaire par la notion « d'agrifood justice » (Hochedez et Le Gall 2016) ou de parler de "démocratie dans les champs" (Zask 2016).

On mentionnera enfin des travaux récents autour de la notion de *souveraineté alimentaire* (Desmarais et Wittman 2014) qui mettent en évidence la nécessité d'aborder conjointement le problème des inégalités structurelles, notamment au sein des systèmes alimentaires, et la participation, rejoignant ainsi les appels récents à articuler ces questions, provenant à la fois de la littérature sur la justice alimentaire (Mares et Alkon 2011) et de celle sur la transition des systèmes alimentaires (IPES-Food, 2017) .

La multiplication et la diversification de ces initiatives dans une diversité de contextes pose la question, énoncée par les premiers travaux sur les « réseaux alimentaires alternatifs » (Allen et al. 2003) et récurrente (Lamine, Darnhofer, et Marsden 2019), de la capacité de ces initiatives et alternatives à transformer le système dominant. Est-ce que leur démultiplication

en forme comme en nombre est capable d'infléchir, de peser ? Et si la question était plutôt de savoir si de plus en plus de gens participent à ces alternatives ? C'est cette perspective que nous souhaitons explorer à travers les notions de maillage et d'essaimage notamment. C'est par là une voie aussi pour intégrer la littérature sur les questions de démocratisation, notamment en lien avec la participation (Fung, 2006 ; Zask, 2011 ; Mazeaud et al, 2012 ; Gourgues, 2015).

La notion de « démocratie alimentaire » interroge non seulement les systèmes alimentaires et la manière dont ils peuvent ou non être transformés, mais aussi la démocratie elle-même. La démocratie en tant que régime est de plus en plus régulièrement interpellée dans sa capacité à s'attaquer aux défis climatiques et simultanément bousculée par la montée de différents courants qualifiés de populistes. La politisation de l'alimentation, comme plus largement de différents aspects de la vie quotidienne (Bornemann & Weiland, 2019) représente à la fois un défi et une opportunité pour renforcer les processus démocratiques à la base, par le bas. Abordé sous cet angle, la question de la place et du rôle des chercheurs dans leurs interactions avec les autres acteurs a été assez peu développée dans les travaux sur la démocratie alimentaire. La recherche sur la démocratisation des systèmes alimentaires ne devrait-elle pas s'interroger sur les façons de produire de la science qui soient à la fois plus ouvertes sur la pluralité des savoirs et plus propices au renforcement des « compétences » ou des aptitudes démocratiques ?

1.2. Pragmatisme et écologies sensibles³

Au démarrage du projet, nous avons émis l'intention de partager un certain nombre de références et d'approches, constituant d'une certaine façon une « boîte à outils » commune. Cette boîte à outils est composée d'approches théoriques partagée (le pragmatisme), de concepts que l'on s'était donné comme objectif d'approfondir (l'écologie sensible, la démocratie alimentaire exposée ci-dessus), et de lectures qui ont circulé entre nous pour les nourrir (Rosa, 2018 ; Ingold, 2013 ; de Sousa Santos, 2016 ; Peroni et Roux, 2006).

Nous annonçons par ailleurs vouloir mettre en œuvre une attention aux pratiques ordinaires, à la relation au milieu, aux expériences vécues, dans une perspective pragmatiste. Cette dernière est, de fait, ce qui permet d'articuler les questions de participation et démocratie, avec la question des écologies sensibles.

- *Pragmatisme et participation démocratique*

La perspective pragmatiste se prête particulièrement à des approches participatives. En effet, l'enquête, processus central dans la théorie de J. Dewey ou C. Peirce, est une démarche partagée entre un ensemble de personnes (chercheurs et acteurs) qui s'engagent dans un processus de connaissance. L'enquête se définit dès lors comme un ensemble d'opérations logiques concrètes et pratiques, communes aux scientifiques, et aux simples citoyens en quête de savoir (Caillet 2019:57). De plus, il ne s'agit pas dans cette démarche d'enquête de chercher à extraire des informations ou à vérifier des hypothèses, mais à résoudre un problème qui n'est en rien prédéterminé, qui est construit dans la situation.

La seconde notion centrale de cette approche est celle de « public », qui désigne la dynamique collective d'association et de discussion, d'enquête et d'expérimentation qui se déploie corrélativement à la formation de l'expérience d'un problème public. Ce n'est donc pas un

³ Cette partie est également reprise dans la conclusion, en vue de sa transformation en chapitre.

groupe préconstitué, il émerge corrélativement à son problème comme le lieu d'une intelligence et d'une éthique collectives. Et il est distribué spatialement et temporellement sur les multiples opérations de problématisation et de publicisation qui le constituent (Cefaï et al. 2019).

- *Pragmatisme et place du sensible*

Au départ de notre réflexion et de nos expérimentations, dans le cadre du projet Excipient, se trouve notre volonté d'explorer les visions de l'écologie de groupes sociaux hétérogènes avec et par leur "écologie" personnelle en pratique. Tout particulièrement pour celles et ceux qui, le plus souvent, sont la "cible" (l'objet) de la "sensibilisation" plutôt que les sujets ou figure de leur propre exercice, vision ou récit de la transition écologique. Les approches sensibles que nous avons mobilisées ont pris des formes diverses, mais avaient comme point commun de se tenir à distance de la conception courante de la « sensibilisation », qui revient à nier l'existence de modes spécifiques, reconnaissables et légitimes de se relier au monde environnant. Les approches pragmatistes, ouvertes à la participation par la mise en œuvre de l'enquête, nous apparaissaient d'autant plus pertinentes dans ce contexte de recherche portant sur la transition écologique, qui tend à être abordée, notamment dans des documents de politique publique, de façon très normative et descendante. Notre démarche d'enquête reposait donc sur une volonté de donner de la visibilité (et légitimité) à des visions alternatives des enjeux environnementaux et d'identifier la variété des modes d'engagement d'habitants vis-à-vis de leur environnement, ou ces « modes ordinaires de tenir à l'environnement » (Centemeri 2015; Whitehead 2009).

Ces attachements sont en effet la base des langages et démarches de *valuation* (Centemeri et Renou 2015; Dewey 2010; Diestchy 2016), c'est-à-dire le fait d'identifier par une démarche d'enquête, « ce à quoi l'on tient manifestement », ce pour quoi l'on est prêt à « s'engager », que ce soit pour en prendre soin, pour le préserver ou le défendre. Autrement dit, l'approche pragmatiste mobilisée permet de porter l'attention sur les dimensions affectives et sensibles des engagements dans l'espace du proche (Centemeri 2015; Thévenot 2006), relevant d'engagements esthétiques (Blanc 2016), de liens sensibles (Peroni et Roux 2006) ou d'un « care environnemental » (Centemeri 2015), tout autant que de révéler les controverses et les visions concurrentes, dans les discours et les pratiques, entre les différentes catégories d'acteurs (Chateauraynaud et Debaz 2017).

Le rapport à l'environnement est construit par les parcours de vie ; c'est une expérience relationnelle (une « résonance » au sens de (Rosa 2018) et l'appréhension de l'environnement dans ses dimensions « naturelles » est aussi largement imprégnée des relations sociales vécues. Ces relations sensibles au monde ne sont en effet pas détachables des rapports sociaux (les institutions et les pratiques, les modes d'organisations, les structures temporelles, les rapports de pouvoir, etc.) et de la façon dont ceux-ci influencent l'établissement de relations au monde.

Par ailleurs, nous ne dissociions pas, dans la façon dont nous abordons le sensible dans nos terrains, la question des attachements, de l'affect, et celle des perceptions sensorielles : nous considérons que l'un et l'autre s'alimentent, se complètent.

- *Les écologies sensibles*

En mobilisant la notion « d'écologie sensible », nous nous inspirons de T. Ingold (2013), qui lui-même emprunte la notion « d'écologie du sensible » à Anderson (2000, cité par Ingold, op. cit.). Cette notion, dont Ingold dit qu'elle saisit parfaitement le genre de connaissance de l'environnement qu'il a essayé d'exprimer, nous paraît s'appliquer également à notre contexte. *“Il ne s'agit pas d'une connaissance formelle, institutionnelle, transmissible hors du contexte de son application pratique. Au contraire, elle s'appuie sur une façon de sentir qui est constituée par les capacités, les sensibilités et les orientations qui se sont développées à travers une longue expérience de vie dans un environnement particulier”* (2013, p. 49).

Nous soutenons l'utilité et la pertinence de cette transposition, cette écologie du sensible est, comme Ingold l'écrit, une façon de transcrire une représentation vivante, de *“donner une forme à une sensation humaine”*. En suivant Ingold, mais aussi Rosa (op. cit.), la démarche consiste en définitive à ne pas exclure « par principe » de la démarche scientifique, la façon dont tout un chacun entre en relation avec le monde, et de prendre en compte ce que nous mobilisons constamment tout en vaquant à nos occupations quotidiennes : nos sens, ou notre intuition (Ingold p. 49). Ou autrement dit, nous rapprocher d'une « *poétique de l'habiter* » (Ingold, p. 51) qui permet d'attribuer une valeur aux récits et aux modes de relation au monde pour mettre en lumière une autre face du savoir⁴.

Ceci fait écho à la sociologie de B. Sousa Santos (2016), qui dans notre projet, constituait une référence théorique commune à l'aide de laquelle nous envisagions d'aborder les démarches participatives en dépassant les hiérarchies de savoirs, au profit d'une « écologie des savoirs » (Santos, 2016), qui « ouvre à la possibilité pour le savoir scientifique de dialoguer avec le savoir ordinaire (...), le savoir populaire, le savoir des indigènes, le savoir des populations urbaines marginales, le savoir des paysans » (Santos 2016).

Il s'agit donc d'un ensemble de travaux théorique marqués par le pragmatisme, en tant que conception des « problèmes », du « public » et de l'enquête ; tant le pragmatisme que les travaux de Sousa Santos et Ingold se positionnent comme ouverts à une pluralité de savoirs et d'être au monde, intégrant les dimensions sensibles des attachements et des sens comme médium de relation au monde et aux autres.

⁴ Ingold précise bien que le projet, en ce qui le concerne, n'est pas d'opposer une science alternative, « indigène », plutôt qu'occidentale. Mais la perspective purement objectiviste de la science occidentale s'avère intenable. Sur ce débat, consulter aussi Rosa (op. cit.) mais aussi avec un positionnement un peu différent, B. de Sousa Santos (2016).

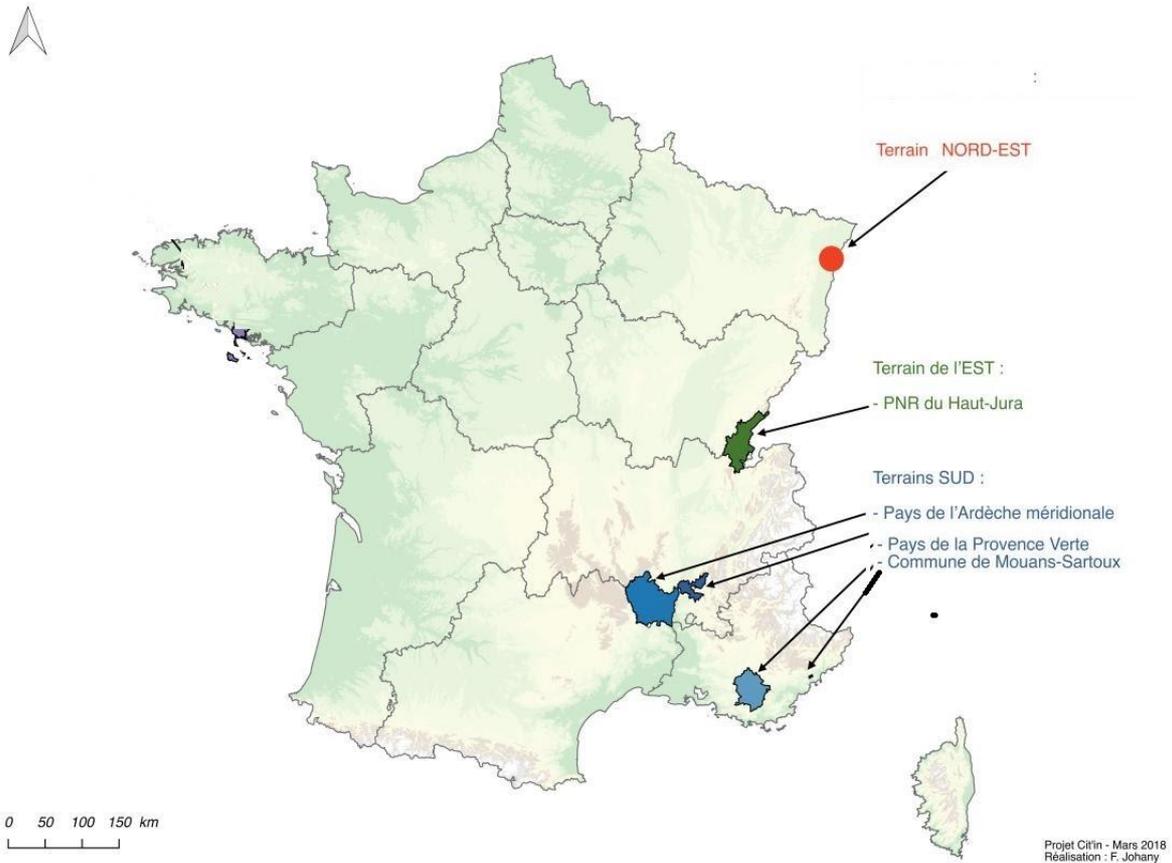
2. Rapport d'activités et présentation des terrains

Nous rappelons ici les principales caractéristiques des terrains sur lesquels nous avons travaillé.

Terrains		Paramètres de différenciation et de recoupement entre terrains						Phase de la démarche
		Objet initial	Milieu géographique.			Partenariats institutionnels		
			Rural dense	Rural peu dense	Urbain	Au départ	Expansion	
Sud	Mouans Sartoux	Alim scolaire, éducation			x	Commune	Autres territoires visés	PAT lancé / émergent
	Pays de la Provence Verte	Diversification agriculture / circuits	x			Lycée agricole	-	PAT en cours / développement (paniers solidaires, Familles à Alimentation Positive, glanage social, etc.)
	Pays de l'Ardèche Méridionale	Projet territorial large		x		Chambre d'Agri + pays	Intégration des associations	
Nord-Est	Quartier Hautepierre	Jardins partagés, permaculture			x	Association Horizome	Autre quartier, agriculteurs Association de transition écologique	Jardins implantés, cartographie à réaliser, Ateliers à programmer
Est	Communes du PNR du Haut Jura	Foncier agricole		x		Association CPIE+ Communes + PNR	Oui	Démarré une nouvelle étape

Tableau 1 : caractérisation des terrains de recherche par équipe

Précisons qu'une 4^e région était initialement prévue. Il s'agissait d'une ferme littorale en Bretagne, dont l'accompagnement devait être coordonné par E. Sultan. Ce projet en Bretagne ayant avorté, et l'équipe bretonne n'ayant pu poursuivre son engagement, nous nous sommes recentrés sur les cas identifiés dans les trois premières régions.



Carte 1 : Localisation des terrains

2.1. Rapport des activités en commun

Ces deux années de projet ont reposé sur plusieurs rencontres constituant des temps au cours desquels nous avons discuté/confronté nos données de terrains respectives autour des questions de recherche centrales, identifiées dans le projet, et de réunions intermédiaires par visioconférence permettant de faire le point sur les avancées du projet dans les différents terrains.

- 11/10/2018 - **séminaire d'ouverture sur la cartographie sensible** à Strasbourg, avec en visio la participation de Karim Berthomé (voir plus bas dans le rapport d'activité du terrain Nord-Est) et les membres du collectif Horizome.
- 2-3 février 2019 - **Rencontres du CPIE Bugey-Genevois** : participation des 3 équipes aux rencontres et à un séminaire de travail commun. Participation de chercheurs, élus, membres des associations partenaires.

Ces *Rencontres du CPIE du Bugey-Genevois* (Ain), étaient le terrain d'enquête de Karim Berthomé. Une rencontre avec le maire de St Germain de Joux, petite commune transfrontalière a été organisée, avec visite itinérante. Ensuite, l'équipe EXCIPIENT a participé et été interpellée lors des rencontres organisées dans la commune de Chanay.

Elle a pris part aux activités proposées par l'équipe des CPIE. Ensuite, un double atelier proposé par les chercheurs avec des habitants du territoire et des membres des CPIE a permis d'entamer une réflexion commune sur la thématique du "maillage" et de la "gouvernance". Le lendemain, une réunion a été organisée entre les membres du projet et Agnès D., directrice du CPIE Bugey Genevois (voir partie 2.2 ci-dessous).

- 13 juin 2019 - séminaire « **Écologisation des systèmes alimentaires territoriaux** » à Marseille et réunion sur l'un des terrains du Sud (Ardèche) (participation des chercheurs et de représentants d'associations et élus).

Le 13 et 14 juin 2019, les trois équipes se sont réunies à Marseille pour une journée d'étude intitulée « Écologisation des systèmes alimentaires territoriaux » organisé dans le cadre du séminaire EHESS "L'écologisation de l'agriculture et de l'alimentation au cœur des interactions entre science, politique et société" animé par C. Lamine et M. Jacqué. Dans ce cadre, M. Tuscano et C. Lamine ont présenté des résultats concernant une analyse comparative des modes de gouvernance dans les projets alimentaires territoriaux. L. Granchamp, et Romane Joly, stagiaire EXCIPIENT ont présenté une démarche d'enquête en contexte strasbourgeois concernant les dimensions sensibles de la production alimentaire en quartier populaire. Le soir, les équipes sont allées en Ardèche méridionale (terrain de C. Lamine) et rencontré plusieurs personnes impliquées dans des initiatives analysées par l'équipe Sud. Le lendemain, une réunion interne de l'équipe EXCIPIENT s'est déroulée dans le centre du Pradel. (voir Annexe 1 : programme du séminaire)

- **Atelier écriture** le 28 et 29 février 2020

Un atelier d'écriture, basé sur une méthode utilisée au sein du département ACT (INRAE) a été organisé le 28 et 29 février 2020 au Pradel (Ardèche).

A cette occasion, les équipes ont travaillé à une communication pour le colloque Transitions H2020 de Toulouse et plus largement à la valorisation des résultats du projet EXCIPIENT.

- 2-3 septembre 2020 **Workshop "Acteurs et chercheurs pour la démocratie alimentaire"**

Ce workshop, réalisé en hybride (présentiel et visio) a rassemblé une trentaine de personnes, a permis de croiser les communications de 5 associations (Atd-Quart Monde, Horizome, CPIE Bugey-Genevois, Biovallée, SolaVie), 8 groupes de chercheurs (en dehors du nôtre) et une représentante de la DRAAF Grand-Est. Il a constitué un temps fort de la contribution concrète, appliquée, à la question des différentes facettes de la démocratie alimentaire ; en outre, les initiatives et expérimentations présentées peuvent avoir suscité des idées d'essaimage

-> voir Annexe 2 : Appel à communication du Workshop et Annexe 3 (programme)

(livret des résumés des communications et lien vers le dossier avec les audios : <https://seafile.unistra.fr/d/5b866f5511ab4080890e/>)

-> un ouvrage électronique est prévu à partir des communications au colloque.

2.2. Rapport d'activité sur les terrains

Le projet Excipient comporte 5 études de cas dans différentes régions de l'est et du sud : un forum « Agri-citoyens » dans la région du Jura, des initiatives jardinières dans un quartier

populaire de Strasbourg, l'analyse d'un dispositif "alimentation positive" à Mouans-Sartoux en lien avec les autres initiatives de la commune dans le cadre d'un projet alimentaire territorial, l'émergence d'un projet alimentaire territorial en Provence Verte et le suivi d'une succession de projets territoriaux ainsi que de deux expérimentations ciblées en Ardèche méridionale.

2.1. Bugey-Genevois-Jura (Est) : Forum Agri-citoyens

Présentation de l'expérimentation locale

Étapes en amont : Une démarche qui a débuté en 2015

Depuis 2015, l'association CPIE Bugey-Genevois (association de sensibilisation à l'environnement et d'intervention sociale) a engagé des démarches participatives dans différentes communes, pour ouvrir les échanges sur la question des terres agricoles aux habitants. Depuis l'origine, K. Berthomé a été mobilisé comme garant de ces démarches, puis, rapidement, comme personne-ressource, participant aux comités de pilotage et présent aussi sur certains temps forts de la démarche sur le terrain.

Les deux premiers *Forum*, menés dans deux communes, Confort et Marlioz, à partir de mars 2015, ont donné lieu à une grande variété d'actions : « Atelier un hectare et des graines », « ciné débats », Forum ouvert, « Dialogues agriculteurs/habitants », Théâtre forum, formation sur le foncier (Terres de liens).

De façon globale, on peut noter une implication des agriculteurs dans le forum Agri-citoyens ainsi que des habitants convaincus et avertis sur le sujet, notamment sur les questions d'alimentation (cf. Pascaud et Berthomé, 2017).

Deux autres communes suivront en 2016 et 2017, Challonges et le Haut-Valromey, dans lesquelles les activités peinent de plus en plus à attirer autant d'habitants que lors des premières expérimentations (ci-dessus), suscitant des ajustements de la part de l'association et des conseils municipaux: Devinette sur l'alimentation et les surfaces agricoles, Balade paysagère avec des élèves, porte à porte, Théâtre forum, Jeu de piste et interviews, Ciné-débat, Porteur de parole "Et si demain ...?", Exposition photos et échanges. Des propositions qui se sont un peu plus orientées vers la collecte des perceptions des participants (et visiteurs) sur la commune.

C'est sur la base de cet historique déjà long et chargé que les partenaires - association du CPIE B-G et chercheur - ont conçu de s'engager dans le projet EXCIPIENT.

1ère étape : La reprise du Forum Agricitoyens en 2018

Lorsque le projet EXCIPIENT démarre en Juin 2018, l'expérimentation du *Forum* se termine sur la commune du Haut Valromey. La question du nombre de participants dans le *Forum* Agricitoyens préoccupe le CPIE, qui enregistre une bien plus faible participation sur cette dernière commune rurale (moins dense et plus étendue que les précédentes), ainsi que des rotations du personnel de la structure CPIE concomitantes (l'animateur/trice du *Forum* n'est pas sur un poste pérenne). Cette question du nombre de participants, associée pour l'occasion à celle des "minorité actives", est ainsi placée au centre d'un comité de suivi

exceptionnellement étoffé, organisé le 7 décembre 2018 (plus de 20 personnes y participent: élus, habitants, associatifs, agriculteurs, PNR du Haut Jura, chercheurs).

La perspective de relancer le *Forum* dans deux nouvelles communes, depuis longtemps sur la table, est discutée à l'aune de ces difficultés, auxquelles s'ajoute la moindre mobilisation en amont du *Forum* des élus et habitants dans ces deux communes voisines visées : Giron et Saint Germain de Joux. Cette intention est malgré tout maintenue ; le soutien du projet EXCIPIENT étant l'un des paramètres pris en compte dans l'équation.

2e étape : les Rencontres Bugey-Genevois et le séminaire de travail EXCIPIENT

Les Rencontres du Bugey-Genevois du 2 février 2019 :

Les *Rencontres du Bugey-Genevois* de 2019 ont été encadrées par deux moments spécifiquement conçus dans le cadre de projet EXCIPIENT, dont nous parlerons juste après. Mais il importe d'insister d'abord sur ces *Rencontres*, qui ont constitué un temps fort à plusieurs titres :

- Temps fort de collaboration entre les trois équipes du projet EXCIPIENT (voir infra)
- Temps fort de collaboration entre le CPIE B-G et K. Berthomé, puisque cet événement a été organisé de concert, grâce à la confiance constituée au fil des ans. Le thème à donner à ces rencontres a été discuté avec le Bureau de l'association, qui a voulu mettre en bonne place la question de la science et des chercheurs dans le programme. C'est ainsi que ces *Rencontres* ont eu pour thème une question phare : "*des clés pour la transition, comment chercheurs, élus, citoyens, associations, coopèrent pour mieux mobiliser sur un territoire ?*" (voir Annexe 4)
- Temps fort aussi au regard de son contenu, puisque ces *Rencontres* ont permis de convier des personnes porteuses d'initiatives en rapport avec la transition écologique (déclinée en trois ateliers : transition énergétique, économique, et agro-alimentaire), des habitants curieux et motivés, des élus, et des chercheurs. Après des ateliers dans lesquels étaient partagées les expérimentations (notamment sur les potagers comme outils de transition-relocalisation pour la transition agri-alimentaire), les participants ont été invités à réfléchir avec les chercheurs sur les enjeux en termes de mobilisation et de maillage (voir infra). L'ensemble des notes sur les expérimentations en cours et des discussions avec les participants ont été enregistrées et reprises ensuite par les chercheurs.

La rencontre des communes (2 février):

Au préalable, les chercheurs du projet EXCIPIENT ont pu aller à la rencontre des deux communes qui pouvaient s'engager dans une démarche de *Forum Agricitoyens*. Après un rassemblement en mairie de St Germain de Joux (en présence du maire de St Germain, du maire de Giron, et de quelques habitants intéressés), une visite itinérante d'un ou deux lieux de la commune de St Germain, commentée par le maire, est effectuée. La découverte des lieux se poursuit à Giron, avec deux habitantes guides, en présence du maire.



Ces visites nous permettent de nous rattacher ensemble et concrètement aux approches sensibles et au pragmatisme. Dans cette perspective, nous invitons les habitants à nous amener sur “des lieux importants pour eux” (cf. photo ci-dessous à la grande croix qui surplombe le village de Giron).



Pour imaginer la place d'approches sensibles dans une démarche de projet telle que celle-là, K. Berthomé a aussi partagé dans l'équipe une Note sur l'ouvrage *Résonance* de H. Rosa (2018).

Sur ces terrains de l'Est, il est question à l'origine de reconquête par les populations locales d'une prise en main sur le foncier agricole de proximité. Le point d'attention porte sur la concurrence entre les usages agricoles de l'espace, et l'urbanisation ou l'enfrichement. Les partenaires associatifs locaux font face au sentiment de certains habitants d'être démunis, incapables de saisir le monde activement, de ne pouvoir réagir sur ce genre de tendances (ce qui rapproche de la notion d'aliénation). Dans les expérimentations précédentes, des actions plébiscitées par des habitants parviennent à se réaliser, et apportent manifestement quelques changements, dans les relations entre des habitants de la commune voire au-delà (ex. « relais fermier »). Mais si ces démarches participatives débouchent sur des actions, elles peinent à changer la donne sur l'avenir du foncier agricole local, de l'agriculture et de l'alimentation, et cela, en dépit d'efforts et d'un déploiement d'énergies considérables. Dès lors, “demander aux gens ce qui les intéresse”, et parvenir à le faire, est-ce une maxime d'action suffisante ? Voilà le genre de questions qui habite le chercheur à l'occasion de ces mini enquêtes préalables au *Forum*.

Le séminaire de travail (2-3 février) :

Ce sont les thèmes du *maillage* et de la *mobilisation*, qui concernent particulièrement l'expérience du *Forum*, qui sont placés au centre de nos temps de travail. Juste après les *Rencontres*, nous avons enchaîné par un temps de travail dédié avec des participants

présents aux *Rencontres*. Nous nous séparons en deux sous-groupes de 5-6 personnes, l'un sur maillage, l'autre sur mobilisation. L'idée, au sortir de cette séance d'1h30, est de dégager des premières pistes à reprendre le lendemain. Nous travaillons le lendemain en plus petit comité (Agnès D., directrice du CPIE, se joint à nous, forte de sa longue expérience, et quatre personnes liées à l'équipe de Strasbourg, deux de l'équipe Sud, et deux de l'équipe Est).

Un cas présenté la veille, dans l'atelier sur la transition agro-écologique, celui du « jardin de Marina » à Belley, est particulièrement discuté. La personne qui a présenté cette démarche est inscrite dans une démarche d'expérimentation (pragmatique du faire), avec la visée de maintenir de la biodiversité en ville. D'autres personnes proches de ce cas seraient situées elles dans une perspective « politique et idéologique », qui par principe avait une direction ; ce qui dépeint plusieurs formes de mobilisation. Des lignes de fracture évoquées par rapport à ce cas ont été celle de la légitimation (d'une orientation plutôt que de l'autre) par Claire L. ; ou celle de l'apprentissage institué, par les écoles, par Agnès D.

Productions : Marie Houdart, Note sur la question du Maillage, remobilisée infra (3.2.)

3e étape : familiarisation avec les approches pragmatiques

Un stage d'un mois est réalisé dans le cadre du projet par Nils Gross--Humbert en juin 2019. Le besoin du côté de l'équipe Est est de se pencher sur les approches pragmatiques en sciences sociales, qui ont été évoquées lors de l'étape précédente (voir supra). Rattachées à la sociologie, il s'interroge en particulier sur les possibilités ou non de leur application dans le champ de l'économie (discipline de K. Berthomé). Les résultats de ce travail feront l'objet d'une restitution orale et écrite (Annexe 5). Outre de rapporter les positionnements d'auteurs sociologues et économistes par rapport à des composantes épistémologiques pragmatiques, ce travail conduit surtout à revenir aux fondateurs du mouvement : Peirce, James, Dewey, et aussi pour l'économie: J. R. Commons.

Productions : Gross-Humbert, N. (2019) « Les préoccupations pragmatistes et les sciences économiques », Note de fin de stage, 11 p.

4e étape: appui au CPIE pour la clôture du Forum Agri-citoyens

Un stage de 3 mois est réalisé dans le cadre du projet par Quentin Leyre entre mai et juillet 2020. La mission consiste à intervenir en lien avec les expérimentations du CPIE Bugey Genevois dans les deux communes qui ont fini par s'y engager. L'association manque de ressources (des subventions qui devaient être accordées notamment par l'UE ont finalement été annulées). Cette rupture dans leurs financements les oblige à clôturer modestement les *Forum*; la chargée de mission ne peut être reconduite. La crise du Covid intervient par-dessus ces nombreuses difficultés. Le recrutement sur ce stage est donc clairement orienté en appui au CPIE.

La mission de stage comporte deux volets :

- Dresser le bilan du Forum dans les deux dernières communes de Saint-Germain-de-Joux et Giron, qui a dû s'arrêter assez brusquement ; les informations sont éparées et manquantes.
- Envisager des pistes pour clôturer le Forum correctement, compte tenu des faibles moyens disponibles. Un engagement de la part du CPIE Bugey-G. a été fait envers les

communes de l'expérimentation. Une restitution des résultats envers les élus, les citoyens et les commanditaires du projet doit pouvoir se faire.

Le stagiaire travaille par analyse documentaire (mai), questionnaires (juin), réunions avec le CPIE (mai, juin, juillet), visites de terrain (juin) et deux entretiens ciblés (juillet).

Ce stage (résumé par l'Annexe 6) remet en avant les grandes interrogations qui émergent au sein de la population au travers des animations (kermesse de l'école, atelier photo paysages passés-présents, ciné-débat):

- Enjeu 1 : Mieux comprendre la dynamique du paysage agricole pour les citoyens (pâturage et fauche, hier et aujourd'hui ; importance de la forêt dans les communes).
- Enjeu 2 : Mieux connaître les agriculteurs de la commune et des communes voisines ainsi que leur activité (quelle production ? Sur quel terrain d'accueil ? Quelles filières alimentaires et quels acteurs locaux ? Quelles filières cela entraîne ?).
- Enjeu 3 : Être informé du devenir des terres agricoles et de leurs usages localement.

5e étape: Bilan global acteur-chercheur de l'ensemble des Forum Agri-citoyens

Le stage ci-dessus a conduit à des échanges approfondis entre la dernière personne encore active au CPIE ayant participé à l'aventure des *Forum* tout le long, et K. Berthomé. Il en ressort l'intention d'élaborer ensemble une communication qui mobilise les lectures de l'une et de l'autre sur cette démarche qui aura duré 5 ans et se sera réalisé sur 6 communes successives, et qui se termine. Cela aboutit à présenter une communication à deux voix en septembre 2020 (sur laquelle nous revenons plus loin dans ce Rapport : Résumée en Annexe 7)

Productions : Seyve, F. et Berthomé, G-E-K. (2020) Un bilan à deux voix sur le pouvoir d'agir des habitants dans les Forum Agri-citoyens, Communication au Workshop « Chercheurs et acteurs dans la construction d'initiatives pour la démocratie alimentaire », 2 septembre 2020, Strasbourg.

6e étape: Socio-économie écologique et pragmatisme

Un stage de deux mois est réalisé dans le cadre du projet par Eliot Wendling en avril et mai 2020. Ce stage se situe dans la poursuite du premier stage sur les approches pragmatistes, mais avec un spectre élargi. Il repart de la littérature en économie politique qui adresse aussi ces enjeux de participation et de transition écologique territoriale. Ce stage donne lieu également à une Note écrite synthétique (Annexe 8). Au-delà, la complémentarité entre les deux Rapports de stage évoqués, et les bonnes relations de collaboration observées, conduisent au dépôt d'un projet d'article qui sera retenu (voir ci-dessous). Celui-ci soulève les enjeux de l'introduction du pragmatisme (philosophique) dans le champ de la socio-économie écologique (Petit, 2018; Spash, 2013).

Productions :

- Wendling, E. (2020) « Enquête bibliographique sur le champ scientifique de l'économie politique appliqué aux démarches participatives de transition écologique et territoriale », Note de fin de stage, 18 p.
- Berthomé, G-E-K., Gross-Humbert, N., Wendling, E. (à venir 2021) L'aventure pragmatiste : une nouvelle ligne dans le programme de la socio-économie écologique

? *Développement durable & territoires, Dossier « Socio-économie écologique : bilan et programme de recherche ».*

7e étape : *Procédure participative et attachements sensibles*

La construction de la proposition de communication EXCIPIENT pour le colloque *Transition 2020* (voir partie 3.1) aboutit à une problématique qui met en regard l'enrôlement des participants dans les initiatives étudiées, et la question de la prise en compte de leurs attachements. Un stage de quatre mois est alors réalisé, dans le fil de cette réflexion, par Ismael Capo-Chichi entre décembre 2020 et mars 2021.

L'enjeu central de ce stage est de revenir à une étude exhaustive visant à dégager les relations entre procédures participatives d'une part, et collecte et valorisation du vécu des habitants en lien avec leur milieu, d'autre part (leur « écologie sensible »). La question est : dans quelle mesure les choix participatifs réalisés dans ces six communes ont-ils permis cette expression, et une prise en compte de ces aspects sensibles ? Éventuellement aussi, à l'inverse, dans quelle mesure l'existence de ces rapports personnels et sensibles des habitants à leur environnement ont conditionné une certaine réponse (ou non réponse) aux propositions participatives, ou encore ont conduit à (ré)orienter les propositions participatives et la démarche de Forum Agri citoyens ?

Il faudra donc travailler sur le lien, à travers le temps, entre des événements participatifs et des conditions factuelles d'existence des habitants, et les manifestations de leurs attachements. Ce stage a donné lieu à deux types de productions :

- Des frises chronologiques des procédures et expressions recueillies durant le Forum (Exemple en Annexe 9);
- Une Note en réponse à la problématique de stage évoquée ci-dessus (non achevée à ce jour; le stage se terminant le 31 mars 2021).

Ces contributions pourront servir à poursuivre le travail collectif EXCIPIENT engagé sur cette problématique (cf. 3.1 et "approches sensibles"). Les frises chronologiques pourront alimenter quant à elles aussi un travail d'uchronie partant de cette expérimentation du *Forum Agricitoyens* : si l'appareil participatif n'avait pas été si bien rodé, s'il avait été débordé par des multiplicités singulières, si la « machine » (au sens de Deleuze et Gattari, 1980) s'était emballée, que serait-il arrivé ? (cf. Berthomé, 2021; ci-dessous).

Productions :

- Capo-Chichi, I. (à venir 2021) Note de stage.
- Berthomé, G-E-K. (à venir 2021) La micro-transition écologique dans son plus simple appareil (participatif): Uchronie dans six communes rurales du Bugey-Genevois, *Développement durable & territoires, Dossier « Expérimentations de transition écologique. Constitution, viabilité, diffusion ».*

2.2. Strasbourg : (Nord-Est) Cartographie sensible

Présentation de l'expérimentation locale : la cartographie sensible

Sur le terrain strasbourgeois, l'expérimentation visait l'élaboration d'une carte « sensible » des initiatives en rapport avec l'alimentation qui manifestent un agir environnemental citoyen (<https://excipient.archipels.org/tables/alimentation/#/25,-66,306>)

En parallèle, d'autres activités ont été réalisées :

- **des repas participatifs**. A l'occasion de l'un d'eux, tous les participants ont contribué à dessiner une nappe représentative des liens entre ce qu'ils mangent et les jardins ;
- trois **webradios** : *"j'irai manger chez vous"*, *"le bienfait des plantes"* (à partir des savoirs d'une habitante), *"HautePierre côté jardin"*, réalisées par Pauline Desgrandchamp (podcast sur htpradio.org);
- plusieurs expositions de la carte sensible sont programmées en 2021 et 2022 ;
- **une "grainothèque"** est en cours d'implantation dans le quartier, suite aux idées de projet des jardiniers.

Cependant, comme on l'analyse plus bas, la réalisation de la "nappe participative" a été une stratégie d'adaptation dans le contexte d'un dispositif qui a peiné à "enrôler", du moins au démarrage.

Inspirations théoriques de la « carte sensible »

L'idée de la "carte sensible" puise son inspiration dans deux sources, deux sortes de cartographies, très différentes. D'une part la cartographie participative ou la cartographie critique et radicale (Bryant 2015; Harley 2009; Olmedo 2018; Palsky 2013), dont on peut trouver de nombreuses illustrations dans les travaux du courant de la « political ecology » (Bryant 2015; Perreault, Bridge, et McCarthy 2015) ou dans les recherches sur les conflits environnementaux notamment en Amérique du Sud (Acsehrad 2008).

Et d'autre part des démarches artistiques à l'image de la résidence artistique réalisée par le plasticien Till Roeskens à Clichy-sous-Bois et Montfermeil en 2017 (<https://www.ateliersmedicis.fr/le-reseau/projet/plan-de-situation-grand-ensemble-7580>).

La cartographie est un outil dont nombre de travaux se sont attachés à montrer le potentiel que ce soit en termes de participation (Hirt et Roche 2013) notamment dans le contexte des interventions de développement (Chambers 1994), ou en termes « d'empowerment » et de transformation des relations de pouvoir (Barella 2020; Cormier-Salem et Sané 2017; Harley 2009).

Conçue initialement pour les conquêtes commerciales ou militaires, la carte représente le pouvoir que marchands, soldats, administrations visent à exercer sur un territoire, sur ceux qui l'habitent, et qui sont ainsi transformés en objet. Mais lorsque ceux qui sont "objets" dans la carte s'en saisissent pour représenter ce qui compte pour eux, pour faire valoir leur point de vue sur un territoire, la carte peut devenir alors le support d'une prise de conscience politique dans une visée de transformation sociale. Ainsi, depuis la fin des années 1980, les travaux de géographie critique et de la political ecology se sont attachés à montrer le potentiel de renversement des formes d'imposition et de rapport de pouvoir par l'appropriation des cartes (Harley 1988). Les cartes sont « intensément symboliques » (Urry 2005), elles ne représentent qu'une partie de la réalité sous des formes arbitraires, en fonction de ce qui

intéresse ceux pour qui elles sont produites. L'idée était donc de produire une carte qui permette aux participants de l'expérimentation de produire une image d'eux-mêmes et de leur territoire selon leur propre perspective.

Cartes et paysages « réduisent une expérience complexe et multi-sensorielle à des traits visuellement codés, puis les organisent et les synthétisent en un tout signifiant. Ils captent des aspects de la nature et de la société par le biais de l'abstraction et de la représentation visuelles ; et tous deux expriment distance et objectivité à l'égard de ce que le sujet ressent » (Urry, 2005). A partir de là, on peut considérer qu'une « carte sensible » est un oxymore ! Construire une cartographie sensible viserait donc à accorder une place à des éléments qui sont tenus pour négligeables, subordonnés à la « raison », et pour cela non pris en compte (rendus invisibles) : les sens, et surtout les émotions, les affects et les attachements. Or, la carte est basée exactement sur le contraire : sur une sélection de ce qui apparaît comme matériel, concret, non subjectif, impersonnel, détaché des affects. Comment une « carte sensible » pourrait-elle être possible dans ce cas ?

C'est en cela que l'objet carte apparaît potentiellement subversif dès lors qu'on l'ouvre à la participation : les participants y représentent ce qui est habituellement invisible, ce à quoi ils attachent de l'importance, qu'ils jugent important de faire figurer, et non les éléments qui ne relèvent que de l'intérêt d'autorités de gestion rationnelle hétéronomes.

L'hypothèse était donc que la cartographie sensible (dans sa double acception de sensoriel et d'émotionnel) est susceptible d'une part de mobiliser, de susciter une participation, une implication ; et d'autre part de rendre compte des « écologies sensibles » au sens de Ingold, c'est-à-dire de la manière dont des habitants d'un territoire utilisent et vivent dans un environnement donné.

Séminaire initial sur la cartographie participative (11 octobre 2018)

C'est donc en partant de ces principes théoriques que nous avons élaboré notre démarche méthodologique. Les savoirs respectifs des membres de l'équipe strasbourgeoise et les différentes sources d'inspiration ont été présentées lors d'un séminaire, avec la participation à distance de notre coordinateur du terrain [de l'Est](#) (Karim Berthomé). Sa participation aux discussions a permis de contribuer à aligner nos approches méthodologiques, notamment sur les usages du sensible dans une démarche interdisciplinaire (socio-géo-anthropologique). Ces premiers éléments ont en effet été utilisés lors des rencontres citoyens-acteurs-chercheurs dans le Bugey Genevois, auxquelles l'équipe de Strasbourg (chercheurs et 1 représentant de l'association de quartier) ont participé.

(Au départ deux types de cartes devaient se compléter : une carte participative des ressources alimentaires du quartier et la carte des écologies sensibles des jardiniers. Cependant, la carte des écologies sensibles a constitué l'essentiel du travail et la 1^{ère} n'a été que partiellement réalisée. D'une part parce que le budget prévu initialement a été réduit et d'autre part parce que la personne dotée des compétences très spécifiques pour la réalisation de ce type de carte a quitté l'association - les questions budgétaires et la défection étant liées. En définitive, un recensement des pratiques d'approvisionnement des jardiniers a été réalisé lors de l'atelier de Juillet 2020 – et intégré dans la carte numérique sensible finale, par contributeur (voir <https://excipient.archipels.org/tables/alimentation/>).

1ere phase : collecte de données en suivant une approche ethnographique

Plutôt que d'aborder les questions de transition écologique ou alimentaire de façon « frontale » (voire brutale) et qui ne parle pas aux habitants, nous avons choisi de construire un média autour duquel il serait possible d'organiser cette participation : la carte sensible des relations à l'écologie et à l'alimentation⁵. Ce type de cartographies vise davantage à mettre en lumière la dynamique de liens entre les hommes et les choses, et l'existence de relations plutôt qu'à donner une représentation « objective » de l'espace – ce qui est illusoire, puisque toute représentation nécessite des choix et des sélections de certains éléments au détriment d'autres.

Ainsi, la première phase de l'élaboration de la carte reposait sur la réalisation d'entretiens et d'observations à caractère ethnographique. En effet, il s'agissait d'identifier ce qui fait sens pour les habitants, ce à quoi ils accordent de l'importance, ce à quoi ils « tiennent » (Hache 2011). Cette première phase a consisté en des visites aux jardins et des échanges à cette occasion, des présences aux permanences de l'un des jardins partagés, puis la réalisation d'entretiens. La grille d'entretien élaborée à cet effet se voulait très souple et adaptative, pour favoriser l'expression personnelle et la singularité de l'expérience de chacun dans son rapport avec l'environnement, de façon à inclure les dimensions intimes, les expériences sensibles et les affects. Ces entretiens étaient enregistrés, ce qui permet de restituer des ambiances sonores en arrière-fond des propos ; des enregistrements sonores complémentaires ont été réalisés pour constituer les capsules immersives dans la carte numérique.

Au cours de cette phase préliminaire, nous avons identifié diverses initiatives de jardinage ou agriculture urbaine que nous avons qualifiées de « spontanées », dans le sens où le degré d'encadrement par des autorités (la Ville ou le bailleur ou un propriétaire du terrain) est beaucoup plus lâche que pour les jardins familiaux ou partagés. Cela concernait d'une part des jardins en pied d'immeuble (dont un nouveau apparaîtra à la faveur du confinement d'avril 2020), un élevage de poules et des initiatives de plantations à travers le quartier, et des jardins occupés le long des voies de chemin de fer. Cette diversité d'implications écologiques et environnementales par le jardin ou l'agriculture urbaine est largement ignorée, l'attention ces dernières années étant particulièrement focalisée sur les jardins partagés.

Au cours de cette phase, **nous avons réalisé 12 entretiens dont 3 étaient collectifs**, plusieurs jardiniers venant se mêler à la conversation en parlant de leur propre expérience.

⇒ Ce relevé des écologies sensibles, par des entretiens, afin d'informer la carte a été réalisé **de février à juin 2019**.

Nous avons identifié des acteurs emblématiques d'un certain rapport au jardin et au quartier : par ex. Marie-Claire qui a transformé tout son balcon et son appartement en serre et cultivait aussi en pied d'immeuble, Alphonso qui élève des poules et cultive des légumes sur un terrain protégé de l'école où il vit et travaille, ce qui lui donne une relation privilégiée avec les enfants ; Ali qui a créé un jardin « hors cadre de la ville » (« spontané ») en bord de voie ferrée, etc...

=> Les différentes « écologies sensibles » identifiables à travers ces entretiens sont restituées dans un article soumis à la revue *Espaces & Sociétés* (décembre 2020).

⁵ <https://excipient.archipels.org/tables/alimentation/>

Productions :

- Romane Joly, *La place de l'agriculture urbaine dans le système agri-alimentaire de Strasbourg. Le cas du jardinage urbain dans un quartier populaire*, sous la direction de Isabelle Hajek, Julien Weisbein et Laurence Granchamp, Université de Strasbourg, 2019.
- Laurence Granchamp, Romane Joly, avec la participation de Horizome, *Vers une écologie sensible en quartier populaire. Le cas de HautePierre*, Strasbourg. Article soumis à *Espaces & Sociétés* en déc. 2020.

2eme phase : réalisation d'ateliers participatifs

Dans une deuxième phase, nous (Horizome et les chercheurs) avons organisé des repas partagés à « La pépinière » un local géré par Horizome, lieu de rencontre dédié aux (agri)cultures urbaines.

Nous souhaitions soumettre des thèmes transversaux identifiés dans les entretiens à l'appréciation des jardiniers et visiteurs présents, tels que le rôle des liens au passé et la mémoire des plantes, les goûts et les représentations de la « nature » ou du « sain », l'origine des semences, etc. Il était prévu que ces thèmes ou d'autres, en fonction de ce qui paraissait pertinent aux contributeurs, apparaissent sur la carte sensible numérique.

Initialement, l'animation des ateliers prévoyait de proposer des séquences courtes, autour de verbatim des entretiens, rassemblés par thématique et proposés à la lecture des présents (qui n'étaient pas forcément ceux qui avaient été interviewés ou rencontrés lors des visites aux jardins), afin d'alimenter des « tables » thématiques.

La cartographie numérique prévue (Archipels) peut en effet être organisée par « tables » - c'est-à-dire par thématiques, ou par « figure » : des personnes, ou des objets. Une « table » peut relier donc des propos, des objets, des personnes. Mais on peut également rentrer et naviguer dans la cartographie Archipel suivant des personnes.

Ainsi, l'outil cartographique était conçu comme un support de réflexivité, d'interrogations, d'échanges. En outre, son format numérique nous semblait présenter l'avantage d'être modulable et modifiable à l'infini, de se présenter donc, contrairement aux cartes « figées », comme une représentation vivante et évolutive, et de plus facile à faire circuler.

Toutefois, tous nos présupposés de départ n'ont pas été entièrement vérifiés. Autant dans les entretiens sur les pratiques jardinières nous avons pu identifier une grande richesse de matériau, autant nos demandes d'animation sur des thèmes précis lors des rencontres-ateliers sont restées relativement incomprises. Certaines activités ont été réalisées quand elles se présentaient comme un jeu (réalisé par Horizome : un jeu sur les odeurs et un atelier cartographique sur les lieux d'approvisionnement alimentaire des participants aux ateliers). Mais en définitive, c'est par une observation de type ethnographique, moins engagée, que l'on pouvait analyser ce qui se jouait dans ces rencontres. Pour le dire brièvement ici, l'intérêt qu'ils manifestaient à fréquenter nos ateliers relevait de l'hypothèse générale que nous avons formulée dans le projet initial, à savoir que les enjeux écologiques sont reliés à l'ensemble d'autres enjeux de la vie quotidienne, comme les questions de santé, d'habitat, de relations sociales. Et en définitive, il était assez difficile d'isoler des questions « purement » écologiques, et par le détournement des conversations, on pouvait percevoir les résistances subtiles à des formes très dirigées d'animation, soit des réticences à se laisser entraîner dans des considérations trop distantes de leurs préoccupations immédiates.

- **1er atelier** : 7 octobre 2019 - *lancement du programme d'atelier "Prendre le temps de se rencontrer"*

Lors des entretiens et visites, les jardiniers ont exprimé un intérêt pour mieux se connaître entre eux. En effet, bien qu'habitants du même quartier, ils ne se connaissaient pas - la disposition en "maille" du quartier, faite pour créer une sorte de relation de village, tend à enfermer les habitants sur des espaces relativement clos (ce que la rénovation urbaine s'est attachée à déconstruire) et fait que les échanges entre les habitants des différentes mailles ne vont pas de soi. On doit aussi tenir compte de la tendance dans les quartiers d'habitat populaire à tenir à distance ceux qui vivent le plus à proximité (Dubet 1997). Le premier atelier avait donc pour but premier de favoriser une interconnaissance entre les jardiniers. A cette occasion, mais aussi lors d'ateliers ultérieurs, nous avons assisté à quelques belles rencontres, notamment entre femmes (l'une transmettant ses savoirs sur les propriétés médicinales des plantes à l'autre, ou bien lorsque deux femmes se sont rendues compte que leurs maris étaient très amis et se fréquentaient alors qu'elles-mêmes ne se connaissaient pas).

Certains avaient participé via les entretiens, d'autres étaient "nouveaux" (n'avaient pas été interviewés par l'étudiante de M2).

Autrement dit, la convivialité et les échanges ont été un vrai succès lors de ce premier atelier. Par contre, au moment de présenter la démarche cartographique, il a été beaucoup plus difficile de capter leur attention. L'intérêt dépendait du degré de familiarité avec les outils numériques : les plus jeunes ont eu plus de facilité et ont davantage contribué. Pour les plus âgés, il a fallu passer par une médiation (nous revenons sur ces questions dans le 3.1).

- **d'octobre à fin janvier 2019** :

Extraction d'extraits d'entretiens, travail pour affiner les thèmes sur lesquels les solliciter pour compléter la carte.

2e atelier: 16 février 2020 - "Rendre visibles les relations"

Réalisation d'une nappe, support d'expression des relations entre pratiques jardinières et alimentation.

3e atelier : prévu le 15 mars : *annulé pour cause de Covid* .

Les ateliers prévus : 5 ateliers autour des thématiques : « du jardin à l'assiette », « santé », « connexion », « nature », « s'évader, voyager, se souvenir ». non réalisés.

Pendant le confinement, nous avons échangé et discuté de la possibilité de faire circuler un document à faire remplir par les jardiniers, ou faire une formation à distance pour qu'ils complètent la carte numérique seuls. Mais nous n'avons pas la garantie que tous aient accès à un ordinateur, ou que cela pouvait fonctionner à partir d'un téléphone. Nous avons finalement choisi d'attendre la fin du confinement pour reprendre les rencontres.

Le 3e atelier a finalement été réalisé le 7 juin 2020.

A cette occasion, une cartographie des lieux d'approvisionnements alimentaires des jardiniers a été réalisée et ajoutée à la carte sensible.

4e atelier : 4 juillet 2020

Rencontres et échanges autour des pratiques. Le réseau des jardiniers du quartier s'élargit avec la participation de nouvelles jardinières en pied d'immeuble, qui ont commencé pendant le confinement.



2 septembre 2020 : participation d'habitants au Workshop. Une habitante a assisté au workshop et nous avons rendu visite aux jardiniers et à leurs jardins en fin de journée

Photo 3 : *Joséphine, habitante de HautePierre, explique aux participants du workshop le jardin en pied d'immeuble qu'elle a initié avec une voisine* (2 septembre 2020).

La carte sensible a été présentée lors du Workshop par le collectif Horizome (Grégoire Zabé, Pauline Desgrandchamps, Marie-Elodie Savary).

4 octobre 2020 : Participation aux Journées de l'Architecture.

Échanges entre jardiniers et visiteurs, création d'un "escape game"

Débat autour de la diffusion d'un film participatif sur l'artificialisation des terres dans le projet EuropaCity, avec Terres de Liens.

octobre 2020 - janvier 2021 : la carte est complétée et consultable en ligne à

2 décembre 2020, Grégoire Zabé et Pauline Desgrandchamps du Collectif Horizome sont intervenus dans un module de formation pour des éco conseillers (INSA, Strasbourg) : "Urbanisme participatif et démocratie alimentaire : "EXpérimentations Citoyennes, Passeurs d'Initiatives et ENGagements dans la Transition agricole et alimentaire (EXCIPIENT) : Une recherche-action participative à HautePierre".

3eme phase : *Exposer et diffuser la carte sensible, en enregistrer les réceptions*

Les nouvelles restrictions sur les rassemblements (pas plus de 5 personnes, des restrictions plus fortes en Alsace) ont limité l'avancement de la dernière phase, à savoir des rencontres avec les jardiniers et d'autres habitants du quartier pour des visites virtuelles de la carte.

Ces rencontres et présentations devaient être une occasion de recueillir leurs impressions, réactions et d'évaluer la façon dont la carte fait écho, ce qu'elle suscite - et là où elle échoue à mobiliser.

Néanmoins la cartographie sensible va être utilisée dans différentes manifestations postérieures à la fin du projet – ce sera autant d’occasion de réaliser ces observations de la réception de la carte, auprès de différents publics.

Est-ce qu’un récit ancré dans une expérience spécifique peut contenir néanmoins des éléments qui « parlent » à d’autres ? Cette carte constitue-t-elle un outil pertinent pour parler de la transition écologique via l’alimentation ? Ce sont des questions que l’on continuera d’explorer après la finalisation du projet.

Expositions-débats prévus autour de la carte : perspectives postérieures au projet Excipient

Dans le quartier :

Au cours du mois de mai 2021 : Réalisation d’une exposition sur posters à partir de la carte numérique, afin de faciliter des échanges et présentations, à La pépinière et au Centre socioculturel.

Dans et hors du quartier :

- Lors des prochaines 48H de l’agriculture urbaine (date non fixée), projection de la carte lors des animations dans le quartier et hors du quartier, dans les rencontres-débats qui sont organisées à cette occasion tous les ans.

- Exposition à la Haute école des arts du Rhin supérieur (HEAR) et / ou à la Maison des Sciences de l’Homme d’Alsace (MISHA).

- Dans le cadre d’un projet IDEX Université Cité / Université populaire en cours de constitution, projet de partenariat entre l’Université de Strasbourg (I. Hajek, SAGE, L. Granchamp, DYNAMIE) Emmaüs Mundolsheim et ATD-Quart Monde-54 (entre autres partenaires). Création d’un cycle de débats-participatifs autour des enjeux de l’alimentation dans la transition écologique, avec la participation d’ATD Quart-Monde et des membres de l’association. Utilisation de la carte lors des rencontres débats dans le cadre de cette Université populaire.

2.3. Les Terrain Sud : Ardèche, Provence Verte et Mouans Sartoux

Trois terrains ont été investis par l’équipe “Sud” (INRAE) au cours du projet : l’Ardèche méridionale, la Provence Verte et Mouans Sartoux. Le premier étant davantage porté par Claire Lamine, sociologue, et les deux derniers par Martina Tuscano, doctorante en sociologie. L’équipe Sud a encadré un stage de fin d’études, celui de Hélène Ginet, de mai à août 2020, qui a porté, entre autres, sur deux initiatives situées en terrain ardéchois : les paniers solidaires et le glanage social.

Au sein des terrains retenus (l’Ardèche Méridionale, la Provence Verte et Mouans Sartoux), il s’est agi d’analyser des projets alimentaires territoriaux en cours d’émergence ou de déploiement ou encore des initiatives associatives et citoyennes impliquant une diversité d’acteurs du territoire partageant une visée – plus ou moins formalisée - de transformation du système alimentaire. Ces formes d’action s’appuient sur une pluralité d’argumentations, de visions transformatives sur le système alimentaire et empruntent des cheminements divers. Protection du foncier agricole, sensibilisation à l’alimentation durable ou accessibilité d’un

public précaire à une alimentation de qualité, les cas analysés défendent explicitement ou en filigrane différentes visions de l'agriculture et de l'alimentation plus respectueuses de l'environnement et vectrices de transformation. Ces projets donnent à voir des répertoires d'actions relativement différents, et se situent dans des territoires contrastés par leurs caractéristiques physiques et le profil sociologique de leurs habitants, bien qu'il s'agisse dans les trois cas de zones rurales ou péri-urbaines (et non de grosses agglomérations). La mise en perspective de ces cas donne à voir la diversité des processus d'émergence de ces initiatives multi-acteurs dont le cadrage ainsi que le système d'acteurs impliqués varient d'un projet à l'autre.

Les différentes initiatives enquêtées par l'équipe « Sud » sont principalement de deux types :

- Trois Projets Alimentaires Territoriaux, dispositif d'action publique envisagé ou mis en place dans chacun des trois terrains d'étude (Ardèche, Provence Verte, Mouans Sartoux) ;
- Quatre initiatives collectives portées par des associations ou des collectivités locales, à savoir deux en Ardèche et une sur chacun des deux autres terrains (Provence Verte et Mouans Sartoux).

Les activités de recherche ainsi que la démarche méthodologique sont détaillées ci-dessous. La posture des chercheurs au sein des trois terrains varie selon les terrains : d'une posture de recherche-action en Ardèche à une posture plus "distanciée" en Provence Verte et Mouans Sartoux.

Les Projets Alimentaires Territoriaux

Dans le cadre du projet EXCIPIENT, une observation approfondie de trois Projets Alimentaires Territoriaux a été menée par l'équipe du Sud. Notamment, l'analyse d'un projet préalable à un PAT conduit antérieurement en Ardèche Méridionale a été conduite par Claire Lamine ; ceux de la Provence Verte et de Mouans Sartoux par Martina Tuscano.

Prévus dans la loi d'avenir pour l'agriculture du 13 octobre 2014, les Projets Alimentaires Territoriaux⁶ visent, par la mise en œuvre d'un diagnostic partagé, à élaborer un cadre stratégique et opérationnel répondant à des enjeux sociaux, environnementaux, économiques et de santé. Ils posent un cadre normatif relativement souple et peuvent engager des actions fortement différentes selon les terrains et les acteurs associés. Ainsi, il en résulte des configurations polyédriques avec des visées transformatives diverses, des modes de coordination entre acteurs et des processus de prise de décision, eux aussi, très différents. La mise en agenda de l'alimentation comme domaine d'action à l'échelle territoriale, révèle que le processus de transition alimentaire que nous explorons dans ce projet est souvent traduit par l'action publique par des dynamiques visant principalement à la relocalisation du système alimentaire et à la reconnexion entre agriculture et alimentation, les enjeux écologiques et d'inclusion sociale étant par exemple moins mis au premier plan.

De plus, si l'approche par projet a longtemps visé l'aménagement urbain, puis le développement rural, un processus d'extension au domaine de l'alimentation est en cours et

⁶ « Prévus dans la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 (Art 39), les projets alimentaires territoriaux s'appuient sur un diagnostic partagé faisant un état des lieux de la production agricole et alimentaire locale, du besoin alimentaire du bassin de vie et identifiant les atouts et contraintes socio-économiques et environnementales du territoire. » source : <http://agriculture.gouv.fr/comment-construire-son-projet-alimentaire-territorial>

contribue à penser l'alimentation et à la rendre un domaine de projectification territoriale par des diagnostics, par des actions, par la mise en réseau et en coordination entre acteurs. Le modèle projet apparaît dans la planification urbaine dans les années 1970. Instrument de mobilisation sociale, il se substitue à la notion de « plan » (Pinson 2005). L'analyse comparative de ces projets alimentaires permet de regarder en parallèle des manières de concevoir à la fois la mise en œuvre des transformations de l'ordre territorial et, par la même occasion, les interactions entre les acteurs concernés. De fait, la particularité du mode projet est celle d'être constituée à la fois par une rationalité interactionniste et processuelle : cet instrument implique à la fois la formalisation d'une visée transformative et une mobilisation sociale en lien avec la visée. Le projet, en tant qu'instrument des politiques publiques, est à entendre comme un mode d'action, un cadre qui peut à la fois porter un ensemble de significations et de normes définies préalablement, et en parallèle un espace où les acteurs sont tenus à se coordonner pour constituer un horizon de perspectives communes. L'approche par projet concourt à formaliser une pensée de l'existant, c'est-à-dire à rationaliser, quantifier et objectiver le territoire pour, ensuite, pouvoir désigner des actions.

Du point de vue méthodologique, pour la Provence Verte et Mouans Sartoux, notre enquête a consisté en une démarche ethnographique qui a été menée entre 2017 et 2020, combinant observation participante et entretiens semi-directifs. L'observation participante a pris des formes très différentes selon le contexte où celle-ci a été déployée. Dans l'observation des dispositifs d'action publique suivis, les PAT, nous avons pu prendre part aux rencontres institutionnelles (comités de pilotage, réunions et restitutions) au cours desquelles la tâche du chercheur s'arrêtait à l'observation à la fois des contenus et des modes d'échange.

Depuis mai 2018 la **Provence verte** est couverte par un Projet alimentaire territorial (PAT) porté conjointement par la communauté d'agglomération et le Lycée agricole de la Provence verte. C'est à ce projet que nous nous sommes intéressés, en suivant de près les actions menées dans ce cadre et l'articulation des objectifs avec les modes de coordinations déployées et le système d'acteurs impliqués dans la démarche. En mai 2018 le projet est lauréat du Programme national alimentation (PNA), il est porté officiellement par l'agglomération et animé par le Lycée. Les travaux se partagent en deux grands volets : constituer un diagnostic partagé sur les besoins, l'offre et la demande alimentaire à l'aide d'acteurs du territoire et, ensuite, structurer les actions selon les besoins identifiés dans le diagnostic. Le projet est terminé en juin 2020 et les résultats du diagnostic, avec des pistes d'enquêtes, ont été présentés au grand public dans la deuxième moitié d'année 2020.

La démarche d'enquête a consisté en une approche ethnographique combinant à la fois des entretiens-semi directifs (enseignant, habitants, agriculteurs, animateurs), des observations participantes (listées ci-dessous) et une analyse documentaire. *Observations:*

07/02/2018 - rencontres préliminaires avec animatrice du PAT et directeur du Lycee Agricole

04/10/2018 - réunions de lancement PAT avec partenaires locaux (ADEAR, AgriBio Var, Ecosciences, AMAPs de Provence etc.)

11/01/2019 - réunion de consultation avec des acteurs locaux pour démarrage du diagnostic partagé

16/03/2019 - Festival SOYONS FOOD, événement festif organisé dans le cadre du PAT avec partage d'expérience et animations autour du gaspillage alimentaire et permaculture

16/10/2019 - réunions avec Groupe Agriculture pour la préfiguration du Conseil de Développement de l'agglomération en présence de l'animatrice PAT et du directeur du Lycée agricole

21/11/2019 - premier Comité de Pilotage officiel

01/10/2020 - restitution diagnostic PAT

A **Mouans Sartoux**, le projet de créer une régie agricole communale se concrétise en 2012. Sur ces mêmes lieux, l'idée est de créer un lieu pédagogique mais aussi le centre opérationnel du projet alimentaire de la ville : la Maison d'Éducation à l'Alimentation Durable (MEAD). En 2016, le projet est lauréat du Programme National de l'Alimentation (PNA) et labellisé Projet alimentaire territorial (PAT). Aux côtés de la municipalité, des acteurs du monde de la santé, de la recherche et associatifs travaillant sur l'agriculture biologique et la restauration collective sont alors mobilisés. Le projet de la MEAD est bâti sur quatre axes qui prolongent les actions déjà entamées par la municipalité: l'éducation à l'alimentation durable, travail déjà amorcé dans les cantines scolaires; le deuxième axe vise l'accompagnement à l'installation d'agriculteurs; le troisième axe porte sur un travail de recherche-action à partir de partenariats déjà existants avec des institutions de recherche et de formation (Université de Nice, Skéma Business School, INRAE, Programme Lascaux); le dernier volet porte sur l'essaimage des actions menées dans le cadre du projet alimentaire de la ville par un partage d'expériences dans des réseaux de villes européens et français.

Comme en Provence Verte, le suivi méthodologique du PAT a été assuré par un dispositif d'enquête combinant observations (listées ci-dessous), entretiens et analyse documentaire. En plus de ces données récoltées formellement, un grand nombre d'échanges informels avec les différents acteurs impliqués dans le projet de Mouans Sartoux ont été menés.

Observation participantes:

11/10/2018 - Copil PAT - Mouans Sartoux

17/04/2018 - Présentation plan agricole municipale Mouans Sartoux

11/10/2018 - Copil PAT- Mouans Sartoux

09/04/2019 - Copil PAT - Mouans Sartoux

02/03/2020 - présentation avancement thèse à l'équipe de la Maison d'Éducation à l'Alimentation Durable

03/03/2020 - Copil MAED - Mouans Sartoux (et présentation résultats analyses défi FAAP)

10/12/2020 - COPIL de la MEAD en distanciel

En **Ardèche méridionale**, le travail s'inscrit sur la plus longue durée et l'analyse s'est fondée sur le suivi antérieur et *a posteriori* d'un projet lauréat du Programme National de l'Alimentation, PNA (comme pour les terrains ci-dessus), l'animation d'un projet de recherche action (doté d'un petit financement de la FDF), L'assiette et le territoire (site <https://www.assiette-territoire.com/>), et le suivi *in itinere* d'un dispositif visant à accompagner les intercommunalités du territoire dans la définition de leurs stratégies alimentaires. Le premier projet porté par des acteurs agricoles et une collectivité territoriale entre 2017 et 2019, s'inscrit dans un AAP de 2016 du PNA (ministère de l'agriculture) sur les projets alimentaires territoriaux au début de leur dynamique d'institutionnalisation et incarne un « mode projet » relativement classique, tant dans la définition de sa gouvernance (un comité de pilotage

composé uniquement des trois structures porteuses) que dans la conduite des actions, très ciblées dans un budget contraint. Le second projet (L'assiette et le territoire) porté par la recherche (INRAE), des acteurs associatifs et deux collectivités territoriales entre 2017 et 2021, s'inscrit dans un AAP de recherche-action de la FDF et articule une arène de débat centrale, associant les divers acteurs concernés, avec des expérimentations et enquêtes ciblées, mais son cadre budgétaire encore plus contraint limite la portée de ces actions, bien que la dynamique génère des effets indirects assez forts en termes de mise à l'agenda des questions alimentaires et de légitimation d'actions plus localisées. Enfin, le troisième projet (en cours) porté par une collectivité territoriale avec l'appui d'un bureau d'études, vise à accompagner les intercommunalités dans la définition de leurs stratégies alimentaires et pour cela crée des arènes de débat ouvertes mais dont l'articulation avec les instances décisionnelles reste à définir. Cette analyse fait l'objet d'un article en cours de rédaction. Le suivi longitudinal de ces trois projets qui se sont succédé - et partiellement tuilé - sur le territoire sur la thématique de l'agriculture et de l'alimentation, a permis de construire une analyse conduisant à montrer comment la traduction d'un narratif d'écologisation en processus de transition effectifs peut-être favorisée par l'articulation des arènes de légitimation et des arènes d'expérimentation collective, ou rendue difficile par le manque d'articulation (voir en conclusion des premiers éléments d'analyse).

Dans le cadre du projet Excipient, quatre chantiers ont en outre pu être conduits en articulation forte avec le projet L'assiette et le territoire, sur le même terrain ardéchois :

- l'analyse de deux expérimentations sociales originales, une complètement construite localement autour du **glanage social**, et l'autre inscrite dans un réseau national large, autour de **paniers solidaires** (voir plus bas)
- la construction d'un cycle d'ateliers avec des enfants, dans un centre social d'un quartier historiquement défavorisé de la ville centre. Ces ateliers, animés par Morgan Jenatton (en thèse EHES/Ecosur, dir. C.Lamine) sont conçus comme dispositifs d'échange entre élèves avec pour objectif de mettre en perspective leur propre consommation alimentaire et d'explorer des pistes pour renforcer la consommation de produits plus agroécologiques et/ou nutritionnellement denses. La série d'ateliers a permis d'échanger sur les aliments consommés au goûter, de discuter de ces aliments et des enjeux de santé et de mode de production (agricole) qu'ils reflètent puis enfin de déguster ensemble différentes sortes de pain : un pain d'un magasin bio du quartier, un pain de mie du supermarché, et une baguette de boulangerie classique. Les enfants ont démontré une grande curiosité et un fort enthousiasme à discuter et à apprendre de ces sujets. L'enjeu n'était pas tant de sensibiliser les enfants que de créer des espaces d'apprentissage ouverts dans lesquels d'autres formes d'alimentation sont concevables et les obstacles à celles-ci peuvent être discutés et assumés. L'approche de la dégustation ne visait pas à orienter les élèves vers les qualités sensorielles « supérieures » d'un certain produit (le pain AB par exemple) ou de contrer leurs supposés désirs inéluctables ou déterminés pour certains goûts (plus doux ou plus mou, par exemple), mais de faciliter les conditions pour la création d'autres manières de goûter, et démocratiser le goût en leur donnant les moyens d'explorer et de développer d'autres façons de percevoir les aliments.
- La construction collective d'un film autour de l'expérience collective vécue dans le projet L'assiette et le territoire. L'objectif de ce film est de donner à voir le travail collectif et inclusif/participatif conduit dans le projet, en lien avec un travail de recherche et d'expérimentation autour de quelques actions ciblées. Le contenu montrera à la fois la

manière dont de la connaissance a été collectivement produite au travers d'une analyse construite avec les acteurs de la trajectoire du système agri-alimentaire territorial et de l'identification des enjeux clés, l'articulation avec des actions concrètes sur l'accompagnement de la restauration collective, l'installation en maraîchage, et enfin les échanges avec d'autres territoires et la réflexivité collective qu'ils enrichissent. La démarche de construction, comme l'ensemble du projet, s'appuie sur l'articulation entre un groupe de travail resserré dédié et le groupe plénier du projet (25 personnes), qui sera amené à discuter d'un premier synopsis lors du prochain séminaire.

- Dans le cadre d'Excipient, nous avons enfin travaillé à la conception d'un outil participatif dans le cadre de la thèse de doctorat de Pedro Lopez-Merino. Cette thèse vise à comprendre la construction sociale des pratiques alimentaires dans un territoire, en utilisant des approches de modélisation et participatives. L'outil a pour visée la co-évaluation de l'impact territorial de l'assiette alimentaire, en se démarquant des méthodes d'évaluation traditionnelles qui ont tendance à être décontextualisées et sans prise en compte des processus et trajectoires locales dont les acteurs font partie déterminante. Notre originalité, par contraste, est de placer le contexte, les acteurs et les processus au centre de la démarche en soulevant les interdépendances, la vision souhaitée de la trajectoire du système alimentaire local avec tous les freins et leviers que cela entraîne. Après la phase de conception qui a pu être soutenue par Excipient, nous comptons tester l'outil dans le cadre du projet *l'Assiette et le territoire*.

Productions

M. Hubeau, M. Tuscano, F. Barataud, P. Pugliese, Agro-ecological transitions at the scale of territorial agri-food systems, in *Agroecological Transitions between open-ended and deterministic perspectives*, Peter Lang, en cours de publication

M. Tuscano, F. Barataud, C. Lamine, P. Scheromm, Controverses et ajustements dans des projets portant sur l'écologisation des systèmes agri-alimentaires territoriaux : pour une approche dynamique des modes de gouvernance, *Développement Durable & Territoires*, première soumission juin 2020

Des initiatives territoriales jonglant entre justice sociale et transition alimentaire

Sur les 4 initiatives concernées, notre démarche d'enquête s'est inscrite dans des temporalités différentes : en Ardèche, le système de paniers solidaires ainsi que l'expérience de glanage social (interrompue en 2016 faute de financement) ont été enquêtés *a posteriori*. Inversement, pour les cas du défi Familles à alimentation positive (Faap) à Mouans Sartoux et de l'épicerie solidaire Garrigues il s'agit d'une démarche ethnographique visant à suivre l'action en train de se faire, en participant aux actions et menant des entretiens avec les participants durant le déroulement des activités et non pas *a posteriori*.

Le Glanage social en Ardèche

Ce projet, mis en place par le CIVAM de l'Ardèche en 2014, avait pour objectif d'accompagner un public précaire dans l'accès à des produits de qualité et des modes de consommation durables à travers une activité de glanage. Cette action « glanage social » consistait à

recupérer des produits non valorisés dans le circuit commercial, tels que des fruits hors calibres, des fruits ou légumes non récoltés dû au manque de temps des producteurs, afin d'éviter d'être perdus ou gaspillés. L'objectif était de proposer une solution pratique reliant monde agricole et public précaire afin de repenser l'accès à des aliments sains pour tous. Initialement mis en place avec un Centre d'Hébergement d'Urgence (CHRS), ce projet s'est finalement construit autour d'un Centre Médico-Social et d'un Centre Socio-Culturel. Ce partenariat a permis d'identifier une équipe de glaneurs en lien avec les travailleuses sociales, tandis que l'animatrice du projet constituait un réseau d'agriculteurs prêts à accueillir les glaneurs, partager l'expérience de son métier et participer plus globalement à la démarche collective.

Durant l'année 2016 différents chantiers de glanage ont été mis en place avec des producteurs. Ces actions étaient aussi liées au relais alimentaire du Centre Social, ce qui a permis la mise en place d'actions de sensibilisation autour du gaspillage alimentaire et des ateliers de cuisine valorisant l'utilisation des restes et la réalisation de conserves. Les glaneurs ont été associés à la construction de chaque étape ainsi que les agriculteurs et acteurs sociaux, au travers de plusieurs rencontres associant l'ensemble des acteurs mobilisés. En 2017, du fait d'un arrêt du financement régional, le projet de glanage social a pris fin malgré la motivation des glaneurs ainsi que du centre social qui souhaiteraient pouvoir donner suite à cette action.

Des entretiens ont été menés par Claire Lamine et Hélène Ginet durant le printemps et l'été 2020. Ces entretiens ont été menés a posteriori et certains ont dû être menés par téléphone du fait du contexte sanitaire. Néanmoins, malgré le fait que les entretiens ont été menés trois ans après la fin du projet, il a été possible de construire un bilan de cette action avec les animateurs, les acteurs sociaux et quelques glaneurs et producteurs participants. Ce bilan montre que l'énorme travail conduit de mobilisation des divers types d'acteurs et de conception des étapes et actions du projet (identification des participants, organisation des chantiers, rencontres nécessaires à la co-construction du projet, ateliers et autres actions de sensibilisation) pourrait être remobilisé pour relancer l'action. Il montre aussi l'importance des compétences et du temps d'animation nécessaire pour porter le travail de tissage de liens qui permet de relier monde agricole et public précaire, qui se méconnaissent assez fortement.

Le Défi Faap à Mouans Sartoux

Le dispositif Défi Familles à Alimentation Positive (FAAP) a été lancé par le réseau d'agriculteurs régionaux Corabio (Rhône-Alpes) en 2012. Suite au lancement de la première édition en 2012, le défi a ensuite été repris et mobilisé dans plusieurs endroits en France. Le défi s'inspire ouvertement du « défi familles à énergie positive », lancé en 2008 et avec le but d'accompagner des familles à faire des économies d'énergie, d'eau et de réduire la production de déchets. Le défi Faap se base sur la participation volontaire de citoyens et a pour objectif de montrer aux participants « qu'on peut manger plus bio et locale sans dépenser plus ».

A Mouans Sartoux, nous avons enquêté deux éditions du défi FAAP : 2017/2018 et 2018/2019.

Le Défi se déroule sur une année scolaire et prévoit des ateliers pratiques animés par des professionnels et la participation active de tous les participants. Ces ateliers consistent en moments pratiques autour d'animation cuisine, jardinage, nutrition, visite de ferme de producteurs locaux, de points de vente bio et locaux et des lectures d'étiquette pour déchiffrer

la composition d'un produit. Comme il s'agit d'un défi, les participants sont évalués deux fois dans l'année afin d'objectiver l'évolution de leurs habitudes d'achat.

- Année scolaire 2017/2018

Nous avons assisté à 7 ateliers collectifs durant lesquels des activités de cuisine, de connaissance des critères nutritionnels (depuis les normes du PNNS) ou encore en lien avec le gaspillage alimentaire ont été menées.

6 entretiens semi-directifs ont été menés avec les participants au défi, portant notamment sur leurs habitudes d'achat, leurs visions de l'alimentation et concernant les motivations sous-jacentes à s'engager dans des changements de modes d'alimentation.

- Année scolaire 2018/2019

Nous avons assisté à 5 ateliers durant cette année scolaire, parfois étalés sur deux jours à cause du nombre des participants.

Les ateliers suivis ont été des ateliers de cuisine -avec différentes thématiques-, de jardinage, de nutrition et d'usage d'épices. 9 entretiens semi-directifs ont été menés avec les participants au défi concernant leurs visions de l'alimentation, de leurs pratiques alimentaires et concernant les motivations les encourageant à s'engager dans un tel dispositif.

Un stage financé par un autre projet (Projet Transaat porté par la communauté de communes du Val de Drôme), celui de Marine Bré-Garnier, encadré par C. Lamine a permis de suivre d'autres éditions du même dispositif dans d'autres contextes et de construire une analyse comparative et la publication commune ci-dessous.

Productions

H. Ginet, M. Tuscano, C. Lamine, « Concilier justice alimentaire et enjeux environnementaux. Une analyse comparative de trois initiatives (paniers solidaires, glanage social et supermarché coopératif) », colloque Démocratie alimentaire, Strasbourg, 2020;

M. Tuscano, C. Lamine, M. Bre Garnier, Fostering responsible food consumption: a framework combining practice theories and pragmatism applied to an institutional experimental tool, Journal of Rural Studies, première soumission janvier 2020

M. Tuscano, C. Lamine, « La contribution de dispositifs d'expérimentation collective à la légitimation de nouvelles normes de consommation alimentaire : le cas du Défi familles à alimentation positive », Congrès de l'Association Française de Sociologie, Aix en Provence, 2019;

M. Tuscano, C. Lamine, M. Bre Garnier, The Défis Familles à Alimentation Positive (Positive food families challenges) program: the Contribution of Learning-By-Doing Approach to Responsibility Processes, European Society of Rural Sociology, Trondheim, Norvège, 2019;

L'Épicerie Itinérante Garrigues

L'Épicerie solidaire itinérante, portée par l'association de réinsertion sociale Garrigues, tourne de manière hebdomadaire sur 5 villages du territoire. L'alimentation, dans ce cas, est un prétexte pour proposer un accompagnement socio-économique sur un temps limité à des familles en situation de précarité (perte d'emploi, suspension des droits sociaux, dettes etc.). A la différence du fonctionnement classique des épiceries solidaires, la structure ne fonctionne pas par les dons alimentaires mais achète les produits qui sont ensuite revendus dans

l'épicerie. Cela permet à l'épicerie d'offrir une diversité de produits et donne une plus grande marge d'action pour les animateurs/salariés. Dans la mesure du possible, en fonction de ce qui correspond à ce que les animateurs conçoivent comme prix « acceptable » pour les bénéficiaires, l'épicerie s'approvisionne chez un producteur et revendeur local pour les fruits et légumes. Également, certains produits biologiques ont été intégrés à l'offre.

- Des entretiens semi-directifs -4- ont été menés dont deux avec des animateurs salariés de l'association et un avec une nutritionniste du département du Var qui assure une permanence par mois dans les locaux de l'association.
- En outre, plusieurs observations participantes ont été conduites durant les heures de permanence de l'épicerie solidaire et d'activités d'animation proposées dans les locaux à St. Maximin, notamment des ateliers de fabrication de produits de soin « faits maison ».

3. Contributions du projet Excipient aux questions de recherche de Cit'in

Dans la dynamique collective propre au programme Cit'in, les équipes du projet Excipient s'étaient donné pour objectif de contribuer à 3 questions de recherches communes (cf. Atelier de réflexion prospective n°2. Huit questions de recherche, du 20/12/2017) : **les formes de l'agir citoyen (QR2)**, **le maillage des initiatives citoyennes (QR3)** et **les articulations entre les initiatives citoyennes et les politiques publiques (QR4)**.

Nos trois terrains apportent des contributions à ces questions dans des proportions variables, en d'autres termes, toutes les questions ne sont pas présentes avec la même importance pour les différents terrains.

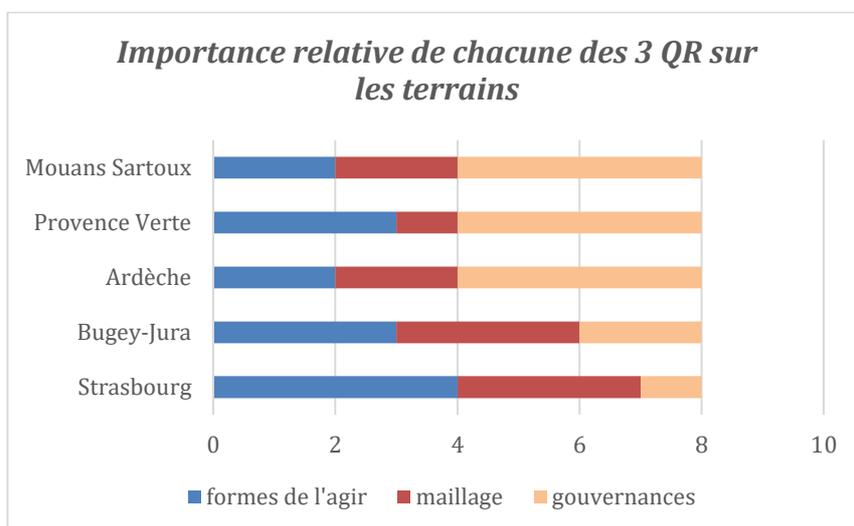


Schéma 1 : importance relative des trois questions de recherche sur les différents terrains

3.1 Les formes de l'agir citoyen :

(thème 2 du programme Cit'In : Mises en mouvement individuelles et collectives pour la transition écologique (catalyseurs individuels et collectifs de la mise en mouvement, répertoires et formes d'action, trajectoire des collectifs...)

La fabrique de la transition alimentaire dans les territoires : des mécanismes d'enrôlement à l'épreuve des attachements⁷

Quels sont les catalyseurs individuels et collectifs qui favorisent l'action en direction de la transition écologique, qu'est-ce qui suscite l'adhésion, ou comment les différents dispositifs fomentent de l'enrôlement ?

Mettant en commun nos terrains et les cas étudiés, nous avons cherché à déterminer comment, dans des contextes divers, différents « publics » investissent les questions alimentaires et de quelle façon ces initiatives peuvent représenter un levier de la transition écologique. *Notre objectif est de montrer que la fabrique des voies possibles pour la transition écologique des pratiques liées à l'alimentation dépend de la prise en compte des attachements sensibles des différents publics observés au sein des initiatives territoriales étudiées.*

Nous rappelons ici les caractéristiques de quatre cas issus de nos terrains sous cet angle. Il s'agit de l'épicerie solidaire dans le Var, de la démarche de cartographie sensible des pratiques jardinières à Strasbourg, du forum citoyen du Bugey et du Genevois, et de la démarche de recherche action mise en place autour de l'écologisation du système alimentaire territorial en Ardèche méridionale (L'assiette et le territoire).

Sur ces différents terrains, nous nous intéressons d'abord à la "place" donnée à l'objectif de la transition écologique. On observe alors, dans un premier temps, que cet objectif n'est pas mobilisé (explicitement ou implicitement) par tous les acteurs, et ne suscite pas le même type d'écho selon les « publics ». La notion de public telle que nous l'employons ici renvoie à celle utilisée dans l'action collective désignant l'ensemble des personnes visées par une action donnée mais aussi, à celle développée dans l'approche pragmatiste, désignant un public qui se constitue autour d'un « problème » (Cefai, 2009 ; Dewey & Zask, 2010(Cefai et al. 2019).

Si en première instance, on pourrait être tenté de situer ces cas sur un gradient allant d'un positionnement explicite à une absence de référence à la transition écologique et alimentaire, ce tableau doit cependant être nuancé. En effet, même lorsque les consommateurs, habitants, citoyens sont relativement « en retrait » par rapport aux procédures institutionnelles et aux préoccupations d'écologisation, ils ne manifestent pas moins une diversité d'engagements, d'attachements ou d'investissement personnel dans une écologie sensible (Ingold, 2018), ancrée dans les territoires de vie. Aussi ce qui nous semble important est de se demander ***comment ces formes d'attachement rencontrent les modalités d'enrôlement (Callon, 1986) déployées par les porteurs des initiatives étudiées.*** Pour cela, nous avons construit une grille d'analyse visant à identifier pour chaque cas, quels sont les acteurs porteurs, quel cadrage ils font de la transition écologique, quel public ils visent, quelles modalités

⁷Ce texte est issu d'une proposition de communication pour le colloque "Transitions 2020 - Les transitions écologiques en transactions et actions" Toulouse - 22-26 JUIN 2020, reporté au 21-25 juin 2021.

d'enrôlement ils mettent en œuvre, quels effets ou actions performant les dispositifs à l'œuvre, et enfin quels ajustements éventuels sont mis en place au fil du temps.

Cette grille nous permet d'instruire deux questions. 1. comment les modalités d'enrôlement déployées par les porteurs des initiatives prennent en compte voire s'appuient sur/partent des formes d'attachement des "publics" ? ; 2. comment ces modalités d'enrôlement s'ajustent pour réaliser cette "rencontre" (en se basant sur la réflexivité des porteurs et sur l'implication des "publics" dans des formes d'"évaluation collective") ?

Après avoir rappelé les caractéristiques des cas étudiés sur lesquels nous basons notre analyse (récapitulé dans le tableau no. 2 ci-après), nous déplaçons l'analyse transversale pour chacune de ces questions.

Présentation des caractéristiques des formes de l'agir citoyens dans les 4 cas

Epicierie solidaire dans le Var

L'association Garrigue propose depuis 2004 une épicerie solidaire itinérante qui distribue des biens de première nécessité à des familles en situation de précarité socio-économique dans le Var. Depuis quelques années, elle cherche à intégrer dans son offre des aliments de saison, locaux (ponctuellement bio) et, depuis deux ans, conduit des ateliers tout au long de l'année en préparation de la semaine du développement durable, ainsi que des petites animations durant les temps de distribution. L'objectif est de toucher aux thématiques du développement durable tout en intéressant les bénéficiaires de l'épicerie. Ainsi, les arguments déployés pour enrôler le public dans ces initiatives relèvent des dimensions budgétaires (le « bon » rapport qualité prix) et de santé (produits meilleurs pour la santé). Le choix des produits à intégrer ou pas, ainsi que des actions menées dans les temps collectifs et dans les ateliers proposés relève majoritairement des animateurs et des conseillers. Une sorte d'économie morale de ce qui est « acceptable », et de ce qui ne l'est pas, est mise en œuvre par les animateurs dans ce processus d'écologisation des pratiques. Néanmoins, la multiplication d'espaces de sociabilité, de moments collectifs, proposés par les animateurs semble de fait une manière de stimuler des nouveaux attachements, favorisant un passage de « public ciblé » à « public impliqué ».

La cartographie sensible des pratiques jardinières à Strasbourg

A Strasbourg, en partenariat avec Horizome une association établie depuis 2009 dans le quartier de HautePierre, nous avons mis en œuvre une démarche à caractère ethnographique et artistique pour élaborer, avec la participation des jardiniers du quartier, une « cartographie sensible ». Notre idée était de rendre compte de la diversité des attachements et des rapports sensibles que développent des jardiniers, non seulement ceux qui sont dans les jardins partagés encadrés par la ville, mais aussi ceux qui pratiquent d'une façon que l'on a qualifiée de « spontanée », sur leur balcon, au pied d'immeubles, en bordure de voie de chemin de fer, dans la cour de l'école... Notre hypothèse était qu'il existe bien au sein du quartier des pratiques et des réseaux d'acteurs qui se sédimentent autour de pratiques de productions nourricières et qui relèvent de ce que T. Ingold appelle une « écologie sensible », soit « (...) une façon de sentir qui est constituée par les capacités, les sensibilités et les orientations qui se sont développées à travers une longue expérience de vie dans un environnement particulier » (2013, p. 49), propre à ce milieu urbain. Toutefois, le passage du récit des

attachements et rapports sensibles individuels à une élaboration collective d'une vision (plus ou moins) partagée du quartier, et son appréhension comme territoire alimentaire ne va pas de soi. L'objectif cartographique reste difficile à appréhender pour les jardiniers. Les ajustements se font par un élargissement de la vision afin de prendre en compte ce qui préoccupe ces habitants-jardiniers du quartier et considérer les diverses motivations à participer comme des éléments de leur rapport à leur écologie, dans leur quartier. Notamment et concrètement, l'idée d'une banque de semences, ou des échanges de savoirs sur les plantes médicinales.

Forum Agri-citoyens dans le Bugey-Genevois-Jura

Dans le Bugey-Genevois, une association environnementale met en place depuis 2015 une démarche de *Forum Agri-citoyens* dans des petites communes rurales volontaires. Ce Forum s'organise selon une procédure participative construite. Elle est proposée par l'association aux maires et leur conseil municipal, qui choisissent de s'y engager, se reconnaissant dans la préoccupation de départ du *Forum* qui porte sur l'avenir des terres agricoles. La première étape de la procédure, assez classiquement, est une étape de diagnostic. Baptisée « analyse sensible », elle laisse entendre l'ambition de se porter vers les attachements des habitants. La capacité du *Forum* à amener à participer une part significative de la population du village ressort néanmoins comme la préoccupation première des porteurs de la démarche, associatifs comme élus. On peut dès lors s'interroger sur l'adéquation des moyens – comme cette première étape « d'analyse sensible », relativement peu repérée et outillée – à cette fin particulière (nombre significatif de participants). L'avantage de ce cas est de pouvoir faire reposer l'analyse sur un certain nombre d'itération (5), des premières communes à partir de 2016 jusqu'à la dernière qui clôture en 2020. Cette histoire est parsemée d'ajustements, ne serait que par le turnover des chargées de mission de l'association, et l'implication de tiers dans la conception du dispositif (notamment des chercheurs associés). Elle s'avère cependant éclairante aussi parce que des fondamentaux sont demeurés stables, comme des points de passage de la procédure participative, les moyens mobilisables et mobilisés, les compétences rassemblées, et la nature des territoires et acteurs engagés.

Démarche de recherche action en Ardèche méridionale

En Ardèche Méridionale, le projet de recherche action *L'assiette et le territoire*, lancé en 2019 a débuté par un long travail d'identification des acteurs à associer au groupe « plénier » conduisant le projet (une trentaine de personnes), avec l'idée de respecter un équilibre entre acteurs mandatés/ représentatifs (importants d'en avoir car ils ont une légitimité dans leurs organisations et plus largement) et acteurs concernés. L'engagement de chacun dans la thématique a été travaillé par des entretiens en amont, lors de l'invitation à participer. Dans le 1^{er} atelier, les formes d'attachement ont été mises en commun dans le dispositif d'échange lui-même, chacun apportant un objet symbolisant son attachement au territoire et à son alimentation et le présentant brièvement au collectif, et s'exprimant sur son intérêt pour la démarche. L'engagement de chacun s'est ensuite concrétisé sur la base des compétences et intérêts de chacun au travers de la constitution de trois sous-groupes thématiques (alimentation durable, trajectoire du système alimentaire territorial, et installation agricole/maraichage). La démarche connaît les limites classiques liées au manque de disponibilité d'acteurs déjà fortement sollicités (même s'il y a aussi dans le groupe des « simples » citoyens ou acteurs économiques) et conduit à une réflexion des animateurs de la

démarche sur le moyen de maintenir la continuité de l'engagement et des attachements malgré la discontinuité des participations, et faire perdurer le collectif du groupe plénier au-delà du projet.

Les principaux axes de comparaison et d'analyse de ces cas sont reportés dans le tableau suivant :

Cas d'étude	Acteurs porteurs	Cadrage	Public visé/impliqué	Attachements sensibles (motivant le/s public/s)	Enrôlement (Comment les gens sont repérés ? quelles actions ?)	Implication dans la gouvernance du public impliqué/ciblé	Ajustements
Epicierie solidaire dans le Var	Association Garrigues	Actions autour du dév't durable dans une initiative d'aide alimentaire	(Ciblés) Personnes/familles en situation de précarité économique	Soin, santé de l'individu et de la famille	Par participation volontaire parmi les bénéficiaires/ Atelier pratiques au carrefour entre dév. durable/santé/ budget	Pas d'implication explicite dans le choix des activités	Selon l'idée d'« acceptabilité » que les animateurs projettent sur les bénéficiaires/ multiplication des initiatives
Jardins partagés à Strasbourg	Association Horizome / chercheurs	Transition alimentaire via l'autoproduction	(Ciblés) Habitants quartier populaire	Expériences de l'habiter (soin du balcon, du quartier, des jardins)	Jardiniers/cartographie participative –repas partagés, émission webradio « j'irai manger chez vous »	Les activités sont réalisées sous l'impulsion de l'association	Réalisation d'une nappe dessinée en substitution à un atelier plus formel
Forum citoyen dans le Bugey-Genevois	Association environnementale, maires	Dynamique territoriale autour du foncier agricole	(Impliqués) habitants, élus	Attachement au territoire/ paysage, expériences de l'habiter	Multi- outils de participation ; débouche sur des actions de sous-collectifs (jardin partagé, relais fermier, entretien des communaux, ...)	Membres du conseil municipal participent aux comités de pilotage.	Temporisation ou redimensionnement des événements ; nouvelles propositions techniques (photos)
Démarche de recherche action en Ardèche méridionale	Recherche, acteurs instit. et associatifs	Ecologisation à l'échelle du système alimentaire territorial	(Impliqués) Une trentaine d'acteurs institutionnels, associatifs, citoyens, agriculteurs dans le groupe plénier	Attachement au territoire, au paysage, aux produits locaux	Ateliers pléniers et groupes de travail thématiques, implication selon intérêt et compétences	Groupe d'acteurs impliqué dans la conduite du projet (analyse, lancement d'actions/ expé. sociales)	Difficulté de participation

Tableau no.2 : comparatif et grille d'analyse de quatre expérimentations pour la transition écologique (Granchamp, Lamine, Berthomé et Tuscano, in Dumat et al., 2020)

Le cadrage de la transition écologique :

On pourrait distinguer deux types de cadrages : l'un « par » l'alimentation et l'autre « pour » l'alimentation. Dans le premier cas, le cadrage « par » l'alimentation, l'alimentation est prise comme un moyen d'enrôlement, en mobilisant les attachements qui lui sont associés, en renvoyant à l'expérience individuelle (dans les actions d'autoproduction notamment) ou

collective (l'inquiétude vis-à-vis du devenir des exploitations et des terres agricoles). Mais la visée transformatrice n'est pas spécifiquement attachée à la question de l'alimentation, du moins dans la façon dont le perçoivent les participants (au contraire des chercheurs et/ou des acteurs associatifs ou des élus).

Dans le second cas, le cadrage « *pour* » l'alimentation : l'action porte directement sur le système alimentaire local et vise à le démocratiser en permettant à des groupes ou des catégories d'acteurs d'une part de se rencontrer et délibérer, et d'autre part de prendre part, de discuter, de donner leur avis, et d'essayer d'orienter la trajectoire des systèmes alimentaires locaux. L'objectif délibératif et performatif vise directement le système alimentaire local et sa démocratisation (cas de l'Ardèche et l'épicerie solidaire dans le Var).

Les modalités d'enrôlement et d'ajustements

La comparaison des cas à travers cette grille permet de mettre en évidence deux types d'association entre cadrage et public : dans les deux premiers cas, le cadrage est constitué par un groupe (association) qui vise à enrôler d'autres personnes autour d'enjeux auxquels ils espèrent les faire adhérer. Des acteurs accompagnant des initiatives déjà existantes (panier solidaire ou pratiques d'autoproduction) décident de s'appuyer sur ces relations existantes, qui ont déjà un lien avec les questions alimentaires, pour proposer d'amorcer une réflexion sur les relations entre alimentation et agriculture durable ou transition écologique. Dans les deux cas, il y a un groupe qui se fait une idée de la transition écologique (les concepteurs du dispositif d'expérimentation) et qui aimeraient connaître les idées ou faire évoluer les pratiques d'un autre (groupe « cible »).

Tandis que dans les deux autres cas, les collectifs qui sont constitués reposent davantage sur des acteurs institutionnels, qui sont mobilisés par rapport à leurs fonctions ou leur rôle à l'échelle d'un territoire.

Néanmoins, chacune de ces expérimentations se confrontent à des limites, des difficultés dans son déroulement qui se traduit en définitive, peu ou prou, par un risque de défection des participants. Soit parce que l'outil autour duquel étaient prévu l'organisation des échanges apparaît comme difficile à appréhender (jardiniers de Strasbourg), soit par surcharge de sollicitation (Ardèche), soit par lassitude (paniers), soit par difficulté à maintenir l'animation et les ressources associées (Jura). La modalité d'ajustement passe par la multiplication des motifs de rassemblement et discussion (ciné-débat dans le Jura, comme à Strasbourg, repas participatif à Strasbourg) à l'occasion desquels ont pu émerger de nouveaux liens, de nouvelles relations entre les participants. Ou bien les ajustements peuvent passer par l'allongement du calendrier (espacement des séances, report de la fin du projet,...).

Discussion

Parmi les quatre cas d'étude, on mobilise dans deux cas la notion de *public ciblé* par une action donnée, initiée « de l'extérieur » (jardins, épicerie solidaire), et dans les autres de *public impliqué* dans une démarche plus large de projet territorial (Jura, Ardèche). Dans ces derniers cas les participants mobilisés sont considérés comme des acteurs « leviers » pour la transition du système agri-alimentaire territorial (Lamine, 2012). Dans les deux premières initiatives, les

participants sont mobilisés dans une visée de « démocratisation » de la transition écologique par l'alimentation.

Dans la totalité des cas il apparaît que la prise en compte (ou la coalition) des attachements sensibles de ces publics dans les formes d'enrôlement définies par les porteurs d'initiatives est un élément clé à observer dans la fabrique collective des voies de transition écologique.

Se dévoile ex-post ce qu'il a été possible de faire valoir et de construire localement : à *quel point un dispositif participatif intentionnel (voire instrumental) a été en capacité de recueillir ces attachements sensibles*, voire de leur donner vie au travers de manifestations éphémères mais marquantes, ou pérennes. Ce ne sera probablement jamais un plein succès, car à un certain point, un mécanisme d'enrôlement n'"emprisonne" jamais sa cible, surtout ses expériences sensibles. Ce ne sera probablement jamais un échec total non plus, car l'intention dans la participation est bien de recueillir une expression, et les attachements personnels sont par nature "chevillés au corps" des individus. Mais il y a malgré tout des enjeux récurrents : l'affluence, l'inclusion, la possibilité de création collective. Et c'est à l'aune de ces enjeux que se joue le chemin démocratique, et la transition écologique.

Plus encore, par le biais de cette problématique, on dévoile aussi et peut être surtout *ce qu'un dispositif participatif intentionnel (voire instrumental) n'a pas permis de voir s'exprimer comme attachements sensibles pourtant existants*, un vécu (multiple) qui aurait pu être un jalon de la transition locale, voire de la transition à une échelle plus large. Ici, le rôle de l'extérieur, et notamment du chercheur, n'est-il pas aussi de pouvoir "mettre le doigt" sur cela, sur ces "manques", et le rapporter aux participants ? Ce sont des considérations qui sont reprises et poursuivies autour de l'enjeu du maillage.

3.2 Essaimage, maillage et mise en visibilité des expériences

(thème 4 du programme Cit'In : Essaimage et maillage des initiatives citoyennes (les différentes logiques de maillage, les dynamiques pour opérer des changements d'échelle ; l'approfondissement et la mise en visibilité des expériences...)

En se pliant au jeu proposé par le Programme Cit'in d'adopter des questions de recherche communes, comme ici le maillage-essaimage, on met à l'épreuve une grille de lecture de nos terrains tout en cherchant à apporter des éclairages sur cette question commune à partir des cas que nous observons. Au démarrage du projet, les ateliers réalisés dans le Bugey (Jura, cf. 2.1, étape 2)⁸ ont servi à initier une réflexion collective, théorique et empirique, nourrie des observations lors des échanges avec les participants des ateliers - puis dans le déroulement du projet sur les différents terrains. **Marie Houdard**⁹, après avoir participé à ces ateliers, a réalisé une note de synthèse sur la notion de maillage à partir d'une revue de la littérature en géographie (voir annexe 10). Nous avons choisi de reprendre la structure de sa note pour présenter les principales observations sur nos terrains (Strasbourg, Bugey-Jura, Projets Alimentaires Territoriaux au Sud), pour jouer le jeu de l'interdisciplinarité.

Marie Houdard relève dans les usages de la notion de maillage des superpositions de sens ou des confusions : la notion de maillage a été employée pour qualifier tout autant des modes

⁸ Atelier-rencontre dans le Bugey-Genevois, weekend des 2-3 février 2019.

⁹ Chargée de recherche INRAE, UMR Territoires.

de coordination entre différents acteurs, que des échelles d'action, des processus etc. Trois entrées sont proposées pour organiser la réflexion : (1) La structure et les processus de maillage ; (2) La distinction entre maillage « interne » et « externe » ; (3) et en lien spécifiquement avec notre projet, la posture et le rôle du chercheur dans le maillage.

Néanmoins, à posteriori, ce choix s'est révélé contraignant, voire contradictoire avec nos orientations théoriques initiales, procédant des approches pragmatistes. Mais peut-être que cette limite est éclairante pour l'ensemble du programme, pour réfléchir à la notion de maillage qui a fait l'objet d'une importante théorisation en géographie. En effet, dans notre approche, c'est moins le maillage en tant qu'articulation d'actions, d'initiatives, de porteurs et de moyens qui compte, que ce qui fait collectif et comment les renforcer et les faire perdurer.

Structure et processus de maillage : point, ligne, aire, réseau

Le maillage se compose d'un ensemble de quatre éléments : le point, la ligne, l'aire, le réseau. En ce sens, le maillage est dès le départ plus que le réseau, ce sur quoi insiste Brunet : « une maille n'est pas un fil, c'est ce qui est entre les fils [...]. C'est donc une erreur que de passer de la maille au réseau puisque les mailles, c'est justement ce qui est hors du réseau, entre ses fils » (Brunet, 1987).

	Structure	Processus
Point	Quelle unité de référence ? <i>individu, action collective, projet, initiative...</i>	Grossissement / rétrécissement...
	Où ?	Déplacement
	Quel objectif ? quelle pratique ? quelle fonction ?	Changement d'objectif, de fonction, de pratique
Ligne	Ce qui définit le lien (entre individus, action collective, initiative) : <i>valeurs, financement, communauté de pratique...</i>	Diffusion (de valeur, de pratiques...) Augmentation ou diminution du flux
	Force du lien	Renforcement / affaiblissement
	Longueur du lien	Rapprochement / distanciation
Aire	Portée de l'action / périmètre	Elargissement / rétractation
	Ancrage territorial : <i>nature des ressources territoriale activées et/ou créées</i>	Augmentation / diminution du nombre de ressources Diversification des ressources
Réseau	Quantité de 'points' reliés ? Distance moyenne entre les liens ?	Augmentation ou diminution des liens ? ...

Tableau no. 3 : Analyse de la notion de maillage, Marie Houdard, 2019.

Le point : qu'est-ce qui "fait point" ? l'individu, le groupe, l'initiative, le projet ? C'est l'unité de référence (UR) retenue pour l'analyse. La réflexion sur la transition écologique amène à considérer le maillage sous l'angle de sa **performativité**. La performativité d'une expérimentation se mesure-t-elle au nombre d'individus touchés ou impliqués ? ou bien au nombre d'initiatives conduites par un groupe ? Autrement dit, la performativité du maillage peut se poser en termes de recrutement et/ou de reproduction/réplication. Est-ce que l'on peut

dire - et sur quelle base - que sur les différents terrains on est sur une dynamique de maillage, qui permet d'envisager un élargissement du nombre de participants, ou de changement d'échelle par la multiplication ou réplique des initiatives ?

Par exemple, dans le **cas de Strasbourg**, si l'on choisit comme unité de référence les "projets" ou initiatives au sein du collectif de jardiniers, la réalisation d'un inventaire est un moyen de mettre en évidence une dynamique que l'on pourrait qualifier de "densification" par la multiplication des micro-initiatives (ruches sur les toits, grainothèque, projet de mare...).

Une autre façon d'évaluer la dynamique est d'observer dans quelle mesure les collectifs existants parviennent à recruter de nouveaux membres. Le Doit-on penser le succès du maillage par l'augmentation du nombre de membres, donc d'un point de vue quantitatif, comme le suggère le cadrage géographique ci-dessus ? Dans le contexte de la transition écologique, il a souvent été souligné l'enjeu d'un élargissement à d'autres groupes sociaux ou d'autres types d'acteurs - en quelque sorte un maillage "qualitatif".

Si l'on réfléchit au maillage en termes plus sociologiques, la question est davantage celle de savoir comment on crée du collectif, ou comment des individus se sentent appartenir à un collectif, par exemple à l'échelle d'un jardin partagé (un collectif "proche"), ou un collectif plus large, par exemple à l'échelle du quartier ou celle de l'humanité (cf. l'écologie sensible universaliste de notre typologie - voir infra). Tout en soulignant que l'échelle du quartier en l'occurrence, ou du territoire, contient le risque d'enfermer plutôt que d'ouvrir sur le sentiment de participer à des collectifs plus larges contribuant à des changements dans la société.

Représentation des initiatives comme "points" ou "unités de référence" et des personnes associées :

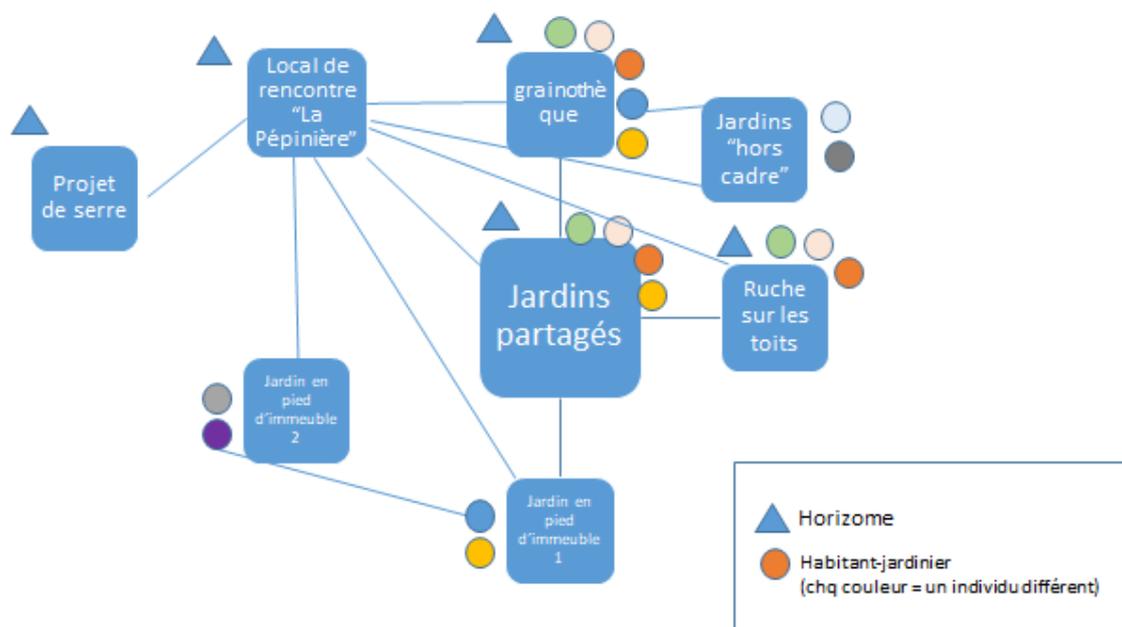


schéma 2: Eléments de maillage des initiatives dans le quartier de Hautepierre

Dans le **cas du Bugey-Jura**, l'unité de référence a pu être dans un premier temps une initiative donnée, en effet. Cependant, rétrospectivement, cela peut être aussi un ou le "moment fort"

de tout un processus, qui peut s'incarner dans un lieu indéfectiblement marqué par cet épisode, une innovation en termes de participation, etc. Le maillage se poserait ici encore de manière dynamique, mais plutôt en termes de perpétuation, de transmission, de repère matériel et/ou symbolique partagé.

La seconde entrée, la **'ligne'** réfère à ce qui relie les 'points' (individus ou initiative). Qu'est-ce qui établit la connexion ? des valeurs ? des pratiques ? des flux de matière ? Qu'est-ce qui circule ? Cela renvoie à la notion de commun. Le lien peut être interpersonnel ; inter organisationnel ; interterritorial, etc. Le lien peut se faire tant au niveau des pratiques (le faire) que des discours (le dire : culture, valeurs, représentations, etc.). Différents processus sont à l'œuvre dans la mise en liens : reproduction / transposition / rupture de lien / circulation / transfert....

Dans l'exemple du schéma ci-dessus pour le **cas de Strasbourg**, les lignes représentent **du temps**, de l'investissement, des formes d'engagements. Ces relations se matérialisent par la circulation des individus et les idées qu'ils portent qui peuvent donner lieu à de nouvelles initiatives ou projets (la grainothèque par ex.). Mais il y a un autre aspect de la temporalité difficile à faire figurer, c'est celui de la diachronie : certaines initiatives peuvent émerger sans avoir de lien préalable avec celles qui existent déjà localement, et des liens s'établissent à postériori. L'exemple suivant illustre ce processus de maillage singulier : dans le quartier de HautePierre, pendant le confinement, deux habitantes ont initié un nouveau jardin en pied d'immeuble, puis elles sont venues à la rencontre des autres dans un deuxième temps. Autrement dit les initiatives de jardinage qui existaient déjà ne sont pas à l'origine de la multiplication mais les nouvelles venues ont établi un contact qui équivaut à une mise en réseau.

Dans le **cas du Bugey-Jura**, les points sont des moments marquants ou des espaces marqués par un processus local inédit. Ces réalisations locales peuvent inspirer d'autres territoires. Le lien (ou ligne) est constitué par un répertoire de références remarquables, une sorte de "panthéon" d'expériences qui peuvent être revisités.

Troisième entrée, l'aire' permet d'intégrer la portée de l'action (individuelle ou collective) et son périmètre, ainsi que son ancrage territorial. Toujours dans une approche géographique, cela renvoie à la question de la ressource territoriale, matérielle ou immatérielle (Gumuchian, Pecqueur, 2007), activée par les acteurs, les initiatives. Selon cette approche, la ressource territoriale joue un rôle dans les liens entre différentes initiatives ou individus, comme facteur d'émergence des expérimentations. Les processus à instruire sont alors ceux de l'élargissement de l'emprise spatiale de l'action mais aussi de l'ancrage et du désancrage.

Dans le **cas du Bugey-Jura**, on peut interpréter *Les Rencontres du Bugey-Genevois* (Février 2019; cf. 2.1 étape 2), comme un grand "test" sur la possibilité d'étendre l'aire de la démarche. Malgré l'affluence de cet événement et son contenu, cet événement a eu peu d'effets retour sur la dynamique interne du *Forum* et son essoufflement (voir plus bas "le rôle du chercheur").

Quatrième entrée, la notion de **réseau**. Le réseau permet de dépasser l'horizontalité du territoire et de questionner les relations qui s'opèrent à différentes échelles, sans prise en compte exclusive du lien au territoire. Le regard est porté sur la quantité d'unités de référence reliées, leur diversité, à différentes échelles. C'est peut-être finalement l'entrée qui fait le plus le pont avec des approches sociologiques.

Bien que cela soit plus les équipes de l'est qui ont exploré cette approche du maillage, on pourrait aussi analyser les projets alimentaires territoriaux étudiés dans nos **terrains du sud**

dans cette perspective du maillage et en particulier sous l'angle des liens et réseaux, puisqu'ils reposent, de façon générale, sur cette hypothèse que les systèmes alimentaires locaux peuvent être renforcés par la mise en relation des acteurs du territoire. C'est ce à quoi incite le texte de loi les définissant comme les appels à projet les finançant. Dans les cas étudiés, le maillage peut faire l'objet d'un diagnostic partagé élaboré par les acteurs et conduisant par exemple à établir une cartographie des acteurs et initiatives en matière d'agriculture et d'alimentation durable, et l'objet de la création d'instances visant à renforcer ce maillage. C'est ainsi que le groupe plénier du projet *L'assiette et le territoire* en **Ardèche**, par exemple, repose sur un repérage initial de ces acteurs et initiatives tout en performant de fait un renforcement des liens entre ces acteurs et initiatives, amenés à interagir et agir ensemble dans des analyses et expérimentations partagées. Selon leurs propres propos, ce dispositif les conduit à "ôter leurs casquettes" pour faire notamment abstraction dans cette arène des situations de concurrence, dans l'accès aux ressources financières par exemple, qui imprègnent fortement leurs relations dans d'autres situations.

Les projets alimentaires territoriaux peuvent servir de prétexte pour opérer la mise en lien entre une échelle opératoire locale située et des échelles autres imbriquées par le biais des acteurs et représentants d'initiatives prenant part à la démarche. A titre illustratif, dans le **PAT de Mouans Sartoux** des acteurs des services et agences de l'Etat, des structures de la recherche y sont conviés au même titre que les acteurs du monde agricole travaillant sur l'accompagnement à l'installation sur le territoire. Par conséquent, bien qu'il s'agisse de processus à l'œuvre sur des temps longs, des niveaux de réseaux différents se chevauchent et peuvent être portés à avoir des points de contact. Les points de contact, dans les cas des PAT, peuvent s'opérer sur les échelles sur lesquelles ces réseaux d'acteurs opèrent. Ces échelles peuvent désigner des échelles territoriales (du local au régional/-national voire supranational. Elles peuvent aussi concerner les objets sur lesquels ces réseaux opèrent, qui peuvent varier des "pratiques" aux "systèmes". Les points de contact qui se créent peuvent ainsi donner lieu à la formation de nouveaux réseaux.

En termes de réseau, on peut aussi observer sur le terrain du **quartier de Strasbourg** que la mise en relation des jardiniers via les rencontres organisées, ne permet pas forcément de "dépasser l'horizontalité du territoire" - mais qu'en rompant l'isolement, elle leur donne le sentiment qu'ils participent d'une dynamique au sein du quartier, ce qui les consolide dans leurs initiatives ou projets.

Maillage « interne » et « externe »

En centrant le questionnement sur les initiatives mises en place sur les différents terrains, une vision *localiste* implique un regard porté sur le maillage interne à l'initiative. Une entrée à une échelle supérieure implique d'interroger les liens entre plusieurs initiatives et donc le maillage *externe*.

Qu'est-ce qui fait que les expérimentations parviennent (ou non) à se diffuser et à changer d'échelle ?

En relation avec les enjeux de transition et en particulier de transition alimentaire, la question du maillage dans sa dimension 'mise en réseau' a fait l'objet de nombreuses analyses soulignant la plus-value du partage d'expérience en termes d'apprentissage. La mise en réseau (d'individus, d'expériences, d'actions pratiques) permettrait alors le renforcement de la

capacité d'action (empowerment), le retour sur expérimentation, la mutualisation des ressources... C'est l'idée de transmission possible des uns aux autres permettant la conservation de l'intelligibilité du processus par les personnes qui participent. Le chaînage est à la fois **cognitif** et **d'action pratique**, comme le montre notamment la littérature sur l'innovation sociale (Hillier et al., Neumier...). Sous un angle plus « pessimiste » se pose aussi la question de la récupération des initiatives, et la notion de coopération doit être complétée par celle du conflit.

Parmi les expérimentations qu'on observe, certaines se sont heurtées à des obstacles divers et n'avaient peut-être pas l'élan, voire même dans certains cas, l'envie de changer d'échelle. Sur le **terrain breton** par exemple, le projet de ferme littorale s'est heurté à des enjeux de pouvoir mais peut-être aussi, au-delà, à des représentations des rôles des différents partenaires ainsi que des objectifs et des valeurs qui étaient trop divergents.

- Sur le **terrain de Strasbourg**, on a rencontré des jardins qui se sont heurtés à des obstacles sous la forme de conflits de valeurs - or, au lieu d'un blocage, cela a eu pour effet, au contraire, de susciter l'essaimage. C'est par l'essaimage, en trouvant des soutiens à l'extérieur du lieu initial, que cette association a pu survivre, surmonter les obstacles liés au conflit et démultiplier ses projets.

- Dans d'autres cas, on observe une situation assez différente. Ce qui fait obstacle à un changement d'échelle, ce ne sont pas des empêchements extérieurs, mais plutôt l'absence de volonté ou encore le souhait de rester dans un relatif entre-soi. Plutôt que de décréter que l'ouverture des initiatives aux autres est "bonne en soi", il faut se demander à quels autres, et à quel coût. Est-ce que c'est toujours positif ? A partir de l'observation des jardiniers, on peut se demander si certaines expérimentations ne fonctionnent pas mieux tant qu'il y a une relative homogénéité sociale - même si ça contrarie les convictions politiques de certains. Ce n'est pas une hypothèse confirmée, mais c'est une question qui se pose.

- Le changement d'échelle peut poser d'autres types de problèmes. Par exemple dans le cas du **dispositif familles à alimentation positive (FAAP)**, la question du changement d'échelle est problématique dans la mesure où cela pose des questions d'ordre pratique et logistiques : qui anime, qui finance les animatrices/teurs ? Par ailleurs, les groupes ont besoin d'être réduits en nombre de participants pour qu'il y ait des interactions fortes entre eux.

La posture et le rôle du chercheur dans le maillage

Notre projet, en choisissant d'intégrer dans son titre "passeurs d'initiatives" assumait d'emblée l'idée que les chercheurs peuvent contribuer à la diffusion et au maillage des initiatives.

Plusieurs travaux mettent en avant les contributions spécifiques d'acteurs clefs dans les actions collectives (Amblard et al. 2018) : facilitation, coordination, transmission, mise en visibilité, etc. Comment se construit la légitimité à promouvoir un maillage et à « rendre visible » certaines expérimentations citoyennes ? Quels sont les acteurs légitimes pour impulser le maillage et décider de ce qui doit être maillé ? Le chercheur, parmi d'autres figures (citoyen ordinaire, acteur associatif, collectivité locale, etc.), peut contribuer à mettre en visibilité, mettre en circulation un certain nombre d'initiatives, à les légitimer.

Dans le **cas du Bugey-Jura**, où on a assisté peut-être davantage à un essoufflement du maillage plutôt qu'à son expansion, le rôle du chercheur prend par exemple une place singulière. Justement dans cette phase de retombée de la dynamique locale, de tarissement des moyens pour poursuivre les expérimentations, l'apport du chercheur est bienvenu. Une communication acteur-chercheur a ainsi pu être réalisée avec la dernière artisan de cette aventure encore présente à l'association, présentée lors du workshop des 2 et 3 septembre 2020 (Seyve et Berthomé, 2020). Le chercheur devient ainsi un des rares "colporteurs" de la créativité entrevue dans cette démarche (plutôt que "passeur", car le chercheur a partie liée avec elle). Il se met en situation de mesure (de cette créativité, de son caractère remarquable), et de recueillir la mesure, lorsqu'il la présente hors des frontières de son "aire". Ici, le chercheur remplit notamment un rôle d'émissaire. La question qu'il est amené à poser concerne aussi la façon de faire retour auprès des acteurs de cette initiative, au-delà de leurs frontières : revenir évoquer les apprentissages auxquels la réception a donné lieu, et susciter une réflexivité sur ses limites.

3.3. Gouvernances - Articulation entre initiatives citoyennes et politiques publiques ou institutions

(thème 6 : Articulation entre initiatives citoyennes et politiques publiques)

Nous considérons, au démarrage du projet EXCIPIENT, les modes de régulation et de gouvernance comme un enjeu important pour l'avènement de nouvelles formes de citoyenneté, de modes d'implication et de participation. Ces dispositifs de coordination observés *in situ* donneraient à voir, selon l'hypothèse faite, les processus d'engagement des différents acteurs et les dynamiques collectives en lien avec une transition agricole et alimentaire. Ces dynamiques favorisent-elles la réappropriation des questions alimentaires par l'ensemble des citoyens et, donc, la démocratie alimentaire ?

Notre choix a été celui de considérer les gouvernances territoriales qui peuvent se mettre en place, contexte urbain mais aussi périurbain et rural. En effet, de pair avec la montée en puissance de la question alimentaire, le développement d'une diversité de formes d'initiatives et d'engagements donne lieu à des collaborations et des formes de coordination entre acteurs inédites. Ainsi, par modes de gouvernance nous entendons les modalités de prise de décision et de concertation dans le domaine alimentaire et agricole pouvant inclure – ou non - les différents maillons des systèmes agri-alimentaires (Lamine 2012). En effet, selon les situations observées, des configurations différentes se formalisent, incluant de manière plus ou moins variable la société civile, les politiques publiques, les secteurs économiques et la recherche.

La littérature scientifique, en pleine explosion sur ces questions de gouvernance alimentaire, constate un renouvellement des modes de gouvernance et des configurations des systèmes d'acteurs sur ces enjeux alimentaires, s'exprimant notamment dans des dispositifs tels que les conseils alimentaires locaux (*food policy councils*), qui permettent de poser la question alimentaire en tant que bien public et de favoriser l'implication de la société civile dans les instances décisionnelles. Certains auteurs suggèrent que ces dispositifs devraient être davantage multi-acteurs et multi-échelles (Sonnino 2017) afin d'engager une "gouvernance réflexive" (Marsden 2013) et des changements profonds des structures sociales et politiques

(Moragues-Faus, Sonnino, et Marsden 2017). D'autres travaux s'intéressant aux systèmes d'acteurs impliqués dans les stratégies alimentaires urbaines, ont souligné les difficultés liées à la transversalité nécessaire à l'action (Perrin et Soulard 2014) ainsi que les processus d'inclusion et d'exclusion de certains acteurs dans les dispositifs de prise de décision et gouvernance mis en place (Prové, de Krom, et Dessein 2019)

Les projets que nous avons étudiés, à la fois ceux qui relèvent de l'action publique avec les Projets Alimentaires Territoriaux et les initiatives portées par la société civile ou d'autres acteurs du système agri-alimentaire, nous ont permis d'entamer une double réflexion sur la formalisation des objectifs au sein de ces initiatives et la définition des publics inclus ou non, dans les instances décisionnelles et/ou de concertation. Nous avons analysé et comparé les démarches de construction des projets ainsi que les dispositifs de gouvernance mis en œuvre (acteurs leaders, acteurs mobilisés, modalités d'échange, de débat, de prise de décision etc.), qu'ils aient un rôle décisionnel ou de concertation. Qui sont les acteurs associés, ceux qui restent en dehors bien que parfois porteurs de questions ou d'initiatives pertinentes ? Pour quels motifs enrôle-t-on ces acteurs (et se laissent-ils, ou non, enrôler) : est-ce que c'est parce qu'ils sont « mandatés » par leur organisme, « affectés » (Bertrand et al. 2002) ou encore considérés par les autres acteurs comme « légitimes » ? Les analyses menées dans nos terrains, dans une démarche comparative avec d'autres cas d'études externes au projet¹⁰, ont mis en avant plusieurs résultats originaux et confirmé certaines orientations suggérées par des travaux précédents.

D'abord, l'analyse pointe le rôle moteur des collectivités territoriales dans le montage de ces dispositifs de gouvernance territoriale. Souvent porteuses ou chef de file dans les démarches (hormis dans le cas du « premier » projet ardéchois, inscrit dans le même appel à projet du PNA sur les projets alimentaires territoriaux, où le chef de file est une chambre d'agriculture), elles n'impliquent d'autres acteurs considérés pertinents pour mener à bien le projet que dans un second moment. Les projets analysés mettent alors en œuvre des formes de gouvernance relativement institutionnalisées et formelles. De plus, si ces projets revendiquent une transformation à la fois de l'agriculture et de l'alimentation, les acteurs des politiques territoriales et les acteurs du développement agricole restent fortement majoritaires dans la gouvernance de ces projets. Les autres acteurs du système agri-alimentaire demeurent souvent exclus du projet ou consultés (individuellement ou au travers de réunions de concertation, par exemple au lancement des projets) mais sans être associés aux instances décisionnelles.

En nous inspirant du schéma triangulaire classique de la gouvernance alimentaire (à gauche ci-dessous), articulant gouvernement, marché et société civile, pour lui ajouter un 4^e pôle correspondant à celui de la recherche, de plus en plus partie prenante dans les montages et conduites de projets agri-alimentaires, nous pouvons positionner par rapport à ces quatre pôles, les trois projets qui se succèdent en Ardèche (PAT piloté par la chambre d'agriculture et 2 autres partenaires agricole et institutionnel ; projet L'assiette et le territoire financée par

¹⁰ Notamment, dans le cadre d'un article collectif, nous avons comparé le projet de l'Ardèche et de Mouans Sartoux avec un projet à Saint Dionisy, petite commune du Gard et le projet de Mirecourt, commune rurale dans les Vosges. Ces deux cas d'études ont été portés respectivement par Pascale Scheromm de l'UR Innovation et Fabienne Barataud, de l'UR Aster ; dans le cadre d'une autre publication le PAT de la Provence Verte a été analysé par une démarche comparative avec un cas d'étude italien et un cas d'étude belge.

la FDF et piloté par l'INRAE et 4 autres partenaires institutionnels et associatifs ; projet d'accompagnement dans le cadre d'un contrat de transition écologique (CTE) porté par le département et pour l'axe alimentaire par un PNR.

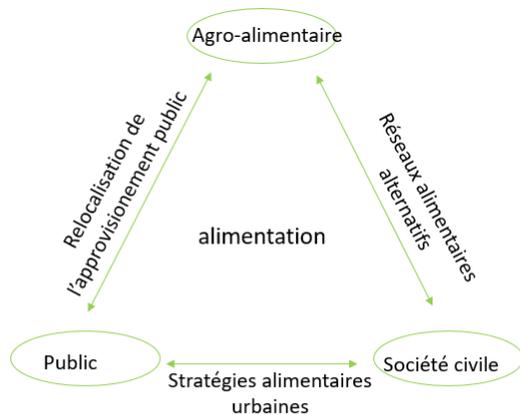
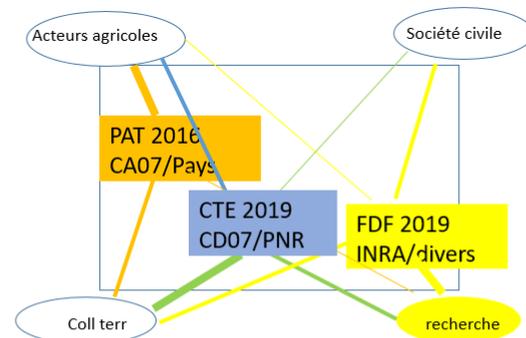


Figure 1 adapté de Wiskerke (2009)



Cas de l'Ardèche (méridionale)

la taille des flèches représente la place des différents types d'acteurs dans la gouvernance/l'orientation du projet

Schéma 3 : Equilibre des acteurs dans la gouvernance de trois projets successifs

Notre analyse montre par ailleurs l'importance de mettre en cohérence la visée transformative engagée par l'action collective et les modes de gouvernance choisis. Ces derniers restent de fait souvent cloisonnés dans des périmètres préétablis aujourd'hui dominants (comités de pilotage par un comité restreint et souvent institutionnel) et des modalités de l'action par projet tout aussi dominantes (formalisation d'un plan d'action précédent le projet lui-même).

Nos analyses confirment enfin l'idée de renforcer la capacité réflexive de ces dispositifs pour que les acteurs porteurs restent ouverts à des processus itératifs pouvant mobiliser les connaissances et les ressources d'un large ensemble de parties prenantes. Une telle approche pourrait permettre aux acteurs qui collaborent de définir et de traiter des problèmes persistants. Certaines stratégies spécifiques peuvent ainsi être mises en place pour tendre vers des formes plus démocratiques de réappropriation de la question alimentaire, comme :

- la production de connaissances intersectorielles et co-construites (ainsi que nous l'avons par exemple tenté dans le projet L'assiette et le territoire pour élaborer un récit de la trajectoire du système alimentaire territorial en associant les acteurs, dans une démarche itérative sur un temps d'environ 18 mois) ;
- des expérimentations sociales associant une diversité d'acteurs du système alimentaire territorial, y compris ceux qui interagissent en général peu, comme le tentait celle du glanage social et comme le tentent aussi certaines formes de défis FAAP parmi diverses expérimentations ;
- la mise en partage des visions des différents acteurs partie prenante au démarrage et au fil des étapes d'un projet. Très souvent, cette mise en partage se fait à un moment « t » (par exemple, au moment du montage ou du démarrage d'un projet), puis la diversité réelle des visions est finalement « gommée » pour œuvrer ensemble à une visée définie comme partagée dans le projet, alors que notre hypothèse est que cette attention à la diversité devrait

être maintenue pour enrichir les voies de transition. Ce dernier point est au cœur d'un petit projet de recherche, Ecosyat, financé par le programme Métabio de l'Inrae.

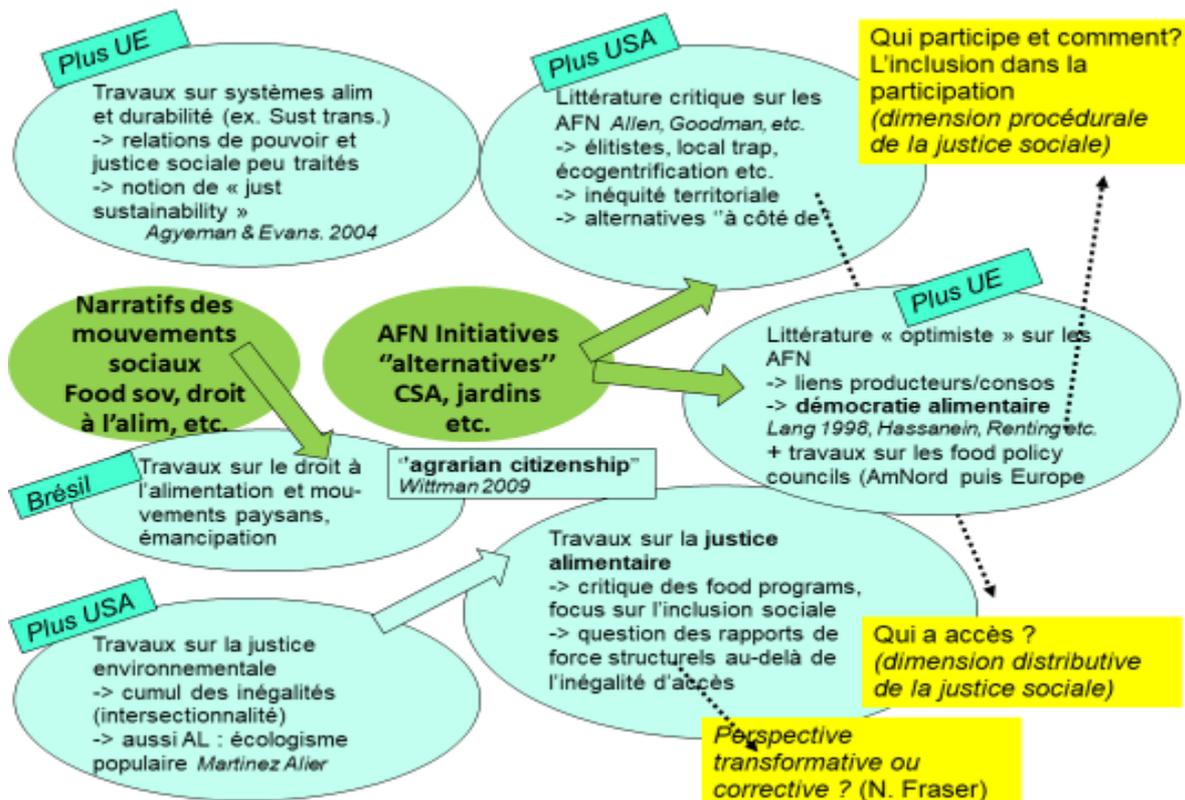
Pour mettre en perspective ces observations tirées des terrains "Sud" avec celle de Strasbourg, on peut observer que la ville a été parmi les premières à candidater à l'AAP et à labelliser un PAT, en y intégrant une action sur le volet "justice alimentaire". Celle-ci consistait en la réalisation d'ateliers cuisines à destination de familles dont l'enfant est en surpoids, approvisionnés par des paniers achetés aux agriculteurs locaux. Dans la perspective des acteurs publics, les habitants des quartiers populaires sont d'abord envisagés comme des "cibles" d'actions de "sensibilisation" et non comme des partenaires "légitimes" du projet. Parallèlement, les initiatives d'agriculture urbaine citoyennes ne sont pas perçues comme des relais, des appuis, des partenaires d'un projet tel que le PAT. Dans son mémoire de M2, Romane Joly a mis à jour le regard porté par les institutions et les élus sur ces pratiques jardinières - et notamment le fait que la dimension alimentaire est minimisée dans leurs discours, au profit d'une fonction d'occupation/animation de l'espace public et de création du lien social. Or, d'une part, cela ne correspond pas entièrement à ce que nous avons observé et d'autre part, nous faisons l'hypothèse que cette représentation restrictive est un obstacle à l'inclusion de ces initiatives (encadrées ou non) dans des projets de type du PAT d'une autre manière que pour la transmission de normes alimentaires. Au-delà de la question de la gouvernance et des représentations de la légitimité et des rapports de pouvoir qu'il recouvre, cet exemple renvoie aussi à une question de maillage et du type d'acteurs qui sont associés dans la diffusion d'une initiative ou le fonctionnement d'un dispositif. Jusqu'à présent les théories du capital social et les notions de *bonding* et de *bridging* (Portes 1998; Putnam 2001) ont servi à expliquer les logiques qui contribuent à la formation des groupes et à leur mise en relation. Une piste d'approfondissement pourrait être d'analyser si ces logiques renforcent les asymétries avec des effets négatifs sur l'élargissement de la participation à la transition écologique, ou au contraire permettent d'atténuer voire contrer ces asymétries.

4. Conclusion

4.1. Introduction

Le format de cette conclusion est atypique car ce texte sera amené à être transformé en chapitre de l'ouvrage collectif des équipes ayant contribué à Cit'in. Nous présentons d'abord des éléments de contextualisation sur les acceptions et usages des notions de démocratie alimentaire et de justice alimentaire, puis revenons sur les objectifs initiaux du projet et les ajustements au fil du temps. Enfin, nous présentons quatre apports majeurs du projet sur maillage et essaimage, mobilisation des acteurs et gouvernance, expérimentation sociale, et écologie sensible, et pour finir, quelques perspectives de recherche ultérieures.

L'état de l'art que nous avons réalisé sur la démocratie alimentaire, notamment dans le processus de préparation de notre workshop de septembre 2020, pour l'heure présenté en partie 1 du rapport, sera repris ensuite en début du chapitre de l'ouvrage collectif. Lors de ce colloque, nous avons notamment présenté et mis en discussion une proposition de cartographie des différentes approches de la démocratie alimentaire et de la justice alimentaire qui montre les spécificités des débats du côté européen et américain, ainsi que les influences des mouvements sociaux sur ces débats.



C. Lamine, 2/9/2020

Schéma 4: « Démocratie alimentaire et justice alimentaire : des débats scientifiques et citoyens à contextualiser ».

Ce travail montre que la notion de *démocratie alimentaire* s’est déployée principalement à partir des expériences et analyses liées aux réseaux alimentaires alternatifs, de l’émergence des travaux sur la « gouvernance alimentaire » liés à l’institutionnalisation croissante de la question alimentaire, et enfin des débats sur le droit à l’alimentation. Elle est plus présente en Europe, alors qu’aux Etats-Unis « circule » davantage la notion de *justice alimentaire*, inspirée de celle de justice environnementale, en lien avec des perspectives critiques sur les programmes alimentaires, les « déserts alimentaires » et les inégalités d’accès. La notion de justice alimentaire renvoie aux dimensions distributives de la justice (qui a accès ou non ?), celle de démocratie alimentaire renvoie plutôt à ses dimensions procédurales (qui participe et comment ?). Dans les pays du sud et notamment d’Amérique du sud, sous l’effet des mouvements sociaux internationaux, c’est la notion de *souveraineté alimentaire* qui domine, mais le droit à l’alimentation est très mobilisé dans l’action des mouvements sociaux pour influencer sur les politiques publiques – cas du Brésil par exemple. Au-delà de cette lecture par « grandes régions », nous avons aussi montré, en nous inspirant des travaux de Nancy Fraser, que la notion de démocratie alimentaire, tout comme celle de justice alimentaire, peuvent être abordées dans une perspective transformative (expérimenter des mécanismes pour transformer les modes de décision et de participation, l’accessibilité, voire les rapports de force dans les systèmes alimentaires), allant « au-delà » d’une perspective corrective, mais que cette perspective transformative doit être étayée par une perspective analytique (analyser et comprendre ce qui empêche ou favorise la participation, l’inclusion, la remise en cause d’un système). Cette grille de lecture, nous l’avons ensuite appliquée à certaines expérimentations sociales que nous avons pu analyser (voir 3.3 infra).

4.2. Objectifs initiaux du projet et terrains engagés

L'objectif initial du projet Excipient était de comprendre « *comment la question de la démocratie alimentaire peut s'ancrer à l'échelle territoriale au travers des initiatives citoyennes, institutionnelles, des acteurs économiques et de la recherche* » (projet soumis). La réflexion menée de manière co-construite et participative par les trois équipes dans leurs différents terrains devait fournir le matériau de base pour des apprentissages croisés à partir de nos situations et postures de recherche-action. Ces apprentissages croisés, nous les avons en fait développés dès la construction de notre proposition qui a nécessité un travail exigeant de mise en discussion dans la mesure où les différentes équipes n'avaient *jamaïs* travaillé ensemble. Nous les avons ensuite déployés au cours du projet, à partir de nos différentes rencontres, que cela soit entre équipes de recherche ou sur le terrain de l'une ou l'autre des équipes, ou avec d'autres collectifs de recherche et acteurs, notamment dans le workshop que nous avons organisé en fin de parcours (septembre 2020).

Le projet rassemblait au départ quatre équipes, chacune avec leurs terrains, mais celle située en Bretagne n'a pu s'investir dans les échanges collectifs, au-delà de la phase de construction initiale et de la participation aux premiers ateliers Cit'in. Les trois équipes (Dynamie Strasbourg, INRAE Ecodéveloppement et UMR Territoires) ont mis au « pot commun » de ce projet des terrains contrastés, mais dont la mise en dialogue était au cœur de notre stratégie de recherche collective. Notre pari était en effet que cette hétérogénéité était heuristique pour explorer nos questionnements partagés.

Les éléments de base de caractérisation des terrains figurent dans le tableau ci-après :

- Les objets des démarches sont **tous reliés à la démocratie et l'alimentation**, mais sont **instruits différemment**
- Les démarches s'inscrivent **dans des types d'espaces sociaux et géographiques différents**
- **Le poids relatif des initiatives « citoyennes » et des institutions publiques est différent**
- **le positionnement des chercheurs** diffère, entre posture analytique et d'observation et posture de recherche action – où une perspective transformative est étayée par une posture analytique.

Terrains		Paramètres de différenciation et de recouplement entre terrains						
		Objet central	Milieu géographique.			Poids relatif citoyens/institutions		Positionnement des chercheurs
			Rural dense	Rural peu dense	Urbain	citoyens	Institutions	
Sud	Mouans Sartoux	Alim scolaire, éducation						Analytique
	Pays de la Provence Verte	Diversification agricole/ circuits						Analytique
	Pays de l'Ardèche Méridionale	Projets de transition alimentaire divers						Recherche action
Nord-Est	Quartier Hautepievre	Jardins partagés, et « hors cadre »						Recherche action
Est	Forum agricole en du Bugey Genevois[C5]	Foncier agricole						Recherche action

Tableau 4 : Eléments de base de différenciation et de recouplement entre les terrains

Dans la version « chapitre » de cette conclusion nous reprendrons succinctement les terrains qui sont présentés plus haut dans ce rapport.

4.3 Hypothèses initiales, méthodes, réalisations et reformulations au fil du projet

L'intitulé de notre projet, *Expérimentations Citoyennes, Passeurs d'Initiatives, et ENGagements dans la Transition agricole et alimentaire* exprimait notre volonté partagée de mettre au premier plan dans l'analyse les expériences situées, les interactions entre initiatives citoyennes et politiques publiques, et la diversité des formes d'engagement dans la transition écologique, vues au prisme des pratiques ordinaires et d'une attention à la relation au milieu.

A ces questions s'articulait celle de l'inclusion dans les dispositifs participatifs, de la gouvernance, de l'expérimentation démocratique.

Les 4 thématiques structurant le projet **initial** étaient :

- les processus de maillage et d'essaimage
- les modalités d'émergence, de mobilisation des acteurs et de gouvernance des projets territoriaux
- le rapport sensible au milieu
- les démarches d'expérimentation sociale dédiées à des enjeux d'accessibilité et de justice sociale.

Elles structurent aussi notre synthèse des apports majeurs du projet (voir infra).

Ces questions ont orienté nos réflexions et nos échanges tout au long du projet, avec comme préoccupation majeure « d'explorer la diversité des chemins de la transition », objectif central du Programme Cit'In. L'hypothèse générale que nous avons formulée alors portait sur les articulations et les attaches entre les questions écologiques (si tant est qu'il existe des questions « purement » écologiques) et les autres domaines de l'existence comme la santé et l'habiter, articulations qui seraient nécessaires au développement de la transition écologique de manière générique. Si nous devions la reformuler aujourd'hui, nous conserverions l'hypothèse d'une nécessité de pluralité dans les transitions écologiques, en nous concentrant davantage sur les types de cadrages des initiatives et expérimentations capables de les relier sans en réduire la diversité, à la fois d'échelle et de forme. Nous revenons sur la reformulation de notre hypothèse ou « problème » (pour reprendre la formulation pragmatiste) dans les perspectives de recherche, à la fin de cette conclusion.

En termes méthodologiques, le projet a articulé d'une part une démarche de documentation des actions et expérimentations à l'œuvre et d'autre part, une démarche consistant à favoriser des expérimentations sociales, créant ainsi les conditions d'un laboratoire social « en archipel » : Ateliers alimentaires dans des centres sociaux et Défi familles à alimentation positive (terrains sud), cartographique sensible et repas participatifs (Strasbourg), ou « forum Agricitoyens » (Bugey-Genevois, Jura), mise en relation d'acteurs par l'organisation d'ateliers participatifs (tous).

4.4. Apports majeurs du projet

Sur ces 4 thématiques, le projet et la confrontation de nos terrains et de nos approches ont permis de produire des résultats de recherche qui sont assez transversaux par rapport aux thématiques du programme Cit'in et que nous structurons selon les 4 thèmes suivants : Maillage et essaimage, Mobilisation des acteurs et gouvernance des projets territoriaux autour de l'alimentation, Expérimentations sociales en lien avec l'accessibilité et la justice sociale, et Ecologie sensible – approches sensibles.

4.1. Maillage et essaimage

Nos différents terrains incarnent des configurations contrastées de processus de maillage et d'essaimage, où se dessine un contraste entre les cas caractérisés par une forte institutionnalisation et ceux portés par des mobilisations collectives non institutionnelles :

- Dans les **cas des projets alimentaires territoriaux**, ces processus sont fortement cadrés et impulsés par la définition institutionnelle et les dispositifs d'action publique. Leur hypothèse est que les projets doivent renforcer la mise en relation des acteurs du territoire (par un travail de repérage/diagnostic, puis des instances dédiées), et l'essaimage des initiatives faisant leurs preuves (au travers de financements privilégiant souvent la reproduction de schémas éprouvés ; comme les défis FAAP, plutôt que l'expérimentation risquée de nouveaux maillages entre acteurs justement – comme dans le cas du glanage social, entre public précaire et agriculteurs). Chaque territoire s'approprie à sa façon le cadrage institutionnel, mais dans les cas étudiés la transition à l'œuvre n'engage pas un fort renouvellement des formes démocratiques.
- Dans le cas de la dynamique multi-acteurs impulsée dans le **Bugey-Genevois-Jura** ou en **Ardèche méridionale** par le projet et collectif l'Assiette et le territoire, et plus encore dans d'autres cas étudiés par nos collectifs de recherche (ex Mirecourt), les dispositifs d'animation et/ou de recherche action sont conçus dans l'objectif d'inclure une plus large diversité d'acteurs que dans les formes plus institutionnalisées (telles que les PAT justement), et de construire des modalités de débat et de construction des connaissances visant à identifier, reconnaître et maintenir la diversité des visions de l'écologisation et de la transition souhaitable, même si les processus d'exclusion ne sont évidemment pas absents. Au-delà de l'enjeu d'inclusion, l'enjeu de parvenir à capitaliser sur une transformation (un dispositif inédit, et ses conséquences sensibles) émerge aussi avec une certaine réflexivité.
- Dans le **cas Strasbourgeois**, la question du territoire et de l'articulation des initiatives associatives avec l'action publique se pose également. En tant que quartier "politique de la ville", Hautepierre est au cœur d'une action publique qui a pu chercher à mobiliser une participation des habitants et associations du quartier à des fins consultatives, mais sans les associer véritablement aux décisions sur l'évolution de l'espace où ils vivent. La question de "l'articulation" entre initiatives et politiques publiques présente dans la question de recherche 5 se pose sur ce terrain en termes à la fois de contrôle (celui exercé par les autorités sur les jardins partagés ou familiaux) et de contournement (dans les initiatives "hors cadre" ou "spontanées"). Mais l'appel à projets de l'Agence nationale de la rénovation urbaine pour la création de fermes urbaines interroge sur la place et le rôle des habitants jardiniers dans les projets qui sont aujourd'hui envisagés. On risque de voir encore une fois émerger des projets où il s'agira de "faire pour" au lieu de "faire avec" (Mondolfo 2005).

4.2. Mobilisation des acteurs et gouvernance des projets territoriaux

L'analyse des formes de gouvernance, notamment dans les Projets Alimentaires Territoriaux, a permis de mettre en évidence des tendances communes de ces dispositifs d'action publique, ainsi que de leurs atouts et leurs limites. En effet, bien qu'il s'agisse à priori (dans leur définition par les textes officiels) d'une démarche visant à impliquer davantage les acteurs du système

alimentaire dans la formalisation d'une stratégie alimentaire cohérente avec la "physionomie" du territoire, ces dispositifs donnent à voir les mécanismes de pouvoir à l'œuvre et révèlent les formes d'exclusion d'acteurs ou structures pourtant légitimes à prendre part au processus.

Nous avons souligné plus haut la dominante plutôt institutionnelle de ces dispositifs de l'action publique, à la fois parmi les structures motrices et dans la gouvernance. Par conséquent, les structures du monde associatif, ainsi que les citoyens du territoire, demeurent souvent exclues de ces processus avec peu d'occasions de prendre part aux étapes décisionnelles et parfois même aux étapes de définition du projet et de ses orientations. Ces acteurs sont souvent impliqués pendant la formalisation du diagnostic mais ils ne sont pas - ou peu - impliqués dans les moments décisifs de mise en cohérence entre diagnostic et planification des actions futures. De plus, ainsi que nous l'avons souligné, le monde de l'agriculture reste encore surreprésenté du fait d'une réelle difficulté à faire de l'intersectorialité à l'échelle des politiques, services publics et acteurs territoriaux, ce qui pourrait pourtant être garant de l'inclusion d'autres domaines intimement liés à l'alimentation (santé, environnement, urbanisme etc.).

Les projets alimentaires territoriaux dans leur forme institutionnalisée offrent une arène d'observation idéale pour amener des éléments de réponse sur "comment la question de la démocratie alimentaire peut s'ancrer à l'échelle territoriale". Néanmoins, il semble crucial de regarder l'essor de ces dispositifs de l'action publique en parallèle aux autres formes d'action collectives portées localement par d'autres acteurs, et notamment ceux qui ne sont pas impliqués dans ces démarches institutionnalisées. Contrairement à ces formes de gouvernance plus institutionnelles, les autres initiatives de mise en débat de la transition alimentaire, comme le Forum Agri-citoyens du Bugey-Genevois ou le projet L'assiette et le territoire en Ardèche, et d'expérimentation dans des visées de justice sociale, comme le défi Faap à Mouans Sartoux, les jardins partagés à Strasbourg, le glanage social ou les ateliers auprès d'enfants en Ardèche, se situent dans des modes d'action allant du "faire pour" au "faire avec" les publics qu'ils cherchent à enrôler. L'analyse concomitante de ces formes d'action collective plurielles peut montrer, ainsi que nous le formulons dans notre hypothèse initiale, et comme nous l'avons montré dans la confrontation des projets à l'œuvre dans le cas ardéchois par exemple, que la diversité d'initiatives et d'expérimentations, et la reconnaissance de cette diversité, peuvent enrichir les voies de transition écologique dans une visée de démocratie alimentaire.

4.3. Expérimentations sociales autour de l'accessibilité et de la justice sociale

Comme exposé dans la partie 2, notre projet a permis de mettre en place et/ou d'analyser différentes formes d'expérimentation sociale : défi FAAP, jardins partagés, glanage social, ateliers auprès d'enfants dans un centre social. Ces initiatives portent toutes, dans leurs discours et les actions conduites, des enjeux sociaux d'accessibilité ou de justice sociale « par » l'alimentation. Toutes visent également, dans une perspective de démocratie alimentaire, à associer les « publics » concernés dans des formes d'expérience partagée de changements de pratiques (au travers d'ateliers permettant de partager des activités de cuisine, de récolte, de transformation etc.), dans l'analyse des changements générés ou non par la participation à ces initiatives, et, à des degrés divers (plus faiblement dans les défis FAAP, plus fortement dans le glanage social par exemple), dans la définition même de ces activités collectives.

Si la littérature analyse majoritairement l'effet performatif de telles initiatives au travers des processus d'apprentissage (cognitifs, pratiques) qu'ils permettent, il nous semble qu'il repose aussi sur le travail conduit par les acteurs de ces dispositifs pour conjointement et de manière indissociable comprendre et agir sur les enjeux de transition, d'inclusion et de participation. Pour montrer cela, nous avons cherché à saisir la manière dont les mécanismes de changements de pratiques, les enjeux de justice alimentaire (accessibilité et inclusion) et de démocratie alimentaire (participation) étaient définis et mis en œuvre par les animateurs de ces initiatives. Pour les prendre en compte, ces animateurs – en associant plus ou moins les participants - mènent à la fois un travail d'analyse sur chacune de ces trois entrées (ce qui favorise ou freine les changements, l'inclusion, la participation), et un travail de nature expérimentale de mise en œuvre de mécanismes visant à favoriser à la fois les mécanismes de transition, la justice alimentaire (accessibilité et inclusion) et la démocratie alimentaire (participation), base d'une enquête collective quant aux effets de ces mécanismes. Cette grille d'analyse est développée dans un article en cours de révision, qui la met à l'épreuve de trois initiatives prenant place dans trois contextes différents (en France, en Belgique et au Brésil).

	Mécanismes de transition/ changement	Dimension distributive (inclusion, accès)	Dimension procédurale (participation)
Posture analytique	Comprendre les mécanismes de (non) transition à l'échelle individuelle et aux échelles plus larges (perspective systémique)	Comprendre les inégalités d'accès	Comprendre les processus facilitant la participation ou la freinant (travail sur les absents, sur la place donnée aux participants)
Posture transformative	Expérimenter des outils/dispositifs facilitant les changements de pratiques	Expérimenter des mécanismes pour améliorer l'accès	Expérimenter des mécanismes pour impliquer les participants (co-construction, décision)

Tableau 5 : Postures analytique et transformative dans des expérimentations sociales

(source : Lamine Claire, Tuscano Martina, Feyereisen Marlene, Castro Terena P., Bui Sibylle, 2020, Sustainable transitions and social justice within agrifood systems: the role of social experiments and public policies, article soumis à Agriculture and Human Values, en revision)

Par rapport à la littérature (principalement anglophone) sur la justice alimentaire, qui a mis à juste titre l'accent sur les dimensions distributives et procédurales de la justice (inégalités/inclusion et gouvernance/participation), nous avons ainsi montré l'intérêt d'**inclure aussi dans l'analyse les mécanismes de transitions** à la fois pour les participants/ménages concernés (échelle « individuelle ») et à l'échelle plus large du système alimentaire. Nous avons enfin montré l'importance d'adopter une perspective dynamique et d'examiner comment les acteurs s'approprient les dispositifs et les transforment au fil du temps.

4.4. Ecologie sensible – approches sensibles

Au départ de notre réflexion et de nos expérimentations, dans le cadre du projet Excipient, se trouve notre volonté d'explorer les visions de l'écologie de groupes sociaux hétérogènes avec et par leur "écologie" personnelle en pratique. Tout particulièrement pour celles et ceux qui, le plus souvent, sont la "cible" (l'objet) de la "sensibilisation" plutôt que les sujets ou figure de leur propre exercice, vision ou récit de la transition écologique. Les approches sensibles que nous avons mobilisées ont pris des formes diverses, mais avaient comme point commun de se tenir à distance de la conception courante de la « sensibilisation », qui revient à nier l'existence de modes spécifiques, reconnaissables et légitimes de se relier au monde environnant. Les approches pragmatistes, ouvertes à la participation par la mise en œuvre de l'enquête, nous apparaissaient d'autant plus pertinentes dans ce contexte de recherche portant sur la transition écologique, qui tend à être abordée, notamment dans des documents de politique publique, de façon très normative et descendante. Notre démarche d'enquête reposait donc sur une volonté de donner de la visibilité (et légitimité) à des visions alternatives des enjeux environnementaux et d'identifier la variété des modes d'engagement d'habitants vis-à-vis de leur environnement, ou ces « modes ordinaires de tenir à l'environnement » (Centemeri 2015; Whitehead 2009). Aussi nous sommes-nous efforcés de rendre visible ou du moins de rechercher ces régimes d'engagements familiers et ces attachements sensibles dans l'espace du proche, dans le contexte spécifique d'un quartier populaire périphérique, de communes du Bugey et du Jura exposées à des évolutions foncières portant sur les terres agricoles, d'une démarche multi-acteurs en Ardèche, et d'une épicerie sociale itinérante dans le Var.

Ces attachements sont en effet la base des langages et démarches de *valuation* (Centemeri et Renou 2015 ; Dewey 2010; Diestchy 2016), c'est-à-dire le fait d'identifier par une démarche d'enquête, « ce à quoi l'on tient manifestement », ce pour quoi l'on est prêt à « s'engager », que ce soit pour en prendre soin, pour le préserver ou le défendre. Autrement dit, l'approche pragmatiste mobilisée permet de porter l'attention sur les dimensions affectives et sensibles des engagements dans l'espace du proche (Centemeri 2015; Thévenot 2006), relevant d'engagements esthétiques (Blanc 2016), de liens sensibles (Micoud 2007 ; Péroni et Roux 2006) ou d'un « care environnemental » (Centemeri 2015), tout autant que de révéler les controverses et les visions concurrentes, dans les discours et les pratiques, entre les différentes catégories d'acteurs (Chateauraynaud et Debaz 2017).

Nous ne dissociions pas, dans la façon dont nous abordons le sensible dans nos terrains, la question des attachements, de l'affect, et celle des perceptions sensorielles. Ces différentes formes d'expression du sensible sont par exemple co-présentes dans l'expérimentation sur le goût mise en œuvre auprès des enfants en Ardèche ou dans les expressions des relations des jardiniers à leur environnement à Strasbourg. Le rapport à l'environnement est construit par les parcours de vie qui peuvent, le cas échéant, marquer les corps (la migration, la maladie) ; l'expérience est aussi relationnelle (elle est une « résonance » au sens de Rosa, 2018) et l'appréhension de cet environnement dans ses dimensions « naturelles » est aussi largement imprégnée des relations sociales vécues. Ces relations sensibles au monde ne sont en effet pas détachables des rapports sociaux (les institutions et les pratiques, les modes d'organisations, les structures temporelles, les rapports de pouvoir, etc.) et de la façon dont ceux-ci influencent l'établissement de relations au monde.

Au fil du projet, cette dimension a pris plus d'ampleur, retenu de plus en plus notre attention. Le cas du Bugey-Jura n'a par exemple pas été traversé intégralement par une approche pragmatiste ou une orientation complète vers les aspects sensibles. Mais cette évolution collective a conduit à dégager en fin de projet un véritable dispositif d'analyse permettant de revenir sur ce qui a pu se jouer dans ce cas-là par rapport à ces dimensions (cf. 2.1 étapes 3 à 7). Dans le contexte d'une recherche sur la transition écologique et la participation démocratique, la prise en compte du sensible nous semble au carrefour de différents enjeux :

- **Cognitifs**: parce que passer par le sensible permet de combiner deux types de savoir selon Ingold : le savoir extériorisé, et celui qui « s'apprend de l'intérieur », par le ressenti et le faire. L'enjeu pour Ingold n'est pas de revendiquer un savoir empirique et pratique en dehors du champ académique, mais de légitimer d'autres manières de se rapporter au monde et d'appliquer d'autres finalités au savoir.

- **Procéduraux**: élargissement ou réorientation de la participation. Dans le cas des jardins strasbourgeois la cartographie sensible a permis d'enrichir la participation. Le cas du Bugey-Jura incite à une réflexion relativement plus complexe sur cet enjeu en général. Dans ce cas en effet, on peut se demander si un accent plus fort mis sur ces aspects n'aurait pas nuit à la participation (en nombre) aux événements participatifs ou en tous cas davantage heurté à priori les critères de succès aux yeux des élus ou des financeurs. Ainsi, on ne peut pas considérer que la prise en compte délibérée des aspects sensibles dans des expérimentations démocratiques facilite nécessairement la mise en œuvre de la participation. En revanche, on peut formuler l'hypothèse que la mise en partage et en visibilité de ces aspects sensibles peut être de nature à former des lieux de recoupement, des matérialisations pérennes (land art, arène de parole libre, etc.). Ceux-ci pouvant former à leur tour de nouveaux attachements locaux, et des points d'ancrage dans un maillage renforcé.

En conclusion, l'apport d'une approche par les écologies sensibles (ou les écologies *du* sensible) permet de rendre compte de la grande diversité des modes de relation à l'environnement qui existent et se développent dans un quartier populaire comme dans des territoires ruraux. Sur le plan des recherches en sciences sociales, elle opère un décalage, parfois une rétroversion par rapport aux approches objectivistes et surplombantes, en considérant les subjectivités *dans leur relation à l'environnement*. Cela nous semble un point de départ fécond pour penser les chemins de la transition écologique, y compris avec des publics ou habitants qui ne sont pas spontanément sensibles aux questions écologiques.

Loin des stéréotypes associés aux quartiers « politique de la ville », et plus globalement loin de l'idée que les gens modestes ne peuvent pas avoir des engagements écologiques, notre expérience montre que le souci de l'écologie est très largement répandu. Il prend des formes qui ne se revendiquent pas nécessairement directement comme politiques, et que nous avons pu caractériser sous les trois catégories de : écologie sensible universaliste / critique (des systèmes agrifalimentaires) / symbiotique (Granchamp et al., art soumis). Mais ils ne sont pas, en cela, fondamentalement différents des autres groupes sociaux, comme le montrent nombre de travaux sur l'environnementalisme ordinaire auprès de publics variés (Aspe et Jacqué 2016; Frère et Jacquemain 2013; Ion, Franguiadakis, et Viot 2005; Schlosberg 2019). La question de la place, de la visibilité ou de la reconnaissance de ces engagements écologiques - ceux des jardiniers comme nombre d'autres qui sont restés dans l'invisibilité - comporte un

véritable défi : que cette nouvelle politique écologique et alimentaire soit une opportunité pour les habitants des quartiers populaires plutôt qu'elle ne les dépossède de leur écologie sensible.

4.5. Conclusion et perspectives de recherche ultérieure

Suivant notre fil initial, nous avons analysé comment les projets, expérimentations et initiatives très divers que nous avons observés, qui touchent au moins en partie, parfois prioritairement d'autres publics (populaires, ruraux) que ceux habituellement engagés dans la transition écologique, suscitent un élargissement de la participation citoyenne autour des questions alimentaires et agricoles.

L'articulation de différentes perspectives sur le maillage, la gouvernance, l'expérimentation sociale et les écologies sensibles nous ont permis, espérons-le, d'offrir un tableau riche de la complexité des formes de démocratie alimentaire à l'œuvre et de la diversité des voies de transition imaginables et expérimentables.

Au terme de ce parcours, et malgré les difficultés de mise en commun de nos cas et de nos collectifs de recherche, liées à l'absence de collaboration antérieure et aux décalages disciplinaires, nous pouvons assurer que l'hétérogénéité des cas, sur laquelle nous avons misé au départ, a été effectivement heuristique et qu'elle résonne avec une conception de la transition écologique qui respecte tant la complexité que la diversité des acteurs, des visions, et des chemins.

Les prolongements de notre projet sont de plusieurs ordres.

Tout d'abord, comme nous le formulions au début de notre conclusion, nous avons été amenés à envisager sous un nouvel angle notre hypothèse de départ. Autrement dit, plutôt que sur les articulations entre les domaines (santé, habiter) et les possibilités d'observer des « effets domino » à différentes échelles, il nous semble aujourd'hui que l'enjeu est de cultiver la diversité de taille et de formes d'initiatives et d'expérimentations, et de les relier sans les réduire, de cultiver les moyens de les faire tenir ensemble. Jusqu'ici la littérature sur les mécanismes de transition, de changements et d'innovations (Geels op. cit.) a donné des pistes de réponses dans ce domaine, mais elles ne nous semblent pas totalement satisfaisantes, eu égard à l'enjeu que nous avons identifié, dans notre enquête collective, de la prise en compte des dimensions sensibles. C'est plutôt du côté de la sociologie des émergences (Santos 2016) que l'on trouvera des pistes porteuses. Et notamment le concept d'Ernst Bloch repris par Santos (op. cit.) de « *pas encore* », qui exprime « ce qui est latent dans le processus d'émergence, une façon d'inscrire le futur dans le présent et d'agrandir le présent » (Santos, 2013 : 37). En prenant en compte à la fois les dimensions sensibles et les « émergences », on est ainsi amené à donner une nouvelle direction à notre problématique (plutôt que la complexifier) et envisager les liens avec la question de recherche de la transition écologique du Programme Cit'In portant sur les futurs.

Ensuite, différents prolongements sont envisagés, en termes de recherche et productions scientifiques, notamment :

- Prolongeant nos mises en partage à l'échelle des trois équipes, un approfondissement sur les interactions entre approches sensibles et dispositifs participatifs, dans une perspective pragmatiste ;
- Prolongeant les travaux sur ce que la prise en compte des aspects sensibles fait à la participation, un travail sur les interactions participation publique – expressions des attachements sensibles, et ce que cela engage en termes démocratiques et transitionnels,
- Prolongeant les travaux sur les différentes démarches de mise en projet de la transition alimentaire en Ardèche méridionale, un article sur la façon dont la traduction d'un narratif d'écologisation en processus de transition effectifs peut être favorisée par l'articulation des arènes de légitimation et des arènes d'expérimentation collective, ou rendue difficile par leur manque d'articulation (en cours d'écriture) ;
- Prolongeant les investigations épistémologiques entreprises du côté de l'équipe Est (Bugey-Jura) sur les rapports entre pragmatisme (philosophique) et économie (politique), un article sur ce que l'introduction d'axiomes pragmatistes peut questionner au sein du courant de la socio-économie écologique ;
- Sur le terrain de l'équipe Est, de nombreuses pistes se dessinent, autour du croisement des questions d'approche sensible et de genre, autour des questions d'essaimage, de formation de collectifs, de construction de légitimité à participer, ainsi qu'autour de la place et du rôle des chercheurs.

En outre, les expérimentations se poursuivent et s'intègrent dans certains cas, dans de nouveaux projets.

- A Strasbourg, poursuite de l'expérimentation autour de la cartographie avec des expositions programmées, poursuite des observations des effets de la dynamique enclenchée à la fois par la cartographie mais aussi par la mise en réseau et le soutien aux initiatives du collectif de jardiniers. Une présentation prévue également dans le cadre d'un projet IDEX Université-cité, favorisant les croisements d'expériences entre acteurs, et entre acteurs et chercheurs.
- De même sur les terrains Sud et Est... comme mentionné dans la partie 2, avec par exemple, outre les expérimentations locales, le lancement d'un réseau RISE (Marie Curie) engageant diverses équipes de recherche mais aussi réseaux citoyens et paysans au plan international autour de plusieurs cas d'études dont le cas ardéchois et un projet de thèse Cifre avec le PNR des Monts d'Ardèche.

Référence bibliographiques

Acselrad, Henri. 2008. *Cartografias sociais e território*. Rio de Janeiro: IPPUR / UFRJ.

Allen, Patricia, Margaret FitzSimmons, Michael Goodman, et Keith Warner. 2003. « Shifting Plates in the Agrifood Landscape: The Tectonics of Alternative Agrifood Initiatives in California ». *Journal of Rural Studies* 19(1):61-75. doi: 10.1016/S0743-0167(02)00047-5.

Aspe, Chantal, et Marie Jacqué. 2016. « Des grands soirs aux beaux jours. La question environnementale peut-elle encore être porteuse d'utopies ? » *Education et sociétés* 37(1):33. doi: 10.3917/es.037.0033.

- Barella, Jennifer. 2020. « Ramener La Justice Sociale Au Centre de La Carte : Propositions Pour Un Renouveau Critique de La Cartographie Participative Axée Sur "l'empowerment" ». *Geographica Helvetica* 75(3):271-84. doi: 10.5194/gh-75-271-2020.
- Berthomé, Guy-El-Karim, Gross-Humbert, Nils, et Eliot Wendling. à venir 2021. L'aventure pragmatiste : une nouvelle ligne dans le programme de la socio-économie écologique ? (titre provisoire), *Développement durable & territoires*, Dossier « Socio-économie écologique : bilan et programme de recherche ».
- Berthomé, Guy-El-Karim. à venir 2021. La micro-transition écologique dans son plus simple appareil (participatif): Uchronie dans six communes rurales du Bugey-Genevois (titre provisoire), *Développement durable & territoires*, Dossier « Expérimentations de transition écologique. Constitution, viabilité, diffusion ».
- Bertrand, A.; Marris, C.; Joly, P.-B. Méthodologie Pour L'élaboration d'un Dispositif de Co-Construction; INRA-STEPE: Paris, France, 2002.
- Blanc, Nathalie. 2016. *Les formes de l'environnement: manifeste pour une esthétique politique*. Genève: MétisPresses.
- Bornemann, Basil, et Sabine Weiland. 2019. « Editorial: New Perspectives on Food Democracy ». *Politics and Governance* 7(4):1-7. doi: 10.17645/pag.v7i4.2190.
- Brunet, R. (1986). La carte-modèle et les chorèmes. *Mappemonde*, 86(4), 2-6.
- Bryant, Joe. 2015. « Participatory mapping ». P. 249-62 in *The Routledge handbook of political ecology, Routledge international handbooks*, édité par T. A. Perreault, G. Bridge, et J. McCarthy. London ; New York, NY: Routledge, Taylor & Francis Group.
- Caillet, Aline. 2019. *L'art de l'enquête: savoirs pratiques et sciences sociales*.
- Cefaï, Daniel, Kamel Boukir, Marie Ghis Malfilatre, et Céline Véniat. 2019. « Présentation. En quoi le pragmatisme nous aide-t-il à mieux expliquer et comprendre les problèmes publics ? » *Sociologie et sociétés* 51(1-2):5. doi: 10.7202/1074729ar.
- Centemeri, Laura. 2015. « L'apport d'une sociologie des attachements pour penser la catastrophe environnementale ». Consulté 1 décembre 2020 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01163221>).
- Centemeri, Laura, et Gildas Renou. 2015. « Metabolisme social et langages de valuation. Apports et limites de l'économie écologique de Joan Martinez-Alier à la compréhension des inégalités environnementales ». <hal-01163219>.
- Chambers, Robert. 1994. « The Origins and Practice of Participatory Rural Appraisal ». *World Development* 22(7):953-69. doi: 10.1016/0305-750X(94)90141-4.
- Chateauraynaud, Francis, et Josquin Debaz. 2017. *Aux bords de l'irréversible: sociologie pragmatique des transformations*.
- Chiffolleau, Yuna, et Allison Marie Loconto. 2018. « Social Innovation in Agriculture and Food: Old Wine in New Bottles? » *The International Journal of Sociology of Agriculture and Food* Vol. 24 No. 3 (2018): Special Issue: Social Innovation in Agriculture and Food. doi: 10.48416/IJSAF.V24I3.13.

- Cormier-Salem, Marie-Christine, et Tidiane Sané. 2017. « Définir un cadre méthodologique commun en cartographie participative: L'atelier collectif de Cabrousse en Casamance (Sénégal), de la théorie à la pratique ». *Revue d'ethnoécologie* (11). doi: 10.4000/ethnoecologie.2930.
- Deleuze, Gilles, et Félix Guattari. 2013. *Mille plateaux: Capitalisme et schizophrénie*, 2. Minuit.
- De Schutter Olivier. 2014. « The Specter of Productivism and Food Democracy ». *Wisconsin Law Review* vol 2014(2):199-233.
- Desmarais, Annette Aurélie, et Hannah Wittman. 2014. « Farmers, foodies and First Nations: getting to food sovereignty in Canada ». *The Journal of Peasant Studies* 41(6):1153-73. doi: 10.1080/03066150.2013.876623.
- Dewey, John. 2010. *Le public et ses problèmes*. Paris: Gallimard.
- Diestchy, Mireille. 2016. « « Le militant c'est pas forcément celui qui va aux barricades »: De slow food à slow science, le renouvellement des formes d'engagement politique ». *Revue des sciences sociales* (55):54-59. doi: 10.4000/revss.2541.
- Dubet, François. 1997. « Comment nommer les "classes populaires" ? » P. 37-66 in *En marge de la ville, au coeur de la société: ces quartiers dont on parle*, Monde en cours, édité par Programme interdisciplinaire de recherche sur la ville (France). La Tour d'Aigues: Editions de l'Aube.
- Dubois de Labarre, Matthieu, et Chantal Crenn. 2019. « De quoi la sécurisation alimentaire des « démunis » est-elle le nom ? » *Socio-anthropologie* (39):83-98. doi: 10.4000/socio-anthropologie.5289.
- Fernandes da Luz, Lidiane, et Renato Sergio Maluf. 2019. « Social Participation in Political Spaces and the Valuing of Culture as Empowering Resources to Promote Access to Quality Food in Brazil ». *Revue internationale des études du développement* 237(1):115-36. doi: 10.3917/ried.237.0115.
- Frère, Bruno, et Marc Jacquemain, éd. 2013. *Résister au quotidien?* Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Fromm, Erich. 1971. *Société aliénée et société saine*. Le courrier du livre.
- Fung, Archon. 2006. Varieties of participation in complex governance. *Public administration review*, 66, 66-75.
- Geels, F. W. (2002). "Technological transitions as evolutionary reconfiguration processes: a multi-level perspective and a case study." *Research policy* 31: 1257-1274.
- Goodman, David, E. Melanie DuPuis, and Michael K. Goodman. 2012. *Alternative Food Networks: Knowledge, Practice, and Politics*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203804520>
- Gourgues, Guillaume. 2015. Plus de participation, pour plus de démocratie ?. *Savoir/Agir*, 31(1), 43-50.
- Granchamp, Laurence. 2019. « Penser l'alimentation d'un point de vue décolonial: Entretien avec Tainá Marajoara (Bélém, Brésil) ». *Revue des sciences sociales* (61):132-41. doi: 10.4000/revss.3611.

- Gumuchian, H. and B. Pecqueur (2007). *La ressource territoriale*. Paris, Economica.
- Harley, Brian. 2009. « Mapas, saber e poder: In Peter Gould e Antoine Bailly, « Le pouvoir des cartes et la cartographie », Paris, Antropos, 1995, p. 19-51. Traduzido por Mônica Balestrin Nunes ». *Confins* (5). doi: 10.4000/confins.5724.
- Harley, J. B. 1988. « Maps, knowledge and power ». P. 277-312 in *The Iconography of Landscape.*, édité par D. Cosgrove et S. Daniels. Cambridge: University of Cambridge Press.
- Hassanein, Neva. 2003. « Practicing Food Democracy: A Pragmatic Politics of Transformation ». *Journal of Rural Studies* 19(1):77-86. doi: 10.1016/S0743-0167(02)00041-4.
- Hillier, J., Moulaert, F., Nussbaumer, J. (2004). "Trois essais sur le rôle de l'innovation sociale dans le développement territorial." *Géographie, économie, société* 6(2): 129-152.
- Hirt, Irène, et Stéphane Roche. 2013. « Cartographie participative ». in *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, édité par R. Barbier, L. Blondiaux, F. Chateauraynaud, J.-M. Fourniau, C. Neveu, et D. Salles. Paris.
- Hochedez, Camille, et Julie Le Gall. 2016. « Justice alimentaire et agriculture : introduction ». *Justice spatiale - Spatial justice* (9).
- Horst, Megan. 2017. « Food Justice and Municipal Government in the USA ». *Planning Theory & Practice* 18(1):51-70. doi: 10.1080/14649357.2016.1270351.
- Ingold, Tim. 2013. *Marcher avec les dragons*. Bruxelles: Zones sensibles.
- Ion, Jacques, Spyros Frangiadakis, et Pascal Viot. 2005. *Militer aujourd'hui*. Paris: Autrement.
- Kepkiewicz, Lauren, Michael Chrobok, Madeline Whetung, Madeline Cahuas, Jina Gill, Sam Walker, et Sarah Wakefield. 2015. « Beyond Inclusion: Toward an Anti-colonial Food Justice Praxis ». *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development* 1-6. doi: 10.5304/jafscd.2015.054.014.
- Lamine, Claire, 2020. *Sustainable Agri-food Systems. Case Studies in Transitions Towards Sustainability from France and Brazil*. London: Bloomsbury, 224p.
- Lamine, C., I. Darnhofer, et T. K. Marsden. 2019. « What Enables Just Sustainability Transitions in Agrifood Systems? An Exploration of Conceptual Approaches Using International Comparative Case Studies ». *Journal of Rural Studies* 68:144-46. doi: 10.1016/j.jrurstud.2019.03.010.
- Lamine, Claire. 2012. « « Changer de système » : une analyse des transitions vers l'agriculture biologique à l'échelle des systèmes agri-alimentaires territoriaux ». *Terrains & travaux* (20):139-56.
- Lang, Tim. 2005. « Food Control or Food Democracy? Re-Engaging Nutrition with Society and the Environment ». *Public Health Nutrition* 8(6A):730-37.
- Lohest, François, Tom Bauler, Solène Sureau, Joris Van Mol, et Wouter M. J. Acten. 2019. « Linking Food Democracy and Sustainability on the Ground: Learnings from the Study

- of Three Alternative Food Networks in Brussels ». *Politics and Governance* 7(4):21. doi: 10.17645/pag.v7i4.2023.
- Mares, Teresa, et Alison Alkon. 2011. « Mapping the Food Movement: Addressing Inequality and Neoliberalism ». *Environment and Society: Advances in Research* 2:68-86. doi: 10.3167/ares.2011.020105.
- Marsden, Terry. 2013. « From Post-Productionism to Reflexive Governance: Contested Transitions in Securing More Sustainable Food Futures ». *Journal of Rural Studies* 29:123-34. doi: 10.1016/j.jrurstud.2011.10.001.
- Mazeaud Alice, Sa Vilas Boas Marie-Hélène. Et Guy-El-Karim Berthomé. 2012. Penser les effets de la participation sur l'action publique à partir de ses impensés, *Participations*, N°1, p. 6-29.
- McClintock, Nathan, Christophe-Toussaint Souldard, et Flaminia Paddeu. 2018. « De l'agriculture urbaine à la justice alimentaire : regards critiques franco-américains. » *Urbanités* (10).
- Mondolfo, Philip. 2005. *Conduire le développement social*. Paris: Dunod.
- Moragues-Faus, Ana, Roberta Sonnino, et Terry Marsden. 2017. « Exploring European Food System Vulnerabilities: Towards Integrated Food Security Governance ». *Environmental Science & Policy* 75:184-215. doi: 10.1016/j.envsci.2017.05.015.
- Neumeier, S. (2012). "Why do social innovations in rural development matter and should they be considered more seriously in rural development research? Proposal for a stronger focus on social innovations in rural development research." *Sociologia Ruralis* 52(1).
- Neumeier, S. (2017). "Social innovation in rural development: identifying the key factors of success." *The Geographical Journal* 183(1): 34-46.
- Olmedo, Élise. 2018. « « Entre les dalles » : Cartographier l'expérience de la verticalité: Exploration de la « Promenade dans les architectures modernes et labyrinthiques du quartier Colombier à Rennes », Mathias Poisson ». *Géographie et cultures* (107):19-44. doi: 10.4000/gc.8866.
- Palsky, Gilles. 2013. « Cartographie participative, cartographie indisciplinée ». *L'Information géographique* 77(4):10-25. doi: 10.3917/lig.774.0010.
- Pascaud, Ivan. et Guy-El-Karim Berthomé. 2017. *Le Forum Agricitoyen à destination des élus des communes rurales : méthode de participation citoyenne en faveur des terres agricoles*, CPIE Bugey-Genevois.
- Patrel, Dominique, et Aurélie Carimentrand. 2018. « Un modèle associatif de circuits courts de proximité pour les épiceries sociales et solidaires : vers une démocratie alimentaire ? » *Revue de l'organisation responsable* 13(1):43-54. doi: 10.3917/ror.131.0043.
- Patrel, Dominique, et Magali Ramel. 2017. « Ethique du care et démocratie alimentaire : les enjeux du droit à une alimentation durable ». *Revue française d'éthique appliquée* 2017-2(4):49-60.
- Peroni, Michel, et Jacques Roux, éd. 2006. *Sensibiliser: la sociologie dans le vif du monde*. Éditions de l'Aube. La Tour d'Aigues.

- Perreault, Thomas Albert, Gavin Bridge, et James McCarthy, éd. 2015. *The Routledge handbook of political ecology*. London ; New York, NY: Routledge, Taylor & Francis Group.
- Perrin, Coline, et Christophe-Toussaint Soulard. 2014. « Vers une gouvernance alimentaire locale reliant ville et agriculture. Le cas de Perpignan ». *Géocarrefour* 89(89/1-2):125-34. doi: 10.4000/geocarrefour.9456.
- Pinson, Gilles. 2005. « Chapitre 5 : Le projet urbain comme instrument d'action publique ». P. 199-233 in *Gouverner par les instruments, Académique*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Pinton, Florence, et Sencébé Yannick. 2019. « Soberania versus segurança alimentar no Brasil: tensões e oposições em torno da agroecologia como projeto ». *Estudos Sociedade e Agricultura* 27(1):24. doi: 10.36920/esa-v27n1-2.
- Portes, Alejandro. 1998. « Social Capital: Its Origins and Applications in Modern Sociology ». *Annual Review of Sociology* 24(1):1-24. doi: 10.1146/annurev.soc.24.1.1.
- Prové, Charlotte, Michiel P. M. de Krom, et Joost Dessein. 2019. « Politics of scale in urban agriculture governance: A transatlantic comparison of food policy councils ». *Journal of Rural Studies*. doi: 10.1016/j.jrurstud.2019.01.018.
- Petit, Olivier. 2018. L'émergence d'une socio-économie écologique. À propos de trois ouvrages récents. *Natures Sciences Sociétés*, Vol. 26, n° 4, p. 463-472.
- Putnam, Robert D. 2001. *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. 1. touchstone ed. New York, NY: Simon & Schuster.
- Renting, Henk, Markus Schermer, et Adanella Rossi. 2012. « Building food democracy: Exploring civic food networks and newly emerging forms of food citizenship ». *International Journal of Sociology of Agriculture and Food* 19(3):289-307.
- Rosa, Hartmut. 2018. *Résonance une sociologie de la relation au monde*.
- Santos, Boaventura de Sousa. 2016. *Epistémologies du Sud: mouvements citoyens et polémique sur la science*. Paris: Desclée de Brouwer.
- Schlosberg, David. 2019. « From postmaterialism to sustainable materialism: the environmental politics of practice-based movements ». *Environmental Politics* 1-21. doi: 10.1080/09644016.2019.1587215.
- Seyve, Fanny, et Guy-El-Karim Berthomé. 2020. Un bilan à deux voix sur le pouvoir d'agir des habitants dans les Forum Agri-citoyens, Communication au Workshop « Chercheurs et acteurs dans la construction d'initiatives pour la démocratie alimentaire », 2 septembre 2020, Strasbourg.
- Sonnino, Roberta. 2017. « The Cultural Dynamics of Urban Food Governance ». *City, Culture and Society*. doi: 10.1016/j.ccs.2017.11.001.
- Spash, Clive. L. 2013. The shallow or the deep ecological economics movement?. *Ecological Economics*, Vol. 93, p. 351-362.
- Thévenot, Laurent. 2006. *L'action au pluriel: sociologie des régimes d'engagement*. Paris: Découverte.

- Urry, John. 2005. *Sociologie des mobilités Une nouvelle frontière pour la sociologie ?* Paris (21, rue du Montparnasse 75283): Armand Colin.
- Whitehead, Mark. 2009. « The Wood for the Trees: Ordinary Environmental Injustice and the Everyday Right to Urban Nature ». *International Journal of Urban and Regional Research* 33(3):662-81. doi: 10.1111/j.1468-2427.2009.00862.x.
- Zask, Joëlle. 2011. *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation*. Éditions BDL, 2, 2008-2013.
- Zask, Joëlle. 2016. *La démocratie aux champs. Du jardin d'Eden aux jardins partagés, comment l'agriculture cultive les valeurs démocratiques*. La Découverte.

Productions scientifiques

Articles soumis, en cours de révision

BERTHOME, Guy-El-Karim, GROSS-HUMBERT, Nils, et Eliot WENDLING. L'aventure pragmatiste : une nouvelle ligne dans le programme de la socio-économie écologique ? (titre provisoire), **Développement durable & territoires**, Dossier « Socio-économie écologique : bilan et programme de recherche ». 2021.

BERTHOME, Guy-El-Karim. La micro-transition écologique dans son plus simple appareil (participatif): Uchronie dans six communes rurales du Bugey-Genevois (titre provisoire), **Développement durable & territoires**, Dossier « Expérimentations de transition écologique. Constitution, viabilité, diffusion ». 2021.

JOLY Romane, LEBROU Vincent, « Jardiner pour maintenir l'ordre : une enquête ethnographique dans un quartier populaire strasbourgeois », **Carnets de géographes** (sous presse).

M. TUSCANO, C. LAMINE, M. BRE GARNIER, Fostering responsible food consumption: a framework combining practice theories and pragmatism applied to an institutional experimental tool, **Journal of Rural Studies**, première soumission janvier 2020.

Articles soumis

Laurence GRANCHAMP, Romane JOLY, avec la participation de Horizome, *Vers une écologie sensible en quartier populaire. Le cas de Hautepierre*, Strasbourg. Article soumis à **Espaces & Sociétés**, première soumission en décembre 2020.

LAMINE C., TUSCANO M., FEYEREISEN M., CASTRO T., BUI S., 2020, Sustainable transitions and social justice within agrifood systems: the role of social experiments and public policies, article soumis à **Agriculture and Human Values**, première soumission novembre 2020

M. TUSCANO, F. BARATAUD, C. LAMINE, P. SCHEROMM, Controverses et ajustements dans des projets portant sur l'écologisation des systèmes agri-alimentaires territoriaux : pour une approche dynamique des modes de gouvernance, **Développement Durable & Territoires**, première soumission juin 2020

Chapitres d'ouvrages

M. HUBEAU, M. TUSCANO, F. BARATAUD, P. PUGLIESE, Agro-ecological transitions at the scale of territorial agri-food systems, in *Agroecological Transitions between open-ended and deterministic perspectives*, Peter Lang, *en cours de publication*

JOLY Romane, LEBROU Vincent, « Ce que la rénovation urbaine fait à la politisation des classes populaires. L'exemple des jardins partagés dans un quartier de l'Ouest strasbourgeois », in GRANCHAMP Laurence, *Militantisme et potagers* (remis à l'éditrice).

Communications orales

GINET H., M. TUSCANO, C. LAMINE, « Concilier justice alimentaire et enjeux environnementaux. Une analyse comparative de trois initiatives (paniers solidaires, glanage

social et supermarché coopératif) », Communication au Workshop « Chercheurs et acteurs dans la construction d'initiatives pour la démocratie alimentaire », 2-3 Septembre 2020

GRANCHAMP, LAMINE, BERTHOME, TUSCANO. La fabrique ordinaire de la transition alimentaire : publics et médiations. INRA Avignon, Univ strasbourg, UMR territoire In : Camille Dumat, Didier Busca, Sophie Sobanska, Salma Loudiyi, Christine Aubry, et al.. Actes du colloque international de recherche T2020 : Transitions écologiques en transactions et actions. Transitions écologiques en transactions et actions, Jun 2020, Toulouse, France. 2020. hal-02897828v2

GRANCHAMP Laurence, JOLY Romane, « Les dimensions sensibles de la production alimentaire dans un quartier populaire. Construction d'une démarche d'enquête », *séminaire EHSS, L'écologisation de l'agriculture et de l'alimentation au cœur des interactions entre science, politique et société*, 13 juin 2019, Marseille.

JOLY Romane, LEBROU, Vincent, « Résister "à bas-bruit" aux injonctions de la politique de la ville : quand les classes populaires font du jardinage urbain une instance de politisation des rapports sociaux », *8ème congrès de l'Association belge francophone de science politique*, 7 avril 2021, Bruxelles (en ligne) (à venir).

JOLY Romane, LEBROU Vincent, « Transversalité et disjonctions des politiques agroalimentaires locales : quelle place pour les jardins urbains ? Le cas de la ville de Strasbourg », *séminaire européen Alimentation, régénération urbaine et développement durable dans les territoires*, Maison européenne des sciences de l'homme et de la société, 12 juin 2019, Lille.

LAMINE C. Démocratie alimentaire et justice alimentaire : des débats scientifiques et citoyens à contextualiser, Communication au Workshop « Chercheurs et acteurs dans la construction d'initiatives pour la démocratie alimentaire », 2-3 Septembre 2020

LAMINE C. 2019. De l'écologisation des politiques publiques à l'écologisation des systèmes alimentaires territoriaux, *Journée écologisation des pratiques agricoles et alimentaires*, Lyon II, 20 sept 2019. Conférence invitée

SEYVE, F. et BERTHOME, G-E-K. Un bilan à deux voix sur le pouvoir d'agir des habitants dans les Forum Agri-citoyens, Communication au Workshop « Chercheurs et acteurs dans la construction d'initiatives pour la démocratie alimentaire », 2-3 septembre 2020, Strasbourg. 2020.

TUSCANO M., C. LAMINE, « La contribution de dispositifs d'expérimentation collective à la légitimation de nouvelles normes de consommation alimentaire : le cas du Défi familles à alimentation positive », *Congrès de l'Association Française de Sociologie*, Aix en Provence, 2019;

TUSCANO M., C. LAMINE, M. BRE GARNIER, The Défis Familles à Alimentation Positive (Positive foodfamilies challenges) program: the Contribution of Learning-By-Doing Approachesto Responsibility Processes, *European Society of Rural Sociology*, Trondheim, Norvège, 2019;

Rapports de stage

CAPO-CHICHI, I. Note de stage. A venir 2021.

GINET Hélène, *Concilier justice alimentaire et enjeux environnementaux. Le cas des Paniers Solidaires, en Ardèche Méridionale et du projet de supermarché coopératif et participatif*, GEM laCoop à Avignon Université Lumière Lyon II, 2020;

GROSS-HUMBERT Nils, « Les préoccupations pragmatistes et les sciences économiques », Note de fin de stage, 11 p. 2019.

JOLY Romane, *La place de l'agriculture urbaine dans le système agri-alimentaire de Strasbourg. Le cas du jardinage urbain dans un quartier populaire*, Mémoire de Master 2 Villes, environnement et sociétés, sous la direction de Isabelle Hajek, Julien Weisbein et Laurence Granchamp, Université de Strasbourg, 2019.

<https://seafire.unistra.fr/f/c5acf0cf938d498e8f90/>

WENDLING Eliot « Enquête bibliographique sur le champ scientifique de l'économie politique appliqué aux démarches participatives de transition écologique et territoriale », Note de fin de stage, 18 p. 2020.

Autres productions

BERTHOME Karim, Note sur Résonance de Hartmut Rosa, 2019.

COLLECTIF HORIZOME, Carte des écologies sensibles des jardiniers de Haute-pierre <https://excipient.archipels.org/atlas>

DESGRANDCHAMP Pauline Liens directs vers les podcasts de la webradio Horizome,

<http://htpradio.org/index.php/2020/11/04/http-explore-haute-pierre-cote-jardin/>

<http://htpradio.org/index.php/2020/05/19/jirai-manger-chez-marie-claire/>

<http://htpradio.org/index.php/2020/03/23/http-style-les-bienfaits-des-plantes/>

HOUDART Marie, Note sur thématique "Maillage" - UR Territoires, 2019.

Workshop - Séminaires – Colloques organisés

-

Rencontres Bugey-Genevois, « *Des clés pour la transition : comment chercheurs, élus, citoyens, associations, coopèrent pour mieux mobiliser sur un territoire ?* », organisé par le CPIE Bugey-Genevois avec la collaboration de K. Berthomé, Chanay, 2-3 février 2019.

Séminaire EHESS L'écologisation de l'agriculture et de l'alimentation au cœur des interactions entre science, politique et société, « L'écologisation des systèmes alimentaires territoriaux : gouvernance, processus d'apprentissage et approches sensibles », séance du 13 juin 2019, organisé par Claire Lamine et Marie Jacqué, Université Aix-Marseille, Marseille.

Workshop Chercheurs et acteurs dans la construction d'initiatives pour la démocratie alimentaire, organisé par Laurence Granchamp, Karim Berthomé, Claire Lamine et Martina Tuscano, 2-3 septembre 2020, MISHA, Strasbourg.